



Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Valguière, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15112 - 7 F

- DIMANCHE 29 - LUNDI 30 AOUT 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

L'ONU au bord de la ruine

A l'heure où chacun la soûle, l'ONU est au bord de la banqueroute : avec des réserves complètement épuisées, presque à court de liquidités, elle vit au jour le jour. Son secrétaire général en personne vient de dénoncer cette « situation sans précédent et intolérable ». Il a aussi appelé les Etats-membres à « assumer leurs obligations financières ». Enfin, il a nommé Mohamed Ali Niaz à la tête de la commission chargée d'enquêter sur les cas de corruption, fraudes et autres malversations.

Démarche inhabituelle : Boutros Boutros-Ghali avait récemment écrit aux chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres du Conseil de sécurité et aux ministres des affaires étrangères des pays non membres pour les informer de la gravité de la situation. L'ONU, qui a besoin, chaque mois, d'environ 310 millions de dollars pour financer son budget ordinaire et les opérations de maintien de la paix, n'avait plus en caisse, à la mi-août, que 357 millions de dollars, soit un peu plus d'un mois de trésorerie. Alors que les erreurs dépeçaient 2,2 milliards de dollars, dont la moitié pour les seules opérations militaires, de la Somalie au Cambodge en passant par l'ex-Yougoslavie. Longtemps considérée comme le plus gros débiteur de l'ONU, les Etats-Unis ont été dépassés - ou titrés des opérations de maintien de la paix - depuis plus d'un an, par la Russie. Au 30 juin, Moscou devait aux Nations unies 418 millions de dollars, et Washington, 321. En revanche, au titre du budget général, les Américains demeurent alors en tête au palmarès des mauvais payeurs, avec une dette de 321 millions de dollars.

CE cesse-tête financier gravité exceptionnelle, car il n'est plus possible de puiser dans certaines réserves comme le fonds de roulement, le fonds de démarrage des opérations de maintien de la paix. Tous ces budgets annexes sont maintenant « à sec » : « fini le temps, note un expert financier des Nations unies, où l'on pouvait se permettre de faire un peu de cavalerie... »

L'ONU va être confrontée à une opération-vérité lorsqu'il lui faudra trouver les 2 à 3 milliards de dollars que coûtera le déploiement, en Bosnie-Herzégovine, de quelque 50 000 « casques bleus » supplémentaires, le jour où un accord de paix sera enfin conclu entre belligérants serbes, croates et musulmans. En attendant, M. Boutros-Ghali a décidé de prendre de stricte et impopulaires mesures d'économies.

AINSI, dès la prochaine Assemblée générale annuelle des Nations unies, les séances du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale seront moins nombreuses. Plus de réunions au-delà de 18 heures au semaine et - sauf cas d'urgence - pendant le week-end. En outre, les procès-verbaux, dont le tirage sera réduit, ne seront rédigés qu'en anglais et en français, les seules langues de travail du secrétariat de l'ONU. Seront, enfin, limités le nombre de voyages officiels et le recours à des consultants extérieurs ainsi qu'à du personnel temporaire.

Si les Etats-membres - une dizaine sur 184 sont à jour de leurs contributions - ne veulent pas entendre raison d'ici la fin de l'année, le secrétaire général de l'ONU a averti qu'il serait alors contraint de proposer des « ramaniements majeurs » pour permettre à la machine onusienne de continuer de tourner. Le prix de la paix.

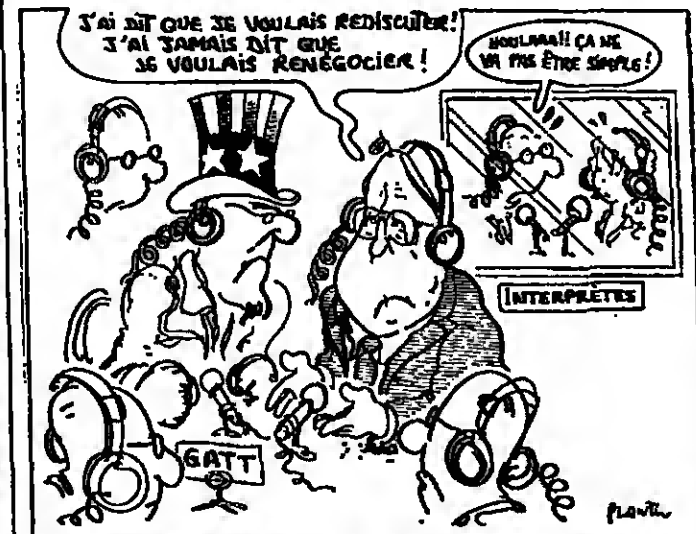
M0146 - 0829 0 - 7.00 F



Après la rencontre Kohl-Balladur

Les Américains hostiles à une renégociation agricole

L'administration américaine a vivement réagi, vendredi 27 août, au rapprochement franco-allemand sur le dossier agricole esquissé par le chancelier Kohl à l'occasion de la visite d'Edouard Balladur à Bonn. Le représentant au commerce américain a déclaré qu'une remise en question par la CEE de l'accord de Blair House pourrait « faire dérailler les négociations de l'Uruguay Round ». En Allemagne, les propos de M. Kohl ont été diversement interprétés.



Lire nos informations page 13 et l'article d'ÉRIC LE BOUCHER

Allongement de la durée des cotisations et de la période de référence

La réforme des retraites entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1994

Le « Journal officiel » a publié, samedi 28 août, les décrets portant progressivement de 150 à 180 trimestres la durée de cotisation pour obtenir une retraite de Sécurité sociale à taux plein, alors que le calcul de référence portera sur les vingt-cinq meilleures années au lieu de dix. Annoncée en mai, cette réforme avait été régulièrement évoquée ces dernières

années sans être mise en œuvre. L'allongement de la durée d'activité s'étalera entre 1994 et 2003, et celui de la période de référence est programmé d'ici à 2008 pour le régime général. Des mesures transitoires sont modulées en fonction de l'année de naissance. Les régimes spéciaux et celui des fonctionnaires ne sont pas concernés.

Le prix de la solidarité

par Jean-Michel Nomond

Jugée pratiquement impossible, politiquement comme socialement, il y a quelques mois à peine, la réforme des retraites de la Sécurité sociale va, par deux simples décrets publiés samedi 28 août au « Journal officiel », entrer en application le 1^{er} janvier 1994. La durée de cotisation nécessaire pour obtenir une retraite à taux plein sera portée progressivement à 160 trimestres, contre 150 actuellement, alors que la période de référence utilisée pour le calcul de la pension portera, en 2008, sur les vingt-cinq meilleures années au lieu des dix meilleures. Des dispositions

transitoires seront appliquées aux personnes nées entre 1934 et 1947. Pour vaincre les réticences des pouvoirs publics, il aura fallu que la récession économique accentue de manière dramatique les déséquilibres structurels de la « Sécurité », portant ses déficits à des sommets jamais atteints : 32 milliards de francs pour les années 1991-1992 et plus de 60 milliards (dans le meilleur des cas) pour 1993-1994.

Il y a pourtant bien longtemps que cette réforme était jugée nécessaire. Dès 1986, le rapport « Vieillesse et solidarité » du Commissariat général au plan insistait déjà sur les menaces qui pèsent sur l'assurance-vieillesse. Celles-ci

tiennent, bien sûr, aux évolutions démographiques (baisse de la natalité et, surtout, progression de l'espérance de vie), mais aussi aux effets d'une législation élaborée dans les années 50 et perfectionnée dans les années 60 et 70, lorsque le « troisième âge » représentait une catégorie sociale défavorisée.

L'introduction en 1983 de la retraite à taux plein des soixante ans, réforme généreuse mais qui n'a pu être équilibrée par un nombre suffisant de créations d'emploi et, surtout, la montée du chômage, ont contribué à accumuler les difficultés.

Lire la suite et nos informations page 13

La mosquée Hassan II, « phare de l'islam »

Le roi du Maroc inaugure, lundi 30 août, à Casablanca, le « plus haut édifice religieux de l'univers »

CASABLANCA

de notre envoyé spécial
Il y a une vingtaine d'années, à la gare de Rabat, on voyait un portrait de Hassan II jouant au golf. Cette image échoyait de pieux musulmans parce que le monarque était coiffé d'une casquette dont la visière pouvait empêcher de toucher le sol avec son front quand il priait. Aujourd'hui, signe des temps, le photo royale de la gare de Rabat montre le souverain alaouite entouré de ministres et de hauts dignitaires. Et le Maroc, qui, il y a un quart de siècle, se

lançait dans la construction de soixante-dix barrages, a consacré, depuis 1986, 300 000 mètres cubes de béton et 40 000 tonnes d'acier à un immense complexe culturel et religieux, près de la pointe d'El Hank, à Casablanca.

Le royaume chérifien offre ainsi à la Oumma, la communauté de près d'un milliard de musulmans à travers le monde, « un nouveau phare de l'islam » : la Grande Mosquée Hassan II, dont le minaret se veut le plus haut édifice religieux de l'univers. Dès son avènement, en 1961, Hassan II avait pris en

compte la dimension islamique, n'ignorant pas le rôle joué par la foi dans le mouvement nationaliste marocain.

Membre d'une dynastie - les Alaouites, régnant depuis 1666 - qui se réclame du sang de Mahomet, il fut aussi proclamé « emir-el-mouminine », « Commandeur des croyants », lorsqu'il devint chef d'Etat. De même est-il président du comité « Jérusalem » (ci Qods), depuis sa création, en 1979, par l'Organisation de la conférence islamique (OCI). Cependant, ce souverain, qui ne craignait pas, avant d'accueillir

Jean-Paul II, de se définir comme « le chef des infidèles » recevant « le chef des mécréants », a voulu donner à la phase actuelle de son règne une spectaculaire dimension religieuse. Les vagues océaniques passant, à sa demande, sous le nouvel espace de prière, bâti en partie sur pilotis, évoquent Okba, conquérant mahométan de l'Afrique septentrionale, chevauchant deos l'Atlasotique et priant Allah à témoin qu'il ne pouvait porter Sa Parole plus avant.

JEAN-PIERRE FÉRONCEL-HUGOZ
Lire la suite page 6

Le rapport des courses

Embellie aux ventes de chevaux, à Deauville sur fond de crise du monde hippique

DEAUVILLE

de notre envoyé spécial
Dans le monde entier, le cheval de course de haut niveau n'est plus considéré comme une valeur spéculative. Or, démentant tous les pronostics, les premiers résultats enregistrés lors des traditionnelles ventes de Deauville ont été très positifs : plus des trois quarts des chevaux offerts à la vente ont trouvé acquiescence à un prix moyen de 71 711 francs par tête (en hausse de 8 %).

La première raison de ce regain de faveur pour les produits de l'élevage national, en grande majorité situés en Normandie, tient à la déperdition du franc vis-à-vis des autres monnaies. Le catalogue présentait en outre une sélection très concentrée : cinq à une reprise du marché, cinq jourées au lieu de huit, et 500 chevaux seulement pour plus de 600 en 1992. Les enchères, ainsi, ont été bien plus élevées

l'an passé, avec un montant total de plus de 92 millions. On reste loin cependant du chiffre d'affaires record de 1985 : 180 millions de francs.

Les enchérisseurs sont plus raisonnables dans leurs coups de cœur puisque treize poulains seulement ont dépassé le million de francs. Les étrangers ont, comme d'habitude, constitué le gros de la clientèle : plus de 80 % du chiffre des transactions, en dollars et en livres sterling. Ces acheteurs sont principalement des Japonais (intéressés essentiellement par quelques beaux spécimens), des Allemands (qui commencent à investir dans l'élevage pour courir aussi bien d'un côté que de l'autre du Rhin), des Britanniques fortunés (par exemple le financier Jimmy Goldsmith) et des Belges (des Italiens et, bien sûr, les seigneurs du pétrole).

GUY DE LA BROSSE
Lire la suite page 9

Moscou ne voulait pas intervenir en Pologne en 1981

Une partie des archives du PC soviétique remis cette semaine par Boris Eltsine aux autorités polonaises, lors de sa visite à Varsovie, contiennent des révélations surprenantes sur les négociations secrètes entre le Kramlin et le général Jaruzelski avant le « coup de force » du dimanche 13 décembre 1981, qui avait brutalement anéanti Solidarnosc. Les documents mettent en lumière des aspects largement ignorés de l'histoire de cette époque : les Soviétiques, contrairement à ce qui se disait officiellement, ne souhaitaient pas intervenir militairement en Pologne. A la limite, ils préféraient « perdre » ce pays du pacte de Varsovie, pensant que l'Occident et le président américain, Ronald Reagan, imposeraient de sévères sanctions à l'URSS dont l'armée était déjà empêtrée en Afghanistan. Enfin, les archives démontrent que Jaruzelski a pris seul la décision d'imposer « l'état de guerre », alors que Moscou était opposé à cette option.

Lire page 16

l'article de JAN KRAUZE

CHEZ LES PEINTRES

Lydia Dona,

les charmes de l'ambiguïté

Dans son atelier de Soho, Lydia Dona annonce la fin d'une époque et veut « liquider les systèmes ». Ses toiles colorées de rose vif, vert émeraude, orange cadmium, pourpre et violet hortensia font appel aux techniques du drip (coulures) et du grid (grilles). Un de ses derniers tableaux porte en titre « Etats d'infiltration dans le réel, l'absence, le symbolique et le sémotique ».

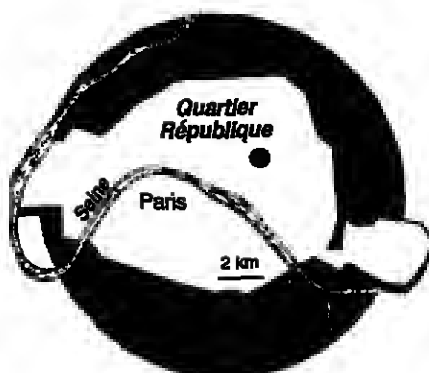
Page 11

A L'ÉTRANGER : Maroc, 6 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 26 ATS; Belgique, 48 FB; Canada, 2,26 \$ CAN; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; Grèce, 95 p.; Italie, 2,50 L; Japon, 100 ¥; Pays-Bas, 1,80 f; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 1,20 £; Suède, 2,40 Kr; Suisse, 2,50 Sfr; Thaïlande, 20 Baht; Turquie, 1,50 TL; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

RENCONTRES DE FRANCE

PAR DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

PHOTO : MARIE-LAURE DE DECKER



18. - Reporters

Undzer Vort,
avec ses quatre pages,
est bien
« le seul quotidien
en langue yiddish
au monde ».
« C'est ça notre fierté. »

LES lettres tombent dans un bruit de tirelire, le roulement d'un moteur qui tourne parfois. Dans l'atelier, des bras métalliques, des pioches, des courroies, une barre de plomb qui fond comme du chocolat. Moufles agacées, les lettres s'envolent et dégringolent, s'écrasent, s'égarent dans des entrailles invisibles, reviennent assagies, endormies, entassées en ordre rangé, soudain soudées dans un cliquetis. Une ligne vient de tomber. Jacques, le « typo » en sarrau, s'éponge le front et reprend la frappe sur son clavier : « Mo coloné, je dois la terminer ! »

Dans la pièce d'à côté, l'image est réfléchi dans le miroir : dans la rue, un coursier a sonné, il attend devant la porte d'entrée. Alice appuie sur le bouton. « Gut morg'n ! Hol a Briw. - Donk ! » (« Bonjour ! Tenez, un pli ! - Merci. ») Au premier étage, un bureau ressemble à une petite chambre d'hôtel avec sa table, son ampoule et une glace au-dessus du lavabo. Accrochées aux murs, des photos sépia, des portraits de poètes. Un vieil homme fronce des sourcils, ajuste ses lunettes : « Mince alors, j'ai déjà oublié ce que j'ai écrit ! ». Sollicité au téléphone par le metteur en page, qui a un problème de place - « Il faut couper », - Abraham Skornik, journaliste, quatre-vingts ans, répond : « Oui, je sais, la brève... Mais qu'est-ce qu'il y a dedans ? L'Angleterre ? L'Espagne ? Oui, enlève, c'est pas important. » Au même étage, Jacques Cypel, quatre-vingt-six ans, directeur du journal, relit la copie. Souvent il part se reposer chez lui, l'après-midi.

Pour meubler, on va passer le feuillet de l'été, des histoires insolites racontées par le romancier Shalom Aleichem, l'auteur des Petits gens de Kasrilienke. Aujourd'hui, c'est l'histoire d'un pauvre juif de Pologne, très pauvre, qui se rend à Paris pour voir Rothschild et doit d'abord amadouer le portier, qui ne veut pas le faire entrer. Le bougre insiste : « Si, si, j'ai une affaire très intéressante pour M. Rothschild, je viens de très loin ». Finalement, Rothschild arrive. « Je vous écoute », dit Rothschild. « Monsieur Rothschild, j'ai trouvé le moyen d'être immortel », lui annonce le campagnard. Rothschild, surpris : « Eh bien, racontez-moi. »

« Pour cela, il faudra dépenser trente pièces d'or. »

« Mais je vous écoute ! », dit Rothschild, un peu excédé, en donnant l'argent.

« C'est simple. Pour être immortel, il faut que vous veniez vivre chez moi, dans mon village, à Kasrilienke. »

« Mais, mais... pourquoi ? »

« Parce qu'à Kasrilienke, on n'a jamais vu un homme riche mourir ! »

Aujourd'hui, il n'y a pas eu de contre-temps dans le bouclage de l'édition. Alice, la secrétaire, n'est pas arrivée catastrophée à l'atelier en disant à l'heure de la « tombée » : « Arrêtez tout, j'ai un nouvel avis d'obèques ! ». Claude, le metteur en page, n'a pas exploité de colère en poussant un gémissement : « Quoi ? Mois ça va pas, non ? » auquel Alice aurait répondu par une formule qu'elle a su roder avec les années : « C'est pas de ma faute à moi si les gens se révoltent à la dernière minute... » Il y a beaucoup d'avis d'obèques, chaque matin, à la « une » du quotidien Undzer Vort. (Notre parole, en yiddish) : « Nos lecteurs... », soupire Madeleine, la deuxième secrétaire. « Oui, une annonce mortuaire, et c'est un abonné en moins », se désole Jacques Cypel, le directeur. Undzer Vort : deux journalistes, deux secrétaires, un linotypiste, un maquettiste, un directeur. A quatre-vingt-six ans, le regard vif, la voix autoritaire, M. Cypel n'est pourtant pas homme à se décourager. Il s'enflamme, à la fois général et soldat, harangueur baraguant, martelant, presque en colère : « Tant que nous serons là, tant que nous serons vivants, nous ferons tout pour qu'il sorte, ce journal ! »

Tous les matins, un quotidien. Tous les matins, « le miracle », dit la secrétaire. Un journal et des lecteurs. Une poignée de lecteurs, « plusieurs milliers », réagit, en vrai patron de presse, M. Cypel, volontairement vague sur les

chiffres. Des fidèles de la première heure, des amoureux, des « emmerdeurs », des passionnés, des accrochés, suspendus à ces étranges lettres qui évoquent les parchemins et la naissance du Verbe, dégustant la langue comme une musique intérieure, cette langue si belle et qui raisonne, résonne près du cœur. « On avait le yiddish dans le lait maternel, on s'est bagarrés, on s'est aimés, on s'est insultés en yiddish », - une langue qui donne à rire, arrache les larmes, une calligraphie savante, ces lignes étranges que l'on parcourt de bas en haut, « les voyelles sous les consonnes », par un de ces lents mouvements de paupières qui évoquent la naissance du regard : au début les yeux fermés, en réalité fixés au bas de la page, puis qui se lèvent au fil de la lecture, remontant la colonne... Lecteurs d'un journal, Undzer Vort, drapés et porte-flambeau. Le journaliste Abraham Skornik chuchote : « Les gens ne veulent pas qu'on dise la vérité amère. Moi, je l'ai dit : nous sommes les derniers Mohicans. »

« L'annonce pour le Roch-Hachana, on la donne ou on la donne pas ? » Le Roch-Hachana, le « Nouvel An », est le 16 septembre, mais Claude prépare déjà une édition spéciale : « Les lecteurs adressent des vœux. Si vous voulez, c'est comme les petites annonces de Libé », explique Alice. Alice se l'appelle pas Alice, mais Neshuma. « Alice, c'est mon nom de guerre, je l'ai gardé. Alice était ma meilleure amie au lycée. Sa mère est venue me chercher quand la police a arrêté maman. Maman a juste eu le temps de me dire en yiddish : « Va-t-en, mais va-t-en ! ». Et la mère d'Alice a eu le réflexe de s'arracher par la veste, le réflexe de mère juste sa main là où était cousue l'étiquette jaune. Ils ont emmené maman. C'était la rafle du Vél d'Hiv. La mère d'Alice m'a donné la carte d'identité d'Alice. Neshuma s'appelle Alice. »

Au premier étage, Abraham Skornik met la dernière main à son édito du matin. « Il y a des pages, on appelle un créateur d'emploi, on exploite. Aujourd'hui, on les appelle des philanthropes. Ben Gouri pour la souche de l'unité du mouvement sioniste, le rappelait : on ne peut pas se passer de la lutte des classes, un ouvrier, est un ouvrier, un patron, est un patron. C'est ça que j'ai écrit ! », dit encore de la feu de l'émotion et de ses confessions. Abraham Skornik a dû aussi faire de l'acrobatie, « parler de qui ya à diriger la liste de droite aux européennes et raccrocher ça à un problème juif, je suis toujours obligé de raccrocher à un problème



De gauche à droite : Claude Hampel, Jacques, le typo, Jacques Cypel, Abraham Skornik, Charles Zabuski.

juif. Abraham Skornik reprend son souffle, pose ses lunettes. Il dit que c'est du boulot. « Il faut bien écrire. Si on n'écrit pas correctement, le lecteur dira : « Tenez, celui-là c'est un péquenaud ! ». Et puis il y a les contretemps. En bas, à l'atelier, les ouvriers veulent que ça aille plus vite. Mais, moi, je fais le journal à partir de la radio. Tenez, hier, ma radio était cassée, j'ai dû sortir acheter des piles, ça nous a mis une heure de retard dans le bouclage ! Abraham retombe toujours sur ses pattes : « Remarquez, le radio, je l'écoute dès 7 heures du matin. Quand j'arrive au bureau, mes papiers, je les ai déjà dans la tête. » A quatre-vingts ans, Abraham Skornik ajoute qu'il faut faire attention : « Le journalisme, on ne s'en écrit en longue étrangère. Pourtant Undzer Vort fait partie du SPP, a une voix aux NMPP (1), Undzer Vort est distribué en kiosque. Bien sûr, « pas à Saint-Cloud, où habitait ce monsieur », mais dans les kiosques aux alentours de la place de la République, où est nichée la rédaction, cœur historique de l'immigration juive d'Europe de l'Est à Paris. Il a ses abonnés à Neuilly et dans le Midi, à l'étranger aussi (Suisse, Allemagne, Pays-Bas...).

« Au lieu de me féliciter, il voulait me foutre dehors ! » Jacques Cypel lui a répondu aussi sec : « Je suis un quotidien national français en langue étrangère. Il faut s'estimer heureux qu'un quotidien diffusé en Europe informe les Européens de ce qui se passe en France. » Les Américains, les Argentins, les Israéliens ont des mensuels, des hebdomadaires, mais pas de quotidien. Non, Undzer Vort, avec ses quatre pages, est bien le seul quotidien en langue yiddish au monde. « C'est ça, notre fierté. »

Jacques Cypel ne se lamente pas. « En Pologne, il y avait un nombreux clavier pour l'accès des enfants juifs aux écoles. En France, nos enfants ont pu les fréquenter librement. C'était la liberté, l'égalité. Résultat... ils ont parlé le français. » « Et dire que maintenant il y a des cours de yiddish ! », avoue Abraham

Skornik. Claude Hampel, le metteur en page, quarante et un ans, comprend que ce n'est pas évident pour les jeunes. Un jour, quelqu'un a demandé à un étudiant pourquoi il apprenait le yiddish. Il a essayé de répondre, il s'est mis à pleurer. Parfois, Jacques Cypel roule des yeux affolés, avec la colère de celui qui veut persuader, répétant : « Mais y avait pas d'aller, y avait pas d'aller ! ». Le jeune homme d'Ukraine (polonaise à l'époque) se souvient de son arrivée rue Sainte-Catherine, à Bordeaux, en 1937 : « C'était un soir, je sortais de la gare, j'ai vu arriver devant moi un groupe de jeunes Français, j'ai eu le réflexe de changer aussitôt de trottoir. Mon frère Abel a éclaté de rire, m'a pris le bras et m'a dit : « Arrête, ici tu es dans une autre vie ! ». Madeleine, elle, pense que « tout est lié : les journalistes sont comme nos lecteurs. Ils vieillissent, et puis, un jour, ils partent. Eux non plus ne sont pas remplacés. »

« J'ai la carte du journal
marquée reporter et j'ai
celle de l'Amicale
d'Auschwitz qui est rayée
bleu-blanc-rouge. Je mets
les deux ensemble et ça
me fait la carte de
presse. »

A soixante-trois ans, Charles Zabuski apprend le métier. « Je prends tout au magnéto, ma femme Simone écoute, elle tape à la machine en français et moi je traduis en yiddish. » Charles Zabuski est pigiste depuis janvier 1990. C'est lui le plus jeune de la rédaction, par conséquent le reporter qu'on envoie un peu partout : les banquets des sociétés mutuelles, l'inauguration de la place Mendès-France, la conférence d'un professeur venu d'Israël. Retraité - il tenait autrefois une boutique de vêtements près du carreau du Temple - Charles Zabuski aime courir l'événement. « Si vous voulez, mon point fort, c'est quand je donne tous les petits détails. Après, mes amis me téléphonent et me disent : « Tu sais, Charles, c'est comme si on y était ! » Charles Zabuski montre son album, ses articles - « J'en suis à cent trente », - qu'il protège sous des feuilles en plastique. Il tourne les pages. Sur son avant-bras, un tatouage : « B 1939 ».

« Jusqu'en 1985, je n'avais jamais pu en parler. Il a fallu que j'aie en Amérique, voir une cousine qui était journaliste. La ficelle était nouée dans ma gorge, et elle m'a dénoué la ficelle. J'ai

commencé à parler, parler, parler. Je m'arrêtais et je disais : « Je n'ai plus rien à dire », et ça sortait, ça sortait. Plusieurs mois en Amérique... » La cousine a enregistré, elle a tapé à la machine en yiddish, et Charles Zabuski a traduit en français. « J'ai envoyé un exemplaire à une maison d'édition, ils m'ont répondu « non ». Sans doute que ce n'est pas un français littéraire, peut-être pas bien pour être publié, j'écris simple, comme je parle. Je sois pas comment dire, je n'écris pas, par exemple, que les oiseaux chantaient le matin, qu'il tombait de la neige, des choses qui manquent pour que ce soit joliment tourné. » Charles Zabuski pense qu'il faudrait l'écrire en bon français.

Charles Zabuski a envoyé son manuscrit (154 pages) à ses amis. « La plupart l'ont lu en une nuit. Pour d'autres c'était trop dur, ils ont laissé tomber. » Le plus difficile, explique Charles Zabuski, c'est quand on l'envoie et qu'on n'a pas de nouvelles. Ils ne disent pas si c'est bon, si c'est mauvais. Ça, ça fait mal. Parfois, Charles Zabuski se dit que s'il avait « su » il se serait « pendu aux barbelés », explique que s'il s'était « raccroché à la vie, c'était uniquement pour pouvoir témoigner ». S'il avait su que « trente ans plus tard des gens allaient oser nier », il n'aurait pas hésité une seconde. « Pourquoi souffrir ? »

CHARLES ZABUSKI a un ami à Saint-Paul qui « tombe malade le mois d'août chaque année, il n'a plus envie de se lever, de se laver, de s'habiller ». Le mois d'août, Undzer Vort suspend sa parution, « il sait qu'il n'a pas à aller chercher le journal ». « Pourtant, à quatre-vingts ans il o perdu la vue, il n'arrive même plus à le lire. » Charles Zabuski dit que quand Noire parole disparaît, « ce sera la faute à personne ». « Tous les jours », il voit « quelques publicités pour des agences de voyages, beaucoup pour les sociétés de pompes funèbres » cohabiter avec ses reportages. Charles Zabuski a envie de continuer : « J'ai la carte du journal marquée « reporter » et j'ai celle de l'Amicale d'Auschwitz, qui est rayée bleu-blanc-rouge. Je mets les deux ensemble, et ça me fait la carte de presse. » Charles Zabuski, reporter à Notre parole.

Alice n'a plus de nouvelles de l'abonné breton « qui a découvert le yiddish en écoutant une chérisse ». Jacques Cypel est constamment harcelé au téléphone par des « hébreux », des journalistes : « Je t'en supplie ! modifie-le, coupe-le si tu veux, mais passe-le, mon papier, qu'on sache que je suis encore vivant ! ». « Que voulez-vous, explique Jacques Cypel, ils ont quatre-vingt-dix, quatre-vingt-quinze ans, ils n'ont jamais fait autre chose qu'écrire. Avant la guerre, ils étaient connus, ils avaient derrière eux des millions de juifs en Pologne. » Abraham Skornik, lui, c'est pas peu fier de se faire appeler « le Gaulois de la rédaction » : « Ils disent que j'écris comme les Français ; malheureusement, l'accident, je l'ai gardé. » Dans l'atelier, Claude Hampel, le metteur en page, a accroché un poster d'une Chinoise qui croise les bras. Il a percé un trou entre ses bras, glissé une feuille du journal : « Comme ça j'imagine que c'est elle qui distribue Notre parole. » Jacques, le typo, transcrit les articles écrits à la main en yiddish en tapant sur un clavier américain qui lui-même fera tomber les lettres en caractères débraillés pour former les colonnes du journal. « C'est un peu irrationnel mais il s'en sort bien, il o ses repères. » Claude Hampel regarde le plomb se transformer en lave argentée : « Ici, on est dans la matière grise, la fusion. Comme le yiddish. A la fois germanique, slave, hébraïque, araméen. » L'après-midi, Claude Hampel jette les lignes de plomb qui ont servi à l'édition. Ils les entasse dans un coin. Pêle-mêle, les lettres mortes et noircies.

Un jour, Alice a semé la panique en décommandant en plein bouclage l'emplacement d'un avis d'obèques qu'elle avait pourtant réservé en première page : « Hé oui ! le client a changé d'avis ! » Jacques Cypel, lui, préfère citer un mot hébreu pour parler de l'avenir : « Ce que le temps dictera, la raison ne le fera pas », avant d'ajouter : « Oui, mais les temps sans argent... » A l'automne, Charles Zabuski, c'est décidé, retravaillera son manuscrit. « Là-bas, on apercevait les aiseaux et on se disait : « Eux, ils sont si oiseaux, et nous on est né... » Claude Hampel explique que les lignes, les lettres de plomb sont récupérées et connaissent ainsi plusieurs vies, chaque fois nouvelles lettres, nouvelles lignes. Abraham Skornik dit que « les communistes se sont cassés les dents avec les voyelles ». « Ils ont bien essayé, en Russie, d'en rajouter, d'en mettre partout dans notre yiddish... et ils n'ont pas réussi. » Abraham Skornik dit que c'est une bonne leçon. « On ne joue pas aussi facilement avec les mots. »

(1) Syndicat de la presse parisienne, Nouvelles Messageries de la presse parisienne.

Les débats sur le nouveau plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine

Le président (musulman) Alija Izetbegovic a souligné, vendredi 27 août, devant le Parlement bosniaque réuni à Sarajevo afin d'examiner le nouveau plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine, que ce document ne pouvait être qu'« une base » pour de

nouvelles négociations, d'ores et déjà refusées par les Serbes. Le président a réclamé des garanties internationales, un nouveau découpage et un accès à la mer. A quelques kilomètres seulement de la capitale bosniaque, dans son fief de Pale,

le leader des Serbes bosniaques, Radovan Karadzic, a, quant à lui, appelé son « Parlement » à ratifier tel quel ce plan de paix. De leur côté, les Croates de Mate Boban devaient se prononcer samedi à Grude.

Des désaccords persistent entre Serbes sur le découpage de l'« Union »

PALE (Bosnie)
de notre envoyé spécial

Deux jours d'intenses consultations à huis clos n'ont pas encore permis, samedi matin, aux soixante-dix-huit « députés » serbes

présents de statuer sur le plan. Des divergences de vues sur les cartes du découpage de la Bosnie-Herzégovine ont largement contribué à retarder la décision, certains « parlementaires » paraissant déterminés à s'opposer à toute concession territoriale. Vendredi soir, peu avant

minuit, la session avait été interrompue par un coup d'éclat de M. Karadzic, excédé par les « pinallages » - selon la propre expression du dirigeant serbe - de certains députés hostiles à la signature d'un projet qui prévoit la restitution de 20 % des territoires que contrôlent actuellement les Serbes. Samedi, ce devait être au tour du chef des forces serbes bosniaques, le général Ratko Mladic, d'entrer en lice. Violentement opposé au précédent plan de paix connu sous le nom de Vance-Owen et qui prévoyait également la restitution d'une grande partie des territoires sous contrôle serbe, le général Mladic risque de raviver la discorde au sein du « Parlement ».

Enfin,
un Etat!

« Acceptons le plan tel quel, car nous obtenons ce à quoi nous aspirions et que la communauté internationale a accepté de nous donner, à savoir un Etat », dit l'ouverture de la session, Radovan Karadzic a fait valoir que le plan de Genève permettait aux Serbes bosniaques de « réaliser la plupart des objectifs qu'ils s'étaient fixés ». En vertu de ce document, qui transformait la Bosnie-Herzégovine en une « Union » de trois Républiques - musulmane, serbe et croate, - les Serbes trouveraient la légitimation de l'existence de leur Etat autoproclamé et obtiendraient une jonction entre leurs territoires, appuyés sur la Serbie ainsi que sur les régions sous contrôle serbe en

Croatie. M. Karadzic a reconnu que le découpage de la Bosnie n'était pas parfait : les Serbes bosniaques seraient contraints de renoncer à des territoires où ils sont majoritaires, comme la région montagneuse d'Osren (près de Doboj, dans le nord de la Bosnie) ou la rive gauche de la Neretva (sud-ouest) et n'obtiendraient pas de sortie sur la mer, comme ils le revendiquent.

Mais, a-t-il souligné, « si la carte blesse les intérêts du peuple serbe, il ne faut pas oublier que la paix et l'Etat valent bien des sacrifices ». Il a expliqué aux députés les plus réticents : « Nous faisons aujourd'hui des concessions et nous négocions avec l'ennemi parce que nous ne voulons pas avoir à faire la guerre pendant trente ans comme l'ont fait tant d'autres pour obtenir un Etat ».

Les dirigeants serbes de Bosnie, qui estiment avoir fait des concessions en acceptant de se contenter de 52 % du territoire de la Bosnie-Herzégovine - alors qu'ils en contrôlent 72 % - et de renoncer à l'indépendance totale à laquelle ils aspirent, ont averti qu'ils reviendraient sur leur décision si l'un des parties rejetait le nouveau plan de Genève.

Et le « numéro deux » des Serbes bosniaques, Nikola Koljevic, a souligné que ces derniers reviendraient également sur leurs concessions si les Musulmans proposaient un oui conditionnel.

FLORENCE HARTMANN

TURQUIE

Le conflit dans le Sud-Est anatolien aurait fait en trois mois un millier de morts parmi les Kurdes

Les combats dans le Sud-Est anatolien de la Turquie entre les forces de sécurité et les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, marxiste-léniniste) ont fait un millier de morts en trois mois chez les rebelles, a affirmé le ministre de l'intérieur, Mehmet Gazioglu, dont les propos étaient rapportés vendredi 27 août par la presse turque. Mais ce bilan, comme les précédents, est sujet à caution, car ces affrontements se déroulent d'une guerre psychologique : chacune des deux parties se targue de pertes chez l'adversaire souvent surestimées, et dont la réalité est difficile à vérifier compte tenu, notamment, des conditions géographiques dans lesquelles se déroulent accrochages, embuscades et bombardements.

L'impossible bilan

ISTANBUL

de notre correspondant

« Quatre cents morts (du PKK) », annonçait, mardi 17 août, la presse turque, relatant l'offensive militaire contre les camps du PKK en cours dans la province de Hakkari. Le mercredi, cent combattants kurdes étaient « resuscités » mystérieusement et le nombre des victimes citées par les quotidiens tombait à trois cents. La propagande et la désinformation sont des armes utilisées dans tout conflit. La presse turque, très nationaliste, soutient, à sa façon, l'effort des forces gouvernementales.

Pour ces forces de sécurité, qui affirment depuis des mois être sur le point de venir à bout du PKK, le succès se mesure en combattants tués. La récente rencontre entre le chef de l'Etat-major et les rédacteurs en chef des grands quotidiens a probablement contribué à les convaincre de clamer les pertes du PKK. La mort de soldats turcs, mentionnée plus discrètement, ne fait plus les grands titres.

Dans cette guerre médiatique, le PKK n'est pas en reste. Dans leur « bilan du 15 août 1984 au 9 août 1993 », les séparatistes kurdes affirment avoir abattu 13 518 soldats et

2 507 « protecteurs de villages » (pro-gouvernementaux), mais limitent leurs propres pertes à 3 041, des chiffres aussi peu crédibles que ceux de la presse turque. Le PKK affirme également que des villages et des soldats refusant de participer aux combats ont été jetés d'hélicoptères. Pour sa part, le décompte de l'agence Reuters avance un nombre total des morts, depuis 1984, proche de 7 000. Dans les faits, la comptabilité exacte est impossible à tenir.

L'assaut lancé dernièrement contre les camps du PKK est soutenu par l'aviation et l'artillerie, qui pilonnent les montagnes où sont dissimulés les combattants kurdes. L'ampleur de l'opération suggère des pertes humaines importantes, mais les cadavres éventuels, éparpillés dans la rocaïlle à plus de 3 000 mètres d'altitude, ne seront probablement jamais retrouvés. Le quotidien Milliyet, pour justifier la soudaine réduction du nombre des victimes, citait récemment un général turc affirmant que les combattants du PKK découpent les corps de leurs commandés tombés durant ces attaques et les dissimulent dans des sacs en plastique.

Après neuf ans de conflit, la situation est si confuse dans le Sud-Est anatolien que le flou ne se limite pas à la comptabilité des victimes. Accrochages, affrontements meurtriers et autres massacres sont relatés presque quotidiennement. Les circonstances exactes de ces événements sont souvent difficiles à cerner. Les sources indépendantes se font rares dans cette région où la polarisation est telle que les témoignages manquent souvent d'objectivité.

Général et vendettas

Ces problèmes politiques viennent se greffer sur les rivalités villageoises, les vendettas familiales qui marquent encore la société kurde : le patchwork des villages pro-PKK ou pro-gouvernementaux se dessine souvent sur des lignes de démarcation tribales bien antérieures à la formation du PKK.

Les causes du conflit qui oppose aujourd'hui séparatistes kurdes et forces gouvernementales semblent claires. Mais les massacres du PKK ou les attaques de militaires pro-gouvernementaux révèlent souvent des couches successives d'histoire locale. C'est ainsi que le massacre, en juin, d'une femme et d'enfants dans le village de Kile-Deli, un hameau qui avait opté pour le PKK, a semé la terreur. Mais certains villages kurdes convaincus que les militaires kurdes n'étaient pas motivés uniquement par une vengeance politique mais également par une vendetta liée à l'enlèvement d'une femme du village plusieurs années auparavant.

De même, le massacre de vingt-huit villageois à Baskagaz, en juillet, alors attribué au PKK (le Monde du 8 juillet), semble en fait avoir été un raid de représailles après la mort à Sivas de trente-sept défenseurs de la laïcité de l'Etat, attaqués et brûlés par une foule de sympathisants islamistes.

Les chiffres sont peu dignes de foi, les circonstances des accrochages mal établies, mais la souffrance des habitants de la région, sans oublier celle des familles de soldats turcs tués dans ce conflit auquel ils n'avaient pas choisi de participer, est bien réelle.

NICOLE POPE

UKRAINE : démission du vice-premier ministre. - Le vice-premier ministre ukrainien, Victor Pynzenyk, a annoncé sa démission, vendredi 27 août, à Kiev. Dans un entretien à la télévision, il a expliqué qu'il n'avait pas été consulté sur les principales décisions économiques du gouvernement. A plusieurs reprises, M. Pynzenyk a demandé au Parlement d'adopter des mesures d'austérité pour freiner une inflation mensuelle de l'ordre de 40 %. (Reuters.)

LOIN DES CAPITALES

A Ségovie, l'aqueduc vieillit mal

SÉGOVIE

de notre envoyé spécial

Le toujours été là. Il a résisté aux guerres, aux invasions, au temps. Voilà presque deux mille ans que l'aqueduc romain tient debout, impossible à l'épreuve des siècles, aux outrages des hommes. Les Ségoviens n'y font pas attention. « On le croit éternel », constate Javier Garcia, chef de presse à la mairie.

Il aura fallu qu'un groupe d'experts de l'université allemande de Heidelberg se penche sur les origines de cet ouvrage d'art pour s'apercevoir qu'il vieillissait de plus en plus mal. Bientôt, très bientôt, le filigrane de cette ville de cinquante-cinq mille habitants allait s'écrouler et rien n'était fait pour le préserver.

La crèche d'alarme a été lancée il y a tout juste un an, au début de juillet, par le responsable de l'équipe de chercheurs, le professeur d'archéologie Géza Alföldy, qui, perché en haut d'une grue, essayait de déchiffrer quelle avait pu être l'inscription placée au centre du monument et dont il ne reste que des trous dans la pierre. Ces vestiges de lettres de bronze auraient pu donner des indications sur l'origine de cet aqueduc attribué à l'empereur Trajan mais qui, sans doute, commença à être édifié sous le règne de Domitien, quarante-cinq ans après Jésus-Christ. L'investigation n'a pas été très fructueuse mais elle a permis de faire une autre découverte. « L'état de la construction est catastrophique et il s'en faut de peu pour que l'aqueduc ne s'écroule, du moins en partie », a fait savoir le professeur Alföldy.

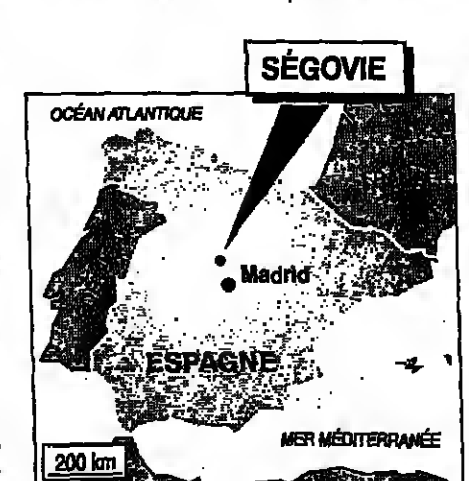
Le maire, Ramon Escobar, a accouru et constaté de visu l'ampleur du drame en plongeant pratiquement tout le bras dans l'espace qui s'était ouvert entre certaines pierres de l'édifice. Non seulement les Ségoviens nequaient à tout moment de se faire écorcher, mais en plus l'un des vestiges les mieux conservés de l'époque romaine, classé patrimoine de l'humanité par l'UNESCO, pouvait du jour au lendemain disparaître en partie.

Chaque année, des centaines de milliers de visiteurs se rendent à Ségovie (500 000 en 1992) pour faire le tour des joyaux de cette cité médiévale : l'alcázar, la cathédrale, les nombreuses églises, les fortifications et l'aqueduc, ligne brisée de 728 mètres de long. Cet imposant trait d'union entre les deux parties de la ville, compte pas moins de 187 arches de grès et 120 piliers. 20 000 tonnes de pierre posées les unes sur les autres sans aucun liant d'aucune sorte et pourtant encore les aneoches pratiquées sur

les côtés pour les soulever avec des tenailles. Cet ouvrage, dont la hauteur maximale est de 29 mètres sur la place de l'Azoguejo, l'ancien marché, est l'aboutissement d'une conduite de dix-huit kilomètres de long qui recueille l'eau dans la plaine.

Chef-d'œuvre en péril

Pendant deux mille ans, tout est resté pratiquement intact. En 1072, un roi maure de Tolède avait bien détruit quelques arches. Mais depuis, personne n'a osé toucher à ce chef-d'œuvre. Au début des années 70, les constructions d'appuyement sur le monument furent détruites et ses alentours dégagés. Quelques travaux de restauration par injection de résine et introduction de barres de plomb, dont le résultat n'a pas toujours été très



heureux, furent menés à la même époque. Depuis, l'aqueduc poursuivait son défi au temps.

En vingt ans, la circulation et la pollution se sont accélérées. L'aqueduc n'a pas supporté les vibrations dues aux quelque 20 000 à 25 000 véhicules passant quotidiennement sous ses arches. La pièce de l'Azoguejo est en effet un confluent de routes. Le grès n'a pas non plus résisté aux gaz d'échappement, aux fumées, à la pluie acide qui s'accumulent dans cette cuvette. La pierre a été disloquée avec la fiente acide des marins nichant de plus en plus nombreux dans tous les recoins de l'édifice. Le gel et le dégel dans cette ville située à environ 1 000 mètres d'altitude a fini

par disjoindre les 30 000 blocs de grès et à les rogner. A tel point qu'il est possible aujourd'hui d'en décoller des plaques avec la pointe d'un stylo. Le grès se décompose en sable.

Le maire a immédiatement interdit la circulation. Seuls les autobus et les taxis avaient encore le droit de passer sous les arches. Six mois plus tard, le trafic a été totalement interrompu. Aujourd'hui, de petits bus plantés dans des caisses en bois vertes interdisent le passage, et deux policiers veillent sur ce trésor redécouvert par une population qui a soudain pris conscience qu'il fallait protéger ce bien rare. Lors des fêtes de la Saint-Jean et de la Saint-Pierre, le 27 juin, l'« Aya », l'hommage a été rendu à l'aqueduc et la ville, d'une seule peseta du budget Castille et León, communauté autonome de Castille et León, a reconnu Javier Garcia, aujourd'hui sous les

Les Ségoviens passent l'été à visiter les arches malades, mais des fois la partie centrale, éditée pour renforcer certaines arches de plâtre. Les études de pierres pour les protège-pluie sont pratiquement terminées. Le principe, les travaux devraient commencer en septembre. Les spécialistes disent cependant qu'il est difficile de restaurer le monument le moins posé, « des actions deux fois avant d'entreprendre », comme le souligne José María Ballarín, responsable du patrimoine culturel au conseil de l'Europe.

Pas une pierre n'est restée intacte, mais il était temps de préserver les Ségoviens. La « diable », comme l'appelle l'aqueduc, soit l'ouvrage veut en effacer l'histoire et l'engager à vers du diable. C'est la nuit, pour gagner la hauteur en une « émeute » d'une jeune fille fatiguée d'aller chercher l'eau de l'autre côté de la vallée. Les Ségoviens, se rendent de la vallée. Les Ségoviens, se rendent de la vallée. Les Ségoviens, se rendent de la vallée.

On ne s'attendait pas à ce que le bel ouvrage se désintègre. Il est sûr que le peintre Edouard Manet ne pourrait plus tout à fait ignorer l'histoire : « Quand je passe près de dire aujourd'hui, j'ai envie de toucher ses pierres l'aqueduc et il est possible d'acquiescer sa force pour l'immortalité. »

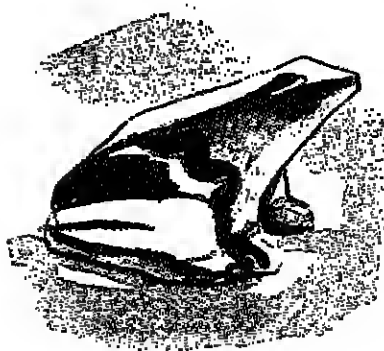
MICHEL BOLE-RICHARD

D'Août, de Paris, d'Amour, et de Baccarat.

Je savais que cette
journée arriverait.

Je n'étais pas pressée,
pas obnubilée, même
pas passionnée, ni
émue, mais simple-
ment, ce matin, dans le
silence aoûtien que
Paris m'offrait sur un
plateau de nuages gris,
j'ai deviné, contemplant
les miettes de mon
excellent petit déjeuner
pris au lit afin d'épuiser
ma paresse, que ce
jour, entier comme un
fruit pendu à son arbre,
attendu comme un
enfant prodigue, rêvé
comme ma routine ne
me permet plus de le
faire depuis longtemps,
que ce jour enfin, était
le mien !

A moi, rien qu'à moi,
un jour dédié à mes envies et
un peu aussi à Paris qui se tenait
là, au creux de ma main com-



me une
fleur
exsangue
et délaissée, au
cœur
ouvert sur
un mystère,
que l'absence de millions de
déserteurs lui ayant préféré des
flots moins automobiles, fai-
sait flotter comme un parfum.

Direction Paris secret, Paris
oublié, Paris qui donne des

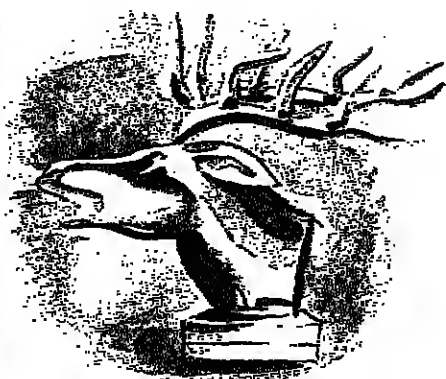
ails à mes pas, Paris qui me
prête sa rue de Paradis que
j'emprunte alors jusqu'au
30 bis, même si c'est la toute
première fois que je m'aven-
ture là, au musée Baccarat qui
n'attendait plus que
moi, et quelques autres,
pour briller de plaisir.

Du cristal, j'en ai eu
dans les yeux, dans les
bleus, dans les roses,
dans des gravés d'or
et des incrustés de
diaphane, dans des ara-
besques d'arc-en-ciel et
des vertiges de transparence.



Puisque c'est à cet instant
que mes yeux - éblouis - ont
vu les siens - éblouis - à cet
instant de cristal ou d'amour,
de désir ou de réalité, à cet
instant que ce musée, en une
seconde a décliné
toute la lumière de
l'été et m'a laissé
tout à coup, comme
un abîme insensé,
comme un mystère de
Paris, comme un secret
de Baccarat, la liberté
de t'aimer.

Je savais que cette journée
arriverait.



Du cristal, j'en ai eu
comme une ivresse de
vins, de ces vins rouges,
épais, reconstituants,
que la magnificence
de ces verres posés
comme des prières
muettes rendait cruel-
lement absents, j'en ai
eu, du cristal, comme
des visions, de cerfs pris
par les givres de leurs
bois translucides, de
lacs saturés du vert des
grenouilles qui les han-
tent, du cristal, j'en ai
eu tout à coup comme
on a un sentiment.

Baccarat Paris

Musée Baccarat, 30 bis, rue de Paradis, Paris 10^e.

Entrée gratuite au mois d'août. Et toute l'année. Ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 18 h et le samedi de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h.

هكنا من الامل

VIPPON

AFRIQUE

TOGO : après la « victoire » du général Eyadéma à l'élection présidentielle

La mort de quinze opposants dans une gendarmerie accentue la tension

LOMÉ

de notre envoyée spéciale

Selon des résultats partiels, rendus publics vendredi 27 août et portant essentiellement sur des régions acquises au général Gnassingbé Eyadéma, celui-ci a recueilli 97,8 % des suffrages exprimés lors de l'élection présidentielle de mercredi, boycottée par l'opposition. Le taux de participation s'élève à 54,6 % dans treize préfectures représentant 31 % de l'électorat et pour la plupart situées dans le nord du pays. Le jour même de la diffusion de ces premiers résultats, on a appris à Lomé la mort de quinze militaires de l'opposition, la nuit précédente, à la gendarmerie de Blitta, à 240 kilomètres au nord de la capitale, dans le centre du pays. Les circonstances de ce drame ont donné matière à deux interprétations contradictoires. Le ministère de l'Adminis-

tration territoriale a indiqué que les quinze hommes figuraient parmi « quarante individus se réclamant du C.R. » (Comité d'action pour le renouveau) qui avaient été arrêtés dans le village d'Agbandi, au lendemain de l'élection, pour avoir « détruit le matériel électoral dans quatre bureaux de vote, menacé et agressé les membres de ces bureaux, qui n'ont dû leur salut qu'à leur fuite ». Selon le communiqué ministériel, les décès sont dus à un « empoisonnement » au cours de la garde à vue : « Dans la soirée, des militaires du C.R. leur ont offert de la nourriture ; cette nourriture avait été intentionnellement empoisonnée ».

Pour le président du C.R., Yao Agboyibor, l'un des deux candidats de l'opposition qui s'étaient retirés de la course à la présidence, « il s'agit d'un pur montage, d'une nouvelle série de massacres que les partisans

d'Eyadéma viennent d'inaugurer et qui va sans doute prendre de l'ampleur au cours des semaines à venir ».

D'après un médecin de l'hôpital de Sokodé, qui a vu les corps des victimes, celles-ci ne portaient pas de traces de blessures. Aussi, dans la soirée, M. Agboyibor nous précisait-il que, selon ses dernières informations, les personnes arrêtées avaient été « entassées dans une cellule » et « soignées mortes par asphyxie ». La thèse de l'empoisonnement a néanmoins retenu l'attention de sources dignes de foi.

La révélation de ces quinze morts risque en tout cas d'approfondir davantage le gouffre qui sépare les partisans du général Eyadéma, prêts à fêter leur « victoire », et les détracteurs du régime, dont l'amertume atteint son comble.

MARIE-PIERRE SUBTIL

NIGÉRIA : après le départ du général Babangida

La Coordination démocratique et les syndicats font pression sur le gouvernement intérimaire

Le gouvernement intérimaire d'union nationale nommé jeudi 26 août (le Monde du 28 août) sera dans les prochains jours de règles constitutionnelles régissant son fonctionnement et devra laisser la place en mars 1994 à un régime démocratiquement élu, a annoncé vendredi le nouveau secrétaire à la justice, l'avocat Clément Akpamobbo. Ces décisions ne tiennent aucun compte de la déclaration faite à Londres par Moshood Abiola, vainqueur présumé de l'élection présidentielle annulée du 12 juin, annonçant son retour prochain au Nigeria pour y constituer son propre gouvernement.

Immédiatement après sa prestation de serment et celle de ses vingt-sept collègues du nouveau gouvernement intérimaire, M. Akpamobbo a annoncé des mesures de transformation et de réduction de peines en faveur des condamnés à mort pour les « troubles civils » survenus en avril 1991 et mars 1992, qui avaient opposé musulmans et chrétiens dans

le nord du pays. Il a ensuite annoncé un « pardon d'Etat », amnistiant plusieurs anciens gouverneurs condamnés en 1984 pour des faits remontant à la période de la présidence de Shehu Shagari (1979-1983). Ces décisions avaient déjà purgé leur peine. Toutes ces mesures en faveur d'hommes politiques connus et influents, décidées en partie par le régime militaire d'Ibrahim Babangida et mises en application par la nouvelle administration, sont destinées à rassurer une partie de la classe politique.

Le gouvernement intérimaire de M. Shonekan ne dispose en effet que de sept mois pour organiser de nouvelles élections et remettre le pouvoir à un président démocratiquement élu. Initialement prévue pour décembre 1994, la passation de pouvoirs doit avoir lieu à la fin mars 1994, selon les déclarations officielles faites à Abuja. La nouvelle Constitution qui sera promulguée dans les jours prochains annulera et remplacera toutes les Constitutions précédentes. Elle devra stipuler expressément qu'aucun recours de quelque forme que ce soit ne pourra être introduit pour « révalider » le scrutin du 12 juin.

Une mesure qui empêcherait légalement Moshood Abiola de présenter

des recours. Le nouveau gouvernement reste confronté à l'opposition de M. Abiola et à ses partisans de la Coordination démocratique, qui regroupe quarante mouvements d'opposition. Il est aussi en butte aux manœuvres des syndicats qui ont entrepris de paralyser le Nigeria en lançant une vaste campagne de désobéissance civile pour « rendre le pays ingouvernable » et obtenir l'investiture de M. Abiola. — (AFP, AP, Reuters.)

PRÉCISION. — A la suite des informations publiées dans nos colonnes sur l'acquisition éventuelle d'une villa sur la Côte d'Azur par le général Ibrahim Babangida (le Monde du 19 août), la Société française pour l'exportation de techniques (Sofretec), dont le nom courrait en l'occurrence, nous prie de préciser « qu'elle n'a aucun lien, d'aucune sorte, avec la société suisse Hospitex Diagnostic SA » citée dans notre article. La société Sofretec, qui exerce son activité dans le domaine de l'ingénierie hospitalière, nous prie également de faire savoir « qu'elle n'est jamais intervenue au Nigeria, pays où elle n'entretient ni relations commerciales, ni représentation, ni délégation ».

AFRIQUE DU SUD

Les agressions contre les Blancs se multiplient

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Un mois après le massacre commis dans une église du Cap contre une communauté blanche (onze morts et cinquante-trois blessés), les circonstances de l'assassinat, mercredi 25 août, d'une étudiante américaine dans un ghetto noir proche de cette ville (le Monde du 27 août) puis le mitraillage d'un autocar transportant des Blancs entre Le Cap et Johannesburg, jeudi, confirment l'aggravation du caractère raciste de la violence politique en Afrique du Sud.

Un groupe de jeunes vêtus de T-shirts de la PASO, l'organisation d'étudiants du Congrès panafricain, et scandant le slogan « Un colon, une balle », ont attaqué et poignardé la jeune Américaine — une Blanche, — alors qu'elle était en compagnie de quatre collègues noirs. Il a été confirmé depuis que les deux suspects âgés de dix-sept et dix-huit ans, arrêtés jeudi matin, sont membres de la PASO. Pour le révérend Allan Boesak, qui préside la branche du Cap du Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela, cet incident « constitue clairement une attaque raciste ». Le très radical Congrès panafricain (PAC) et la PASO ont fait des déclarations ambiguës, qualifiant l'incident de « tragédie ». Mais, pour le président de la PASO, M. Telle, ce qui s'est passé mer-

credi « n'est pas étonnant » et « pourrait se reproduire ». Dans le climat de « frustration extrême » dans lequel vivent les jeunes des townships sud-africains, ces dernières remarques soulignent non seulement les décalages qui existent au sein du PAC, mais aussi la marge très floue qui sépare explication d'une situation et justification d'actes barbares.

L'assassinat de la jeune Américaine relance aussi le débat sur l'usage de slogans provocateurs et l'effet d'imitation à la violence qu'ils peuvent avoir dans un climat explosif. Ces événements surviennent une semaine avant la relance des accords de paix signés par vingt-neuf partis en septembre 1991 et régulièrement transgressés par toutes les organisations politiques. — (Interim.)

Record mondial de criminalité. — L'Afrique du Sud détient le record du monde de la criminalité violente, selon une étude de chercheurs de l'université de Pretoria, rendue publique vendredi 27 août. Le taux annuel des meurtres est de 53,5 pour cent mille habitants, soit trois fois plus qu'aux Etats-Unis. Plus de vingt mille personnes ont été victimes d'homicides en 1992, mais seulement 10 % de ces morts étaient liés aux violences politiques dans le pays. — (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

HAÏTI : au moment où l'ONU suspend ses sanctions

Plusieurs organismes dénoncent l'aggravation des violences

Le nouveau premier ministre haïtien Robert Malval, qui a obtenu la confiance du Parlement, devait prêter serment, lundi 30 août à Washington, devant le président en exil, Jean-Bertrand Aristide, qui l'avait choisi. Constatant qu'une nouvelle étape dans le processus de retour de la démocratie à Port-au-Prince avait été franchie, les membres du Conseil de sécurité des Nations unies ont voté vendredi (à l'unanimité) la suspension des sanctions adoptées en juin contre Haïti (le Monde du 28 août), parmi lesquelles un embargo sur le pétrole et les armes. L'Organisation des Etats américains (OEA) avait fait de même quelques heures plus tôt. La Maison Blanche s'est déclarée prête à débiter les fonds haïtiens gelés et à reprendre les transactions commerciales avec ce pays, durement touché par les mesures d'embargo. Selon M. Malval, un pétrolier devait arriver à Port-au-Prince dès mercredi.

A Port-au-Prince, une mission civile conjointe OEA/ONU a fait part de sa vive préoccupation devant l'augmentation du nombre des personnes enlevées (dix depuis le début

de ce mois), des cas de disparition ou de morts suspectes. De son côté, la Commission interaméricaine des droits de l'homme a dénoncé « l'intensification de la violence en milieu rural due à des éléments paramilitaires ». Elle a estimé à environ 1 500 le nombre des victimes du coup d'Etat de septembre 1991 et à 300 000 le nombre de personnes « ayant pris le maquis » pour fuir la répression. — (AFP, AP, UPI.)

ÉTATS-UNIS : le père du futur chef d'état-major accusé d'avoir été un officier nazi. — Le général John Shalikashvili — choisi par le président Clinton pour succéder, fin septembre, au général Colin Powell au poste de chef d'état-major interarmes — devra-t-il répondre du passé de son père ? Le Centre Simon-Wiesenthal a affirmé, vendredi 27 août, avoir trouvé des documents tendant à prouver que Dimitri Shalikashvili, né en Géorgie, émigré en Pologne, a été intégré dans la Waffen SS en 1943, avec le grade de commandant. — (AFP, Reuters.)

La mosquée Hassan II, « phare de l'islam »

Suite de la première page

Par temps clair, des kilomètres avant d'apercevoir la masse urbaine de « Casa » — environ cinq millions d'habitants — on discerne le minaret de la mosquée neuve, comme les flèches de la cathédrale annoceat Chartres. A cela près que le « clocher » de la mosquée Hassan II atteint les 200 mètres au bout du globe de cuivre le terminant, soit près du double des aiguilles chartriennes.

En Islam, le record de la hauteur fut longtemps détenu par les 80 mètres du Koutoubia, élevé à Delhi en 1194 et dépassé, aujourd'hui, par les 89 mètres des minarets de La Mecque. Quant à la superficie, couverte ou non, proposée aux fidèles, la palme reste à l'enceinte mequinoise qui représente 160 000 mètres carrés. La mosquée Hassan II stricto sensu occupe 20 000 mètres carrés auxquels s'ajoutent, sur 80 000 mètres carrés, des parvis, transformables en aires de prière, le tout pouvant recevoir cent cinquante mille personnes.

Catalogue de l'art hispano-mauresque

L'impression esthétique dominante dans la partie couverte — dont le toit en tuiles d'aluminium, pesant 1 100 tonnes, peut s'ouvrir en cinq minutes sur 4 200 mètres carrés — est celle que beaucoup ressentent à Saint-Pierre de Rome : l'écrasement. Néanmoins, le plus haut plafond de la mosquée Hassan II, posé à 60 mètres du sol, n'arrive qu'à la moitié de la nef vaticane.

Il paraît acquis que les proportions casablancaises ont été suffisamment pour susciter quelque irritation en Arabie saoudite, ce qui rappelle les rivalités intercalifales de jadis, lorsque les Almohades à Rabat et les Abbassides à Samarra jouaient à qui bâtit la

plus grande mosquée... Le califat de l'islam sunnite, exercé de facto aujourd'hui par les Saoudiens, se voit en quelque sorte « taquiné » par le « califat oatio-

plafonds du cèdre de l'Atlas. Le seul apport étranger visible est constitué par les cinquante lustres de Venise et les six colonnes de marbre blanc de Carrare eucadrant le mirhab, oïche ou direction de La Mecque devant laquelle le roi s'agenouillera, derrière un moucharabieh rétractable.



nal » que représente la Commanderie des croyants exercée par les Alaouites.

Si les façades extérieures de la mosquée Hassan II sont en sobre travertin beige du pays, l'ornementation intérieure, véritable catalogue d'un art hispano-mauresque resté vivant au Maroc, frappe par son extrême richesse, depuis les piliers revêtus de granit gris et rose jusqu'aux stucs peints inspirés par l'Alhambra, sans oublier l'odeur balsamique des

plafonds du cèdre de l'Atlas. Le seul apport étranger visible est constitué par les cinquante lustres de Venise et les six colonnes de marbre blanc de Carrare eucadrant le mirhab, oïche ou direction de La Mecque devant laquelle le roi s'agenouillera, derrière un moucharabieh rétractable.

Si l'on ajoute à ce paravent et à la toiture escamotable certaines portes extérieures en cuivre et titane, hautes de trois étages, se

Le minaret carré, de 100 mètres de tour — orné d'une large ceinture de zelliges, faïences taillées à la main où domine le vert, couleur de l'islam —, est une projection agrandie de la Koutoubia de

soulevant comme des berces, et le laser du minaret indiquant jusqu'à 30 kilomètres la direction de l'Orient, tout un aspect Jules Verne, voire James Bond, se mêle aux « entrelacs irréguliers » (Ernest Diez, historien autrichien de l'art) de la décoration berbéro-arabe.

Reste à savoir quelle a été la participation financière — assurément importante — des pétromarchés du Proche-Orient, prompts à soutenir les projets de nature religieuse, voire à récompenser les régimes qui se sont « bien » comportés pendant la guerre du Golfe. Et le Maroc fut l'un de ceux-là.

Les « gabelous » du roi

Un coût global jamais révélé, mais estimé à 5 milliards de dirhams, soit 3 milliards de francs... La mosquée Hassan II de Casablanca aura été un gouffre financier, si l'on considère qu'en 1987 l'entreprise Bouygues, engagée dans les travaux à hauteur de 350 millions, évaluait à 1 milliard de dirhams les frais du gros œuvre.

Le 8 juillet 1988, le roi annonçait l'ouverture d'une « souscription populaire » de quarante jours, en vue de financer ce qui devait être la plus grande mosquée du continent africain. Citant les paroles attribuées au Prophète — « Quiconque a construit une mosquée où est évoqué le nom de Dieu, le Très-Haut lui construira une demeure au paradis », Hassan II avait invité son « cher peuple » à gagner son ciel en y participant, « ne serait-ce que par un dirham ».

Le souverain chrétien donnait l'exemple en signant des chèques de plusieurs millions au nom de sa

famille, suivi, dans son geste, par le premier ministre Karim Lamrani, dont la contribution personnelle s'est élevée à 20 millions de dirhams. Des personnalités françaises elles-mêmes mettaient la main au portefeuille, notamment Francis Bouygues, pour 2,5 millions de dirhams, et Charles Pasqua, sur sa cassette personnelle, à hauteur de 50 000 francs.

Les sommes collectées, en quarante jours, auprès de douze millions de personnes physiques et morales, se sont élevées, selon le ministre marocain de l'Intérieur et de l'Information, à plus de 3 milliards de dirhams. Les moyens mis en œuvre par l'administration territoriale pour parvenir ainsi à ses fins ont quelque peu défrayé la chronique locale. Fonctionnaires « invités » à verser l'équivalent d'un mois de salaire, paysans taxés à l'entrée des marchés, membres des professions libérales diligemment appelés à faire des dons proportionnels à leurs revenus : le zèle des « gabelous »

ne semble avoir épargné que très peu de Marocains...

Combien de temps la campagne de souscription a-t-elle véritablement duré ? Fort longtemps, à en croire la quotidien gouvernemental, le Matin du Sahara et du Maghreb, dont le bandeau de « une » proclame tous les jours : « Et si vous ne l'avez pas encore fait, souscrivez pour l'édification de la mosquée Hassan II jusqu'au jour de son inauguration ». Cependant, selon des sources proches du palais royal, l'Etat aurait été contraint, devant l'insuffisance des dons populaires, de fournir une « rallonge » pour couvrir le total des frais de construction.

Reste à savoir quelle a été la participation financière — assurément importante — des pétromarchés du Proche-Orient, prompts à soutenir les projets de nature religieuse, voire à récompenser les régimes qui se sont « bien » comportés pendant la guerre du Golfe. Et le Maroc fut l'un de ceux-là.

Sur les élections

M. Giscard les mêmes

Le candidat de la droite, M. Giscard d'Estaing, a été élu président de la République. Il a obtenu 52,5 % des voix, contre 47,5 % à son adversaire, M. Mitterrand. M. Giscard a été élu à l'âge de 78 ans, devenant le plus âgé des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans. M. Giscard a été élu à l'âge de 78 ans, devenant le plus âgé des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la gauche, M. Mitterrand, a été élu président de la République. Il a obtenu 47,5 % des voix, contre 52,5 % à son adversaire, M. Giscard. M. Mitterrand a été élu à l'âge de 68 ans, devenant le plus jeune des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la droite, M. Giscard d'Estaing, a été élu président de la République. Il a obtenu 52,5 % des voix, contre 47,5 % à son adversaire, M. Mitterrand. M. Giscard a été élu à l'âge de 78 ans, devenant le plus âgé des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la gauche, M. Mitterrand, a été élu président de la République. Il a obtenu 47,5 % des voix, contre 52,5 % à son adversaire, M. Giscard. M. Mitterrand a été élu à l'âge de 68 ans, devenant le plus jeune des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la droite, M. Giscard d'Estaing, a été élu président de la République. Il a obtenu 52,5 % des voix, contre 47,5 % à son adversaire, M. Mitterrand. M. Giscard a été élu à l'âge de 78 ans, devenant le plus âgé des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la gauche, M. Mitterrand, a été élu président de la République. Il a obtenu 47,5 % des voix, contre 52,5 % à son adversaire, M. Giscard. M. Mitterrand a été élu à l'âge de 68 ans, devenant le plus jeune des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

Le candidat de la droite, M. Giscard d'Estaing, a été élu président de la République. Il a obtenu 52,5 % des voix, contre 47,5 % à son adversaire, M. Mitterrand. M. Giscard a été élu à l'âge de 78 ans, devenant le plus âgé des présidents de la République. Il a été élu pour un mandat de sept ans.

POLITIQUE

Sur les élections européennes comme sur la révision de la Constitution

M. Giscard d'Estaing ne fait pas les mêmes analyses que M. Balladur

A l'occasion du séminaire organisé en fin de semaine à Toulouse par l'UDF, Valéry Giscard d'Estaing a fait une analyse différente de celle d'Edouard Balladur sur la nécessité d'une révision de la Constitution pour permettre l'application des accords de Schengen. Il a aussi estimé prématuré le choix d'une personnalité pour mener une liste unique de la majorité lors des prochaines élections européennes.

TOULOUSE

de notre envoyé spécial

Dès l'ouverture du premier séminaire national de l'UDF, organisé du 26 au 28 août à Toulouse, les responsables de la confédération libérale ont pu afficher des mines réjouies : pour une fois, le succès d'une réunion politique tenait en effet moins à ce qui allait y être dit que, tout simplement, à son existence. Après des lustres d'une existence incertaine, après avoir longtemps donné l'image d'une coquille vide ballottée au gré des humeurs de ses deux principales composantes, le CDS et le PR, l'UDF a pris une certaine consistance à la faveur de la large victoire de la droite aux élections législatives de mars.

Indispensable pour «faire la marque», c'est-à-dire faire le poids

face au RPR, comme le souligne Jean-Pierre Raffarin, son porte-parole, l'UDF est devenue plus attractive. Conséquence logique de la reconstitution d'un groupe unique à l'Assemblée nationale, le séminaire national, greffé sur les universités d'été des adhérents directs, que dirige Pierre-André Wiltzer, a, de fait, attiré beaucoup de monde. Mis à part Raymond Barre et François Léotard, annoncés respectivement en Argentine et à Prague, mais qui étaient fort marris de leur absence aux dires des responsables de l'UDF, tout ce qui compte dans la confédération a fait le voyage de Toulouse, les ministres du gouvernement n'étant pas les moins nombreux à s'y rendre, de Pierre Méhaignerie à Gérard Longuet en passant par Alain Madelin, André Rossinot ou François Bayrou.

«Un gouvernement honnête et compétent»

Le succès étant acquis, le séminaire a pu débiter dans la plus grande sérénité. La «séance de travail et de réflexion», comme l'a qualifiée Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, n'a surtout pas eu pour but d'alimenter les critiques ou les réserves contre le travail de l'équipe d'Edouard Balladur. Dans les couloirs de l'hôtel où se tenait cette réunion politique, vendredi 27 août, l'ancien président de la République n'a pas marchandé son soutien à «un gouvernement

honnête et compétent qui essaie de résoudre les problèmes du pays». «L'UDF participe à l'action du gouvernement, nous ne sommes pas là pour faire obstacle», a-t-il ajouté.

La veille, Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, qui s'était montré souvent critique au cours de la précédente session parlementaire, s'était, lui aussi, bien gardé de mettre quiconque en difficulté, préférant, dans un propos ambitieux, alerter l'ensemble de la classe politique, et non pas uniquement la majorité, sur l'ampleur de la crise actuelle et sur les interrogations de l'opinion (le Monde du 28 août).

Venus à Toulouse avec les meilleures intentions de solidarité, les membres de l'UDF n'ont évidemment pu qu'être agacés par la suggestion d'Edouard Balladur de faire d'Alain Juppé la tête de liste de la majorité pour les prochaines élections européennes. Face à cette mauvaise manière faite par un premier ministre suspecté de vouloir «offoler la meute», y compris au sein de son propre parti, pour avancer ses pions, l'apaisement a lui aussi été de rigueur. «La priorité, c'est le projet européen de la France qui doit être également compatible avec ceux des autres pays», a assuré Valéry Giscard d'Estaing. Lo question des personnes viendra plus tard.

Si la liste unique est «soutenable», comme l'a affirmé le président de l'UDF, elle ne s'imposera que si l'UDF et le RPR accordent leurs perspectives. L'UDF devait d'ailleurs profiter de la table ronde organisée dans le cadre du séminaire, lors de la journée de samedi, pour réaffirmer son soutien à un véritable pouvoir politique européen et se vouloir de parvenir, avant la fin du siècle, à une monnaie commune.

La seule autre incursion de Valéry Giscard d'Estaing dans la politique s'est limitée à la polémique entre Charles Pasqua et le Conseil constitutionnel à propos de la loi sur l'entrée et le séjour des étrangers. Prudent, l'ancien président de la République a souhaité que le problème soit réglé «par voie parlementaire» et que l'on «fasse l'économie» d'une nouvelle révision constitutionnelle. «J'es-

père que c'est possible. Il n'est pas bon que l'on touche trop à la Constitution», a conclu Valéry Giscard d'Estaing dans les couloirs du séminaire pendant que les participants dissertaient sur l'emploi et l'aménagement du territoire.

La rançon du succès de la réunion de Toulouse est bien sûr qu'elle laisse entières les questions qui figurent sur l'agenda de l'UDF. «Aussi longtemps que Balladur continuera de boucher tout l'horizon en restant ou plus haut dans les sondages, on ne pourra rien faire ni dire», a assuré un ministre. Une opinion partagée, pour une fois, par tous les membres de l'UDF qui, faute de mieux, campent pour l'instant dans l'expectative.

Traduite dans le jargon de marketing de Jean-Pierre Raffarin, la «stratégie d'investissement» de l'UDF, comme par exemple le profondissement du projet européen, ne pourra faire longtemps l'impasse sur deux sujets qui remuent en cause, très rapidement, le fragile équilibre qui s'est instauré entre les différentes composantes de l'UDF : si la situation économique, sociale ou politique se durcit, comment l'UDF pourra-t-elle prendre ses distances avec un gouvernement où elle est si largement représentée? Sous la bannière de quel présidentiable conviendrait-il de se ranger le moment venu? Tout n'est encore qu'affaire de circonstances, le zénith de M. Balladur suffit pour l'instant au renouveau de l'UDF.

GILLES PARIS

à Gérard Longuet favorable à la privatisation d'Aérospatiale. En charge du séminaire de l'UDF à Toulouse, Gérard Longuet, ministre de l'Industrie, des PTT et du Commerce extérieur, s'est déclaré favorable, vendredi 27 août, à la privatisation d'Aérospatiale, dont il visitait l'établissement toulousain. «L'intérêt de la privatisation, a-t-il indiqué, devrait être d'obtenir des capitaux nouveaux pour pouvoir consolider le bilan de la société et faire en sorte que les trois financements diminuent. Plus l'entreprise aura des conditions de droit commun, mieux elle se portera.»

POINT DE VUE

N'oublions pas les victimes du sang contaminé

par Claude Huriet

La Haute Cour de justice a vécu; place à la Cour de justice de la République. Mais qu'importe-t-elle aux 1 500 hémophiles et aux 4 000 ou 5 000 transfusés contaminés par le virus du sida la réforme constitutionnelle et les changements de procédure qu'elle introduit? Ce qu'il faut, c'est que le cours de la justice ne s'arrête pas.

Avec quelques sénateurs, nous avons pris, en novembre 1992, l'initiative de saisir le président du Sénat d'une proposition de résolution visant à traduire devant la Haute Cour les anciens ministres dont la responsabilité pénale pouvait être mise en cause dans le drame du sang. Coupables, ils devaient être condamnés; non coupables, leur innocence devait être proclamée.

Il est vrai que le processus de saisine de la Haute Cour comportait une contradiction étonnante : comment concilier, dans une résolution, le soupçon de culpabilité sans laquelle la saisine n'avait pas de raison d'être et le respect du principe de la présomption d'innocence?

Quoi qu'il en soit, malgré l'inévitable politisation du dossier que l'approche des élections législatives ne pouvait qu'exacerber, la commission sénatoriale, grâce à l'autorité de son président Jacques Sauriol, a la compétence de son rapporteur Charles Jolibot, a poursuivi son travail. La résolution, adoptée conformément à la Constitution, a fait l'objet d'un renvoi par la commission d'instruction et le projet de réforme constitutionnelle a interrompu le processus.

Et maintenant? La dignité, la petitesse, la retenue dont font preuve, depuis des mois, les victimes du sang contaminé à l'égard des politiques sont-elles un témoignage de confiance en leur futur, ou, au contraire, un signe de désespoir de ceux qui ne croient plus en rien, ni en personne?

Destinataires et dépositaires de la pétition adressée au Sénat par

Bruno de Langre, au nom des 1 226 membres de l'Association française des hémophiles et par Edmond-Luc Henri, voici un sn, les sénateurs sont désormais dessaisis - malgré eux - de toute possibilité de poursuivre leur action auprès de la nouvelle cour de justice.

En revanche, l'article 68-2, alinéa 2 du titre X de la Constitution, tel qu'adopté par le Congrès du Parlement le 19 juillet, énonce désormais que «toute personne qui se prétend lésée par un crime ou un délit commis par un membre du gouvernement dans l'exercice de ses fonctions peut porter plainte auprès d'une commission des requêtes» à laquelle il appartient d'ordonner «soit le classement de la procédure, soit sa transmission au procureur général près la Cour de cassation aux fins de saisine de la Cour de justice de la République» (alinéa 3).

Encore faut-il que la loi organique qui fixe les conditions d'application de la réforme constitutionnelle soit votée. On parle d'une session extraordinaire du Parlement fin septembre; il est à souhaiter que le gouvernement inscrive en priorité à l'ordre du jour le projet de loi organique.

A défaut, les parlementaires qui ont contracté, vis-à-vis des victimes du sang contaminé, un engagement d'honneur devant rappeler que, pour eux, la recherche de la vérité doit venir au premier rang dans la «hiérarchie des urgences», selon l'expression du premier ministre.

► Claude Huriet, sénateur (Un. cent.) de Meurthe-et-Moselle, a été le rapporteur de la commission d'enquête du Sénat sur la crise du système transfusionnel français. Il a déposé, en novembre 1992, une proposition de résolution visant à traduire Georgina Dufoux et Edmond Hervé devant la Haute Cour de justice avant de signer, avec ses collègues sénateurs RPR et UDF, une proposition mettant également en cause Laurent Fabius.

Contentieux électoral en Haute-Vienne

Le tribunal de Limoges s'interroge sur la domiciliation de M. Marsaud

LIMOGES

de notre correspondant

Alain Marsaud habite-t-il Bussières Galant ou Paris? Le tribunal de grande instance de Limoges dira, mercredi 27 septembre, si M. Marsaud, député (RPR) de la Haute-Vienne depuis mars, est domicilié dans ce département le 16 mai dernier. A cette date, cet ancien juge d'instruction parisien, proche de Charles Pasqua, avait conquis un siège de conseiller général à Limoges à la faveur d'une cantonale partielle. «Sans y être éligible», avait alors affirmé son adversaire malheureux, Claude Bourdeau (PS).

L'éligibilité de M. Marsaud est donc au centre d'un feuilleton juridique qui dure depuis plus de quatre mois. Si son inscription sur les listes électorales - une des deux conditions requises pour être éligible aux cantonales - est démentie, sa domiciliation ou son inscription au rôle d'une des contributions directes, en revanche, est contestée par son adversaire.

Pour sa défense, M. Marsaud a fourni deux documents prouvant son éligibilité : une attestation de domiciliation dans sa

commune d'origine, Bussières-Galant, et un contrat de location à Limoges. L'attestation délivrée par Evelyn Guilhem, maire délégué de Saint-Nicolas-Courbely (commune rattachée à Bussières-Galant) et elle-même députée RPR depuis mars, est considérée par Christian Charrière-Bournez, avocat de M. Bourdeau, comme «de pure complaisance, à la limite de l'outrage à magistrat et du faux en écriture publique».

Le contrat de location d'un bureau, selon l'avocat, n'aurait servi qu'à M. Marsaud à la taxe immobilière. L'avocat de l'Alu, M. Olivier Schnerb, plaide que «la situation d'un magistrat obligé par ses fonctions de quitter le domicile familial pour résider ailleurs», n'empêche pas l'appartenance de ce contrat et de fait au village natal.

Face au «caractère sérieux» de la contestation, le tribunal administratif de Limoges, saisi dans un premier temps, a renvoyé le dossier devant le tribunal de grande instance pour que soit tranchée la question du domicile, le 1^{er} septembre, avant le règlement du contentieux électoral.

GEORGES CHATAIN

Dans un entretien au «Figaro»

M. de Villiers dénonce la politique européenne du gouvernement

Député UDF de Vendée et l'un des dirigeants de la campagne contre le traité de Maastricht, Philippe de Villiers annonce, dans un entretien publié par le Figaro du samedi 28 août, qu'il continuera son combat à l'occasion des élections européennes. Il explique notamment : «Parce que l'Europe est dans l'impasse, parce que le gouvernement Balladur propose finalement la même Europe que M. Mitterrand, au moment où nous nous enfonçons dans le chômage, il faut faire entendre une autre voix.»

M. de Villiers explique aussi : «Il est stupéfiant de constater que l'implosion du SME n'a pas été reçue comme une leçon de choses par ceux-là mêmes qui, aujourd'hui, continuent de nous engager à marche forcée dans la voie de la monnaie unique (...). Aujourd'hui, hélas ! toute notre politique - européenne, monétaire, agricole - est dictée par une vision fautive, c'est-à-dire maastrichtienne de l'Europe.» C'est pourquoi il prévoit que les «élections européennes donneront lieu à un débat de fond, mettant en présence, par-delà tous les clivages UDF-RPR, droite-gauche, deux conceptions de l'Europe». Il annonce avoir décidé «avec une trentaine de députés, et aussi des sénateurs, d'ouvrir, dès la rentrée, la campagne européenne». Et il confirme qu'il y aura «une liste aux européennes qui représentera ses positions».

A propos de la polémique actuelle sur le droit d'asile et la Constitution, s'il coadonne la décision du Conseil constitutionnel concernant la loi sur la maîtrise de l'immigration, il ajoute : «Une meilleure coordination politique des droits d'asile en Europe est souhaitable en tout état de cause (...). Mais elle ne signifie pas que l'on accepte le cœur du système de Schengen, à savoir l'abolition de tout contrôle des personnes aux frontières internes de la Communauté.»

COMMUNICATION

A quelques semaines des législatives

Plusieurs journalistes argentins sont victimes d'attentats et de menaces

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

L'ensemble de la presse argentine a dénoncé, le 26 août à Buenos-Aires, le «climat d'insécurité» dans lequel travaillent les journalistes après que plusieurs d'entre eux ont été victimes d'attentats et de menaces ces dernières semaines. Les gros titres des journaux et les éditoriaux sont consacrés à l'attaque préparée la veille par un groupe de personnes non identifiées contre un rédacteur du quotidien de l'opposition *Opinion 12*, hospitalisé il y a un mois, un journaliste de *Clarín* (600 000 exemplaires) et de *Radio-Mitre* avait été roulé de coups en pleine rue. Ses agresseurs n'ont pas été identifiés.

Lors de la cent septième exposition agricole inaugurée par le président Carlos Menem, il y a quinze jours, une dizaine de journalistes ont été vivement malmenés par des bandes d'apparement organisées, dont les membres n'ont pas été arrêtés. Dans un article récent, *Opinion 12* avait attribué ces incidents à des groupes de choc obéissant à certains secteurs du péronisme.

La réapparition d'un «passé sinistre»

Le président Carlos Menem a fustigé les attentats, qui condamnent tous les partis politiques.

L'Association des éditeurs de journaux en Argentine (ADEPA) a dénoncé la réapparition d'un «passé sinistre», allusion aux milliers de victimes de la dernière dictature militaire (1976-1983), par lesquels figurent les nombreux journalistes. La Fédération internationale des journalistes (FIP) a exprimé «sa profonde préoccupation», estimant que l'Argentine «est un pays risqué pour l'exercice professionnel des journalistes».

Cette escalade de violence a lieu en pleine campagne des législatives du 3 octobre, qui est l'occasion de durs échanges verbaux entre le gouvernement et l'opposition. L'enjeu est décisif pour M. Menem qui espère obtenir la majorité des deux tiers au Parlement pour faire approuver une réforme de la Constitution lui permettant de briguer un second mandat présidentiel en 1995.

Dans une atmosphère survoltée, cette bataille pour la réélection occupe toute la scène politique et a même entraîné, le 23 août, la démission en catastrophe du ministre de l'Intérieur, Gustavo Beliz, ami de longue date de M. Menem.

M. Beliz est parti en claquant la porte, affirmant que certains hommes du président étaient prêts à recourir à la fraude électorale pour faire passer la réforme; son successeur, Carlos Ruckauf (péroniste) a reconnu qu'il existait une «insécurité croissante» dans la société argentine et promis des enquêtes approfondies sur les agressions dont ont été victimes les journalistes.

CHRISTINE LEGRAND

TF1 et M6 s'opposent sur le projet de coupure publicitaire

Patrick Le Lay, PDG de TF1, s'est élevé, jeudi 26 août, contre l'autorisation d'une seconde coupure publicitaire dans les fictions et les documentaires français et étrangers à la télévision, qu'envisage le ministre de la communication, Alain Carignon (le Monde du 27 août). Une prise de position qui a provoqué une vive réponse de M6, très favorable à cette mesure.

Pour le PDG de TF1, il s'agirait là «d'une très mauvaise solution». «Une des qualités de la télévision française, c'est que ses programmes ne sont pas saucissonnés par de la pub», a-t-il assuré. M. Le Lay affirme que cet aménagement a exclusivement été réalisé pour M6. «Je voudrais comprendre comment une seconde coupure dans les séries américaines pourrait profiter à la production française», conclut M. Le Lay.

Le directeur général de M6, Nicolas de Tavernost, a rétorqué à TF1 que l'on «ne peut critiquer d'un côté la réglementation et de l'autre se montrer opposé à son aménagement. On ne peut pas être libéral à moitié», a-t-il lancé, soulignant que «TF1 bénéficie déjà de la seconde coupure au moins quatre soirs sur sept» dans ses programmes hors fiction. TF1 «montre surtout le volont de préserver ses 57 % de part de marché publicitaire. Leurs arguments ne sont pas sérieux», a-t-il conclu.

► Précisons. - La régie publicitaire du groupe RMC est Génération Expertise Média (GEM). Quant à la nouvelle grille de programmes de RMC, elle entre en vigueur lundi 30 août.

EN BREF

► Une mission pour M. Stasi. - Le premier ministre a confié à Bernard Stasi une mission d'étude sur le rôle des entreprises publiques dans l'aménagement du territoire, a annoncé, vendredi 27 août, un communiqué de l'hôtel Matignon. M. Balladur a demandé au vice-président du CDS, battu lors des législatives de mars dernier, de lui faire des propositions «pour la fin de l'année» permettant de maintenir des services publics dans les zones rurales. M. Stasi disposera pour cette mission «en tant que de besoin» de l'appui de la délégation à l'aménagement du territoire.

► Précisons. - A la suite du compte rendu publié dans le Monde du 25 août de la condamnation de Rudy Salles, député (UDF-PR) des Alpes-Maritimes, pour violation du secret de l'instruction, celui-ci nous demande de préciser que «le rapport du procureur de la République de Nice (dont la divulgation lui a été reprochée) n'a jamais été reproduit, fut-ce de manière partielle, dans un [de ses] tract (s)». Ce détail figurait dans une dépêche d'agence. Détenteur de ce rapport, M. Salles indique qu'il «était en bon état».

un journaliste» qui, lui-même, s'en était fait l'écho.

► M. Kahn, président du CRIF, met en garde contre une restriction du droit d'asile. - S'exprimant jeudi 26 août sur RCI (Radio communautaire et Judéiques), Jean Kahn, président du CRIF (Conseil représentatif des institutions juives en France), s'est montré réservé face à une éventuelle remise en cause du droit d'asile. «Le droit d'asile est sacré. Il est inscrit dans les textes de la Bible, a dit M. Kahn. Souvenez-vous de ces villes d'asile où tout un chacun, qui se trouvait menacé, pouvait se rendre pour y trouver un accueil généreux. Nous, juifs, nous préconisons que ce droit d'asile qui est sacré puisse être maintenu tel que nous le concevons, en France certes, mais également dans toute l'Europe.»

► Rectifions. - Une coquille a rendu incompréhensible une phrase de l'article titré «Un droit sacré» publié dans le Monde du 26 août. Il fallait lire que si la Constitution indique que les traités et accords internationaux ont «une autorité supérieure à celle des lois», ils ne peuvent pour autant être contraires aux règles constitutionnelles.

كلمة من لعل

Michel Brézillon laisse de nombreuses publications, en particulier le *Dictionnaire de la préhistoire* (Larousse) qui, paru en 1969 et réédité à plusieurs reprises, est toujours un ouvrage de base parfaitement lisible pour tous les publics.

YVONNE RIBEYRE

SOCIÉTÉ

HIPPISME

Le rapport des courses

Suite de la première page

L'an dernier, les acheteurs du Proche-Orient avaient brillé par leur absence. Celle-ci avait été mal ressentie par les dirigeants du secteur, qui leur reprochaient de s'approprier une grande part des sommes distribuées en France sur les champs de courses avec des sujets importés, et sans offrir aucune contrepartie. Cette année, ils ont donc « renvoyé l'ascenseur ». Principalement le cheikh Al Maktoum (émirat de Dubaï), très décontracté en polo, accompagné de ses frères ; il s'amuse visiblement à payer des pur-sang qui lui plaisaient. Résultat : 15 millions de francs déboursés, près du quart des transactions.

Côté vendeurs : 93 bars offraient les produits de leur élevage. Toutefois, 13 d'entre eux présentaient plus de 10 produits se taillaient la part du lion.

Amateurs ou professionnels

Devant ces grosses cylindrées, énormes puissances d'argent, les propriétaires français de base ont bien du mal à s'approprier et du mérite de continuer à faire courir. Par tradition ou par intérêt ? La question se pose. Un élevage très net vient d'apparaître, en effet, entre les professionnels et les amateurs. Les uns raisonnent en termes de marché, en hommes d'affaires. Ils veulent valoriser leur activité et obtiennent, comme l'expliquait leur porte-parole, M. Michel Henochberg, professeur de sociologie à Nanterre, « le raccourcissement du cycle pour une rentabilisation précoce des compétiteurs ». En clair, il s'agit de lancer sur les pistes, exclusivement ou presque, à l'âge de 2 ou

3 ans, des jeunes chevaux, souvent des sprinters, qui seront tout aussi rapidement réformés ou revendus. Les autres, groupés dans l'association Paris-Provence pour le galop français, s'opposent à cette théorie. Ils repoussent la politique du « je t'achète, je te jette ». Ils condamnent une logique privilégiant les courants de sang internationaux, principalement américains. Ils estiment avec leur leader, M. Jean

naulaire est assez souple dans ce domaine et autorise un quota d'épreuves réservées aux « équipes locales ». A la rentrée, une table ronde est organisée sur ces problèmes de fond à la Société d'encouragement et des steeple-chases de France. Elle risque d'être animée car, derrière une unité de façade pour l'aide à notre production, se cachent des intérêts financiers considérables : 915 millions de francs d'allocations par an.

Intérieur ou extérieur

Pour trancher, on cherche désespérément un arbitre. Car, plus que jamais, la restructuration des sociétés de courses est à



d'Indy, directeur d'une agence de relations publiques, que « la race française vaut surtout par sa longévité et sa tenue. Il faut pour la promouvoir développer des programmes rédigés en ce sens et renforcer sensiblement les circuits financiers favorisant ce type de chevaux ».

Une solution moyenne pourrait consister en la création d'une marque de fabrique européenne. La politique commu-

l'ordre du jour. En décembre dernier, MM. Soisson et Malvy, alors respectivement ministres de l'Agriculture et du Budget avaient obtenu, contre une aide de plus d'1,5 milliard sur cinq ans, l'assurance de réformes internes.

Pour le trot, il s'agissait d'une diminution des naissances, qui commencent d'être diligentées. Dans le galop, cela passait par la mise en place d'un groupement d'intérêt économique (GIE),

avec, à sa tête, un PDG doté de larges pouvoirs et la mission d'imposer des économies drastiques pour redresser la filière, en pleine dérive financière. Cela suppose une réduction d'un quart du personnel (plan social), une fusion des trois sociétés de courses de la spécialité, la suppression d'au moins un hippodrome en région parisienne rois aussi, une relance par la promotion, et un meilleur contrôle du système de distribution des prix de courses favorisant actuellement les nouvelles écuries, alors que les petites entreprises sont toutes en déficit.

Un homme de l'extérieur

Pour occuper ce poste de confiance, les comités associatifs, qui disent « craindre une nationalisation rampante », ont proposé soit un gentleman du sérail, Serge Landon, sur le point de quitter la direction de Nestlé ; ou Jean-Luc Lagardère, président de Matra-Hachette, prêt à se sacrifier sur l'autel du cheval. Les pouvoirs publics, et principalement le ministère du Budget, échaudés par une précédente expérience désastreuse, semblent préférer la nomination d'un homme de l'extérieur. Ils ont proposé d'abord la candidature de Jean-Dominique Comolli, actuellement directeur des douanes, qui a été refusé. Le gouvernement présente maintenant Pierre Charron, un proche de Jacques Chirac, homme de communication, qui a eu une expérience à la Française des Jeux.

Pour essayer de faire entendre raison à ses pupilles, le ministre du Budget, Nicolas Sarkozy, est allé, vendredi 27 août, à Deauville, où il a rencontré les dirigeants hippiques. Il ne leur a pas caché que, selon la réponse donnée à cette proposition dans les jours à venir, on signera ou non le gros chèque tant attendu par ces messieurs des courses.

GUY DE LA BROSSE

MÉDECINE

Faute de crédits

Le CHU de Tours renonce à une transplantation cardiaque

Le service de chirurgie cardiaque du CHU de Tours a dû renoncer, jeudi 26 août, à effectuer une transplantation cardiaque sur un patient, car le quota d'intervention de ce type, déterminé d'après le budget global de l'hôpital, avait été atteint.

Le CHU de Tours a été prévenu, mercredi 25 août, qu'un cœur était disponible pour une transplantation, selon le quotidien *la Nouvelle République du Centre-Ouest*. Aussitôt, le personnel s'était préparé pour l'opération, sans toutefois alerter le malade. La direction de l'hôpital a alors prévenu les chirurgiens que l'intervention n'était pas possible, faute de crédits. Du même coup, le cœur compatible a été adressé au CHU de Rennes pour être greffé sur un autre patient.

La direction du CHU a publié un communiqué précisant les points suivants : « Le CHU a obtenu en 1993 les moyens budgétaires de réaliser quatre transplantations cardiaques. Chaque greffe représente un coût de 311 000 francs. La quatrième transplantation a eu lieu au mois d'août. La liste des patients en attente de greffe du cœur comprend quatre personnes. Les médecins responsables du service de chirurgie cardiaque sont en train de transférer cette liste de quatre patients sur plusieurs centres de transplantation de la région parisienne. Les chances thérapeutiques des malades ne sont pas entravées par ce transfert. Les nécessités de transplantation des patients ne présentent pas, selon les médecins, de degré d'urgence ». Précisant que si le malade avait été dans un état clinique tel qu'une greffe cardiaque s'avèrerait nécessaire dans les plus brefs délais, la question du coût ne se serait pas posée, la direction du CHU a toutefois décidé de demander une dotation budgétaire exceptionnelle pour réaliser quatre greffes de cœur supplémentaires

pour 1993. Cette question figurera à l'ordre du jour du prochain conseil d'administration le 10 septembre.

Interrogé sur RTL, le professeur Christian Cabrol, président de France-Transplant, a déclaré que le refus, par la direction du CHU de Tours, de laisser son service de chirurgie cardiaque pratiquer une greffe parce qu'elle aurait dépassé le quota fixé « est une chose tout à fait habituelle » qui « ne se produit que dans les cas non urgents ». « On dit toujours que la santé n'a pas de prix, a ajouté le professeur Cabrol, mais elle a un coût. Il se trouve qu'à Tours le quota était atteint, et il était prévu que l'équipe demanderait à chaque fois au directeur s'il pouvait mobiliser les fonds nécessaires. Ça n'a pas été possible dans ce cas particulier ».

Un déficit d'organes

Dans un communiqué publié vendredi 27 août, France-Transplant a précisé qu'après la décision du CHU de Tours de ne pas procéder à une nouvelle greffe cardiaque, elle a alerté aussitôt l'équipe de Rennes qui avait également un receveur compatible - inscrit comme celui de Tours sur le registre national des malades en attente de greffe - qui a pu bénéficier du greffon. Selon France-Transplant, « le nombre de greffes n'est pas limité en France par des problèmes budgétaires - même si certains ajustements sont nécessaires pour éviter des cas comme celui du malade de Tours - mais plutôt par un manque de dons d'organes ».

Même réaction au ministre de la Santé où l'on précise qu'en 1992, 3 220 transplantations d'organes ont été réalisées en France, soit 11,5 % de moins qu'en 1991. Pour les greffes cardiaques uniquement, 632 malades ont reçu un nouveau cœur en 1991 et seulement 559 l'année suivante.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261.311F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Imprimé au « Monde »
12, r. M. Gutenberg
94852 IVRY CEDEX

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms
et index du Monde au (1) 40-65-23-33

Le Monde
PUBLICITE
Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Isabelle Tassin,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75902 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téléc : MONDIPUS 634 128 F
Téléc : 46-62-72-72, Société filiale
de la SARL Le Monde et de Média et Régies Europe SA.

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composées 36-15 - Telex LEMONDE
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Voie normale-CEE
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 890 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par TÉLÉTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$ 92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y., US, and additional mailing offices. POSTPAID.
TER : Send address changes to 1445 of NY Box 1510, Champlain N.Y. 12919 - 1510.
For the subscription service in USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 - 2983 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MCN 01 PP-Paris PP
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

EN BREF

□ Morts par surdose dans l'Hérault : cinq personnes mises en examen. - Cinq personnes ont été mises en examen, vendredi 27 août à Montpellier (Hérault), pour « acquisition, détention et offre de stupéfiants » pour trois d'entre elles, additionnés du chef d'usage de stupéfiants pour les deux autres. Ces mises en examen font suite à l'ouverture, mercredi 25 août, d'une information judiciaire, après la mort par surdose d'une toxicomane le 10 août (*le Monde* du 27 août). Cinq autres personnes sont décédées depuis. Les enquêteurs, qui cherchent une éventuelle source unique d'héroïne pure ou frelatée, n'ont pour l'instant pas établi un lien direct entre toutes les personnes mises en examen.

□ Six morts et neuf blessés dans un carambolage sur l'autoroute A6. - Six personnes ont été tuées dans un carambolage, survenu samedi 28 août, vers 4 h 20, sur l'autoroute A6, entre Auxerre et Paris. L'accident entre un poids lourd et neuf voitures de tourisme s'est produit près de Courtenay (Loiret), à hauteur de Savigny-sur-Clairis (Yonne). Un simple accident a d'abord immobilisé trois véhicules de tourisme, un poids lourd est ensuite venu heurter ces véhicules, et six autres voitures sont entrées en collision, l'une d'entre elles venant s'encaster sous le camion. Neuf blessés, dont trois grièvement, ont été délogés par les sauveteurs. La circulation dans le sens Lyon-Paris a dû être déviée par Auxerre-Nord et Courtenay.

□ Hold-up avec prise d'otage près de Bordeaux. - M. Lussau, directeur d'un supermarché à Talence, dans la banlieue bordelaise (Gironde), pris en otage au cours d'un hold-up, vendredi 27 août, a été retrouvé sain et sauf à San-Sebastian (Espagne) dans la soirée. Un malfaiteur, armé d'un fusil à pompe, vêtu d'un bleu de travail et d'une cagoule, qui s'était emparé de la caisse du jour (plusieurs centaines de milliers de francs) vendredi vers 17 h 30, l'avait contraint à l'accompagner dans sa fuite en voiture. Le plan « Epervier » a été déclenché pour retrouver le malfaiteur.

□ FOOTBALL : Championnat de France. - L'AS Monaco et l'Olympique de Marseille ont fait match nul, 0-0, vendredi 27 août, en principalité, lors d'une rencontre avancée comptant pour la sixième journée du championnat de France de première division.

MAGASIN
MOBILIER



DU SAMEDI 28 AOUT
AU SAMEDI 30 OCTOBRE 1993

5% de remise
et des conditions d'achat
particulièrement avantageuses

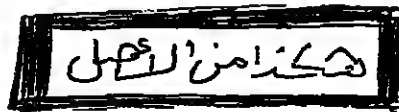
sur tous les articles de la collection Mobilier 93/94
de votre Magasin CAMIF ainsi que sur la literie,
les cuisines, les salles de bains, les luminaires
et les tapis.

- Un large choix pour vous faire découvrir les avantages du magasin Mobilier CAMIF.
- 5 ans de garantie et la norme NF sur la majorité des meubles.
- La livraison à l'adresse de votre choix, sans frais supplémentaires.
- Les conseils objectifs de nos vendeurs non rémunérés à la commission.

MAGASIN MOBILIER CAMIF DE PARIS

102, rue de Lagry
Métro Porte de Vincennes
Parking gratuit
Ouverture : le lundi de 14 h à 19 h
et du mardi au samedi inclus
de 10 h à 19 h sans interruption.

Offre réservée aux abonnés CAMIF, MNH Catalogue, MFP Catalogue, MGPC Catalogue et aux adhérents MDCM Catalogue, COOP VPC PTT et APPARTENANCE, uniquement pour toute commande passée en magasin et dans la limite des stocks disponibles.
Attention, cette offre n'est pas cumulable avec toute autre offre en cours.



AGENDA

THÉÂTRE

ARTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-62). Le Premier : 17 h et 22 h.
ANTOINE - **GIMONE-BERRIAU** (42-08-77-71). L'Amour foot : 20 h 45, dim. 15 h 30.
ARCANÉ (43-38-19-70). Les Précautions indiquées : 20 h 30.
ARTISTIC - **A T H É V A I N S** (45-05-36-02). "Eloge de la folie" : 19 h et 21 h.
BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE - **INCE GAUCHE** (40-46-90-72). Marie l'incube : 19 h 30. Sur le dos d'un éléphant : 21 h, dim. 17 h.
BERRY-2ÈRE (43-57-51-55). Dim. Les Champêtres de jõe : 20h30. Trans boni : 21h.
Café de la Gare (42-78-52-51). Les Zappeurs : 20 h 15. Le Graphique de Boscop : 21 h 30. Dim. Nous sommes tous des lapins à six pattes : 20h. Chaud... mais pas fatigué : 21 h 15. Art de Pangeum : 22 h 30.
CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). La Latrine : 18 h 30, dim. 15 h. Le Cid : 20 h 30, dim. 17 h 30.
DAUNDU (42-61-69-14). Le Canard à l'orange : 11 h, dim. 15 h 30.
DUNOIS (45-84-72-00). Così fa Os Ponte ou la Croisière de l'improvisateur : 21 h.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). L'île des esclaves : 19 h, dim. 15 h. Feu la mère de madame : 20 h, dim. 19 h. La Mouette : 21 h, dim. Le Mariage de Figaro : 18 h.
GRAND EDGAR (43-36-32-31). Vent de folie : 20 h 15.
HUCHETTE (43-25-38-99). La Cantatrice chauve : 19 h 30. Le Leçon : 20 h 30.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Le Pont Prince : 19 h 45. Et 86 chez les Fajols : 20 h. Le Jardin des cerises : 21 h 30. Théâtre rouge. Les Dix Commandements : 18 h. Ah! Si j'avais un nom connu, vous verriez comme je serais célèbre : 21 h 30. Personne n'est parfait : 21 h 30.
MADELINE (42-65-07-09). Atout cœur : 21 h.

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE
PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
SAMEDI
 L'Espionnage, un genre Impur : Gal-Jacques Bonnard, 14 h 30 : Mr Moto's Last Warning (1939, v.o.), de Norman Foster, Sherlock Holmes in Washington (1943, v.o.), de Roy W. Neill, 16 h 30 : L'Affaire Russekum (v.o.), de Pasquale Squitieri, 19 h : La Maison Russekum (1989, v.o. a.t.f.), de Fred Schepisi, 21 h 15.
DIMANCHE
 L'Espionnage, un genre Impur : Si j'étais un espion (1997), de Bertrand Blier, 14 h 30 : The Spy Ring (1938, v.o.), de Joseph H. Lewis, Bombs over Burma (1943, v.o.), de Joseph H. Lewis, 15 h 30 : Allemagne 90 (1991), de Jean-Luc Godard, 19 h : La Sentinelle (1992), d'Arnaud Desplechin, 21 h.
VIDÉOTHÈQUE DE PARIS
 2, Grande-Galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-28-34-30)
SAMEDI
 Portraits de Paris : l'Amour contrain : le Jaloux (1990) de Christophe Lottin, les Baisers de secours (1989) de Philippe Garrel, 14 h 30 : L'Amour passion : A la Varenne (1933) de Jean Dréville, Casque d'or (1952) de Jacques Becker, 18 h 30 : L'Amour tout court : Une histoire d'eau (1958) de François Truffaut et Jean-Luc Godard, les Mauvaises fréquentations (1968) de Jean Eustache, les Vœux de quinze ans (1988) de Jean Rouch, Tous les garçons s'appellent Patrick (1957) de Jean-Luc Godard, 18 h 30 : Beau Paris : le P'tite Lili (1928) d'Alberto Cavallotti, Prix de beauté (1930) de Augusto Genina, 20 h 30.
DIMANCHE
 Portraits de Paris : France Paris : Paris au printemps (1939), Midnight (1939, v.o. a.t.f.) de Mitchell Leisen, 14 h 30 : Paris argentin : les Trottoirs de Saturne (1985) de Hugo Santiago, 16 h 30 : Paris branché : Christo in Paris (1990, v.o. a.t.f.) de David et Albert Mayales, Susan Frommcke, Deborah Dickson, Carri de notes sur vêtements et villes (1986) de Wim Wenders, 16 h 30 : Paris latin : Quatre de jardins (1982) de Paul Ruiz, Gèle de jour (1985) de Luis Gunul, 20 h 30.

PARIS EN VISITES

LUNDI 30 AOUT
 «Les passages couverts du Sentier ou se réalise la mode féminine. Exclamation et dépaysement assurés» (deuxième partie), 10 h 30, 3, rue de Palestro (Perle autrichienne, L. A. Lavigne).
 «L'Opéra-Garnier, chef-d'œuvre du second Empire (limité à trente personnes), 11 h 30, dans le vestibule, statue de Lull (Monument historique)»
 «Le parc Monceau et ses hôtels», 14 h 30, métro Monceau (M. Cazas).
 «Hôtels du Marais spécialement ouverts. Passages, ruelles insolites, jardins, plafonds et escaliers incroyables», 14 h 30, métro Saint-Paul (M. Haulien). «Deux petits cimetières-musées : Saint-Pierre (spécialement ouvert) et Saint-Vincent», 14 h 45, sortie supérieure du funiculaire (V. de Langlade).
 «Le Musée du Grand-Orient et l'histoire de la franc-maçonnerie (limité à trente personnes), 15 heures, 16, rue Cadet (Monuments historiques)»
 «Hôtels et jardins du Marais. Place des Voies, 15 heures, sortie métro Saint-Paul (Réaumur du passé)»
 «L'Hôtel-Oleu, l'encêtre des hôpitaux parisiens, et le musée autrichien», 15 heures, entrée de l'Hôtel-Dieu, côté perron de Notre-Dame (Paris autrichien)»
 «Promenade à travers le vieux Montmartre, 15 heures, sortie du métro Anvers (Paris et son histoire)»

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS (Bel. Utopie, 5 (43-28-84-88)).
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Marnier, 14 (36-65-70-76).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.

LES FILMS NOUVEAUX

L'HOMME SUR LES QUAI. Film franco-allemand-canadien de Raoul Peck, v.o. : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
SLIVER. Film américain de Philip Nozys, v.o. : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
RESERVOIR DOGS (A. v.o.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
RETOUR A HOWARDS END (Brit. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11 (43-43-01-59) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
SANTA SANGRE (Mex. v.o.) : Accatone, 5 (46-33-88-86).
SIODICKS (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
LE SOUPER (Fr.) : Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
SWING KIOS (A. v.o.) : Publicité Champs-Élysées, 6 (47-20-78-23) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LE SYNDICAT OU CRIME 1 (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
LE SYNDICAT OU CRIME 2 (Hongkong, v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).
TALONS AIGUILLES (Esp. v.o.) : Studio Gelende, 5 (43-54-72-71) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
ALPHA BRAVO (A. v.o.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
ATTACHE-MOI (Esp. v.o.) : Studio Gelende, 5 (43-54-72-71) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
BLUE VELVET (A. v.o.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
STRADEAD (Indo-Indonésienne, v.o.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
CERCLE DE FEU (A. v.o.) : La Géode, 16 (40-05-80-00) 19 h, 21 h.
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88) 16 h.
LES COMMITMENTS (Indonésienne, v.o.) : La Berry Zebra, 11 (43-67-61-65) 16 h 30.
LE CUISINIER, LE VOLEUR, SA FEMME ET SON AMANT (Fr.-Brit. v.o.) : Studio Gelende, 5 (43-54-72-71) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
L'ÉNUQUE IMPÉRIAL (Chin. v.o.) : Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09) 16 h.
GROCK (Suis.) : Ranelagh, 19 (42-88-64-44) 18 h.
INDOCHINE (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88) 21 h 15.
JUNI HENDRIX AT WOODSTOCK (A. v.o.) : Max Linder Panorama, 6 (44-24-88-88) 0 h 30.
JONATHAN LIVINGSTON LE GOÉLAND (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88) 17 h.
LA LAURÉAT (A. v.o.) : Action Christine, 8 (43-28-11-30) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88) 18 h, 16 h, 20 h, 22 h.

(47-05-12-15) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
L'ŒIL DE VICHY (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA PART DES TÉNÉBRES (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
JE M'APPELLE VICTOR (Fr.) : Escorial, 13 (47-07-28-04) : Gaumont Parnasse, 14 (36-65-70-74).
KALAHARI (A. v.o.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
LAST ACTION HERO (A. v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
COMMENT FOND LES GENS (Fr.) : Action Christine, 15 (45-32-81-88) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CRISTE (Fr.) : UGC Triomphe, 8 (46-74-93-50) : 36-65-70-74.
LA CAVALÈRE DES FOLIES (Fr.) : George V, 8 (45-82-41-48) : 36-65-70-74 : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
LA CHAMBRE 108 (Fr.) : Les Trois Luxembourg, 3 (49-33-97-77) : 38-85-70-43 : Le Seltzer, 8 (45-61-10-80).
CHUTE LUBRE (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-48) : 36-65-70-74 : Saint-Lambert, 15 (45-32-81-88).
CIBLE ÉMOUVANTE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Gaumont Convention, 15 (45-32-81-88).
AMBASSADE (Fr.) : Cinq Beaubourg, 3 (42-71-52-38) : Gaumont Gobelins, 13 (36-65-70-75) : Ga

CULTURE

CHEZ LES PEINTRES

Lydia Dona, les charmes de l'ambiguïté

Après Frank Stella (1-2 août), Malcolm Morley (8-9 août), Ellsworth Kelly (15-16 août), et Eric Fischl (22-23 août), Philippe Dagen poursuit son exploration de la peinture américaine en rendant visite à Lydia Dona. La semaine prochaine, pour la fin de cette série, ce sera le tour de Roy Lichtenstein.

Un atelier dans Soho, où il y en a tant, aménagés dans d'anciens entrepôts et d'anciennes fabriques. Un atelier long, étroit et peu meublé. Murs de briques, plancher en bois, fenêtres à l'ancienne. Les fenêtres s'ouvrent sur la passerelle d'un escalier métallique, l'un de ces escaliers photographiques en zig-zag qui zèbrent les façades des immeubles. Dans un coin, la cuisine. Devant les fenêtres, une table de bois, pour les pots de peinture. Appuyées aux murs, des toiles récentes. Il n'y a rien d'autre chez Lydia Dona.

Ses toiles échappent à toute description simple comme à toute catégorie préalable. Abstraites ? Si l'on veut. Mais chargées de diagrammes, d'inscriptions et de signes que l'on croirait sortis d'un manuel d'informatique ou d'un cours de physique nucléaire. Colorées ? Assurément. Colorées de rose vif, vert amande, orange cadmium, pourpre et violet hortensia. Mais le noir domine cependant la plupart d'entre elles, un noir qui découpe triangles et trapèzes dans le rectangle du format. C'est du reste sur ces surfaces mates et obscures que sont tracées les inscriptions et esquissés les schémas mathématiques, comme pour évoquer un tableau de classe. Expressionnisme gestuel ? Non, quoique le dripping, les coulures et les éclaboussures ne soient pas rares. Pop ? Pas le moins du monde, en dépit de l'abondance des allusions techniques.

Les titres aideraient-ils ? Il est permis d'en douter à la lecture de ceux qui désignent des tableaux de triangulation et les lieux de l'exercice ou l'absence de l'inspiration dans le réel, l'absence, le symbolisme et le sémiotisme. Avant, il y avait eu par exemple *Quatre fractures dans la machine* abstraite de l'ambivalence et *Vides moléculaires et zones obliques* du regard. Lydia Dona s'amuse de leur longueur et de leur côté rébarbatif. « Mes titres ? Ils sont si difficiles à inventer... Il faut qu'ils suggèrent le contexte, qu'ils interdisent toute lecture formelle de la toile – et qu'ils indiquent ce qu'elle a de pervers. »

Peinture philosophique et « perverse » donc, frottée d'allusions à Deleuze et Guattari, aux sciences exactes, à la génétique et à l'optique ? Dona cite aussi volontiers Bataille et Breton, Borges et Blanchot, et ne craint pas d'admettre que son œuvre repose sur une culture et une réflexion théoriques lentement assimilées et développées. A Hunter College, elle a été l'étudiante de Rosalind Krauss. « J'ai découvert la sémiotique. Ma première véritable exposition personnelle, je l'ai faite en 1985, dans une galerie de l'East Village, au moment où régnait la mode de Baudrillard. Il n'était question que de simu-



lions, de simulacres et de reproductions. Jeff Koons en était à ses débuts et les artistes ne parlaient que de ça – et de la réalité commerciale aussi. Être peintre, alors, paraissait parfaitement ridicule. Une activité tabou. Mais bon...

« A vingt-deux ans, je suis arrivée à New York – je venais d'Israël, j'avais passé quelques mois dans l'atelier de Richter à Düsseldorf. J'avais une volée en tout et pour tout. Je me suis retrouvée à la School of Visual Arts dans la classe de Keith Haring, avec tous ceux qui sont devenus les graffitiistes. Moi, je faisais une peinture abstraite qu'ils jugeaient ennuyeuse. Ils me reprochaient d'être beaucoup trop sérieuse et travaillasse. Ils se moquaient de moi, à vrai dire. »

« Ce qui m'intéressait alors ? Polke et Richter, parce qu'ils ont révalu la peinture contre le ready-made – c'est ainsi que je les vois. Je pensais aussi à Barnett Newman et à Clifford Still. »

Réévaluer la peinture, dans un

temps où sa mort était annoncée de temps en temps, régulièrement ? « Oui. Il me semble qu'il serait temps d'une évaluation critique de Marcel Duchamp, temps d'une gesticulation critique qui transforme le ready-made et le fasse basculer dans l'ordre de la peinture. C'est une des raisons qui me poussent à utiliser des éléments mécaniques, des fragments de technologie, des pièces de moteurs. Il faut que la machine déshabille à son tour les clichés. » Rire, qui n'enlève rien au sérieux de la déclaration. A l'évidence, le propos n'est ni de circonstance ni de hasard, mais la conclusion d'une pensée argumentée et claire.

« Une sorte d'aérobic funèbre »

Pensée qui n'épargne pas les contemporains et les gloires établies. « La peinture américaine a grandi à l'ombre du formalisme selon Greenberg, d'un rêve d'héroïsme et du culte de la nouveauté. Je ne veux pas de cet art héroïque – et phallorique – ni d'une peinture qui soit explosion émotionnelle... Entendons-nous. Dans les œuvres de Newman, l'espace vide est celui du sublime. Le mien n'est ni sublime ni métaphysique. Les questions de Newman ne sont plus les miennes. Je serai-ce que parce l'époque a changé. Ces données n'ont plus de sens. »

« Que reste-t-il de cette peinture ? Un cadavre gonflé par une sorte d'aérobic funèbre, un cadavre dans lequel une respiration est artificiellement insufflée. En touchant son épiderme, on effleure la peau des systèmes. Ce dont je rêve, c'est d'un virus culturel, d'un virus d'exces, qui infecte ces systèmes et les rendent inopérants. »

La comparaison interlope, d'autant que rien ne trahit chez elle l'annonce emportement ou ressentiment. Elle annonce froidement la fin d'une époque. « Il faut liquider les systèmes, mettre les codes et les catégories en pièces. Si le centre de mes tableaux est souvent vide, c'est délibérément. Il n'y a plus de centre, il n'y a plus de sens centré – rien que des périphéries et des troubles. » Ses œuvres sont conçues et exécutées selon une méthode qui met en lumière le principe de désordre et d'éclatement généralisés – tableaux tant entiers d'oppositions, de tensions et de divisions.

Deux principes d'exécution servent ensemble et concurremment, le « drip » – la coulure – et le « grid » – la grille, le quadrillage. « Pour le drip, c'est bien simple, je laisse cou-

ler les couleurs sur la toile à la verticale et je contrôle leurs glissements et leur expansion. Je les dirige. Ces coulures, pour moi, sont liées à l'idée d'un liquide organique vital, un liquide dans lequel la réalité serait contenue, si l'on peut dire. »

« La grille, c'est, à l'opposé, une construction géométrique et régulière que je construis et détruis alternativement, un plan urbain. En associant les deux, j'obtiens une unité qui se divise, qui se décompose à mesure qu'on l'examine. »

Division en effet, juxtaposition d'éléments hétérogènes qui déconstruisent le regard. « D'autant plus que j'emploie trois matériaux différents, qui renvoient à trois codes picturaux distincts : la laque, l'acrylique et l'huile. La toile commence par un monochrome à l'acrylique. Là-dessus, au crayon, je trace la grille. Puis, je la divise et la redivise à l'aide de bandes de papier collant en fragments et compartiments. »

« Quand ce travail de composition est achevé, j'interviens en dripping dans certaines parties et, dans d'autres, j'accomplis un véritable travail de peinture à l'huile, une peinture plus proche de l'illusionnisme et de la représentation. La pièce se trouve de la sorte fragmentée et parcourue de tensions antagonistes, les parties les plus peintes s'opposent aux vides. Il y a des excès de plein et des excès de vide, séparés et réunis à la fois. L'œil doit circuler et reculer d'une partie de la toile aux autres. »

« Nous sommes des molécules »

La stratégie qu'elle applique à d'autres procédés et d'autres instruments, dont le chromatisme n'est ni le moins efficace ni le moins violent. « Il faut que l'œil soit excité par les couleurs. Celles que je préfère, ce sont les couleurs interdites par l'enseignement formaliste, les couleurs les plus décoratives et vulgaires, un vert médical, un rose de vernis à ongles, toutes les teintes tabou qui ne peuvent passer ni pour symboliques ni pour allusives. Et dans ces couleurs, je choisis les tons intermédiaires, ni chauds ni froids. »

« Je ne veux ni de l'un ni de l'autre, ni le gestuel ni le rigide, ni l'abstraction ni la représentation. J'aime l'ambiguïté. Je veux être dans l'entre-deux pour que les tableaux soient plus subversifs. Je veux entrer dans la réalité contemporaine, celle des systèmes en chute. »

Cela dit avec autant de calme que de résolution, comme s'il allait de soi que le monde contemporain est celui de la déréliction et de l'é-

fondrement des systèmes. Dans la conversation de Lydia Dona, l'idée revient de manière presque obsessionnelle, celle que soit la métaphore dont elle use. La déréliction, la décomposition, l'émiettement, le pourrissement, l'approche de l'annihilation, la fascination. « Obsession ? Elle est très ancienne, alors. Je me souviens qu'en 1973, à Jérusalem, à l'école d'art où j'étais inscrite, j'ai eu l'idée de fabriquer un rocher artificiel. Je m'étais servie de polyester et de sable pour le construire, en plein air. Le soleil et la chaleur étaient si intenses que tout a fondu. Le lendemain de sa fabrication, le rocher avait coulé. Je crois que cet accident m'a impressionné de deux manières, en me révélant le plaisir qui naît de la transformation des objets et en m'incitant à travailler avec des liquides, des fluides, des matériaux instables. »

Puis, sans transition, comme si elle poursuivait une auto-analyse qui ne pourrait s'en tenir à une seule anecdote, fin-elle symbolique : « Mes parents sont médecins, mon mari est médecin. Mon rapport au corps n'en est que plus bizarre, un rapport partagé entre attirance et répulsion, troublé par une sorte d'obsession de la biologie. Grâce à elle ou à cause d'elle ? – la conscience que nous avons désormais de notre corps est une conscience chimique – si l'on peut dire – et non plus une conscience extérieure ou visuelle. Nous sommes des molécules, des agrégats de molécules. »

« J'essaie de mettre la peinture dans une lumière qui donne de sa réalité une sensation comparable à cette conscience chimique du corps – il faut que les couleurs aient ce côté chimique et instable, qu'elles suggèrent une photosynthèse permanente. Ou même qu'elles donnent à sentir leur moisissure, des modifications intestines – moléculaires – des pig-

ments. Que le corps de la peinture soit comme le corps humain. »

Continuant, logiquement : « C'est si vrai que je n'emploie que des formats de proportions humaines, à la différence des expressionnistes abstraits, qui ont mis les formats démesurés à la mode. Je veux des toiles de la largeur de mes bras écartés, des toiles que j'accroche et qui aient une sorte de relation corporelle avec la pièce où elles sont accrochées. »

« En fait, c'est ça : je veux que la peinture soit à hauteur de plexus, qu'elle puisse être regardée comme une radiographie humaine – et non pas comme un paysage, à l'inverse de la tradition américaine. Ma peinture, je la veux en liaison avec les objets, par opposition à un art d'humanisme, sans contact avec le corps, le corps du peintre autant que le corps du spectateur... Qu'elle fasse corps, vraiment. Et un corps sexué, d'une sexualité perverse – de synthèse, ni masculine ni féminine, d'un troisième sexe qui n'est pas la négation du mâle et du femelle mais leur conjonction. Une multiplicité réunie. »

Une ambivalence permanente

Equivoque, contradictoire, ambiguë, lourde de références organiques et corporelles, telle se veut la peinture de celle qui se dit en état d'« ambivalence permanente ». Une ambivalence qui serait la marque distinctive du présent. Loin de refuser tout rapport entre son art et l'histoire contemporaine, Lydia Dona entend préciser le mode de leur liaison : connivence, résonance, inscription. « Ma peinture est dans l'histoire, si l'on entend par là une peinture qui ne soit pas dans l'istant, mais une peinture qui prend du champ, qui prend le temps de porter un regard plus pénétrant et plus complexe sur la réalité. Un regard plus attentif. Elle est liée à l'Amérique et à New York. A l'Amérique parce que la culture américaine vit en permanence une crise d'identité qui favorise les transformations, par opposition à l'Europe, où l'abondance de l'héritage rend la flexibilité moins aisée. Ici, il y a de l'espace et il n'y a pas de règles. »

« Et liée à New York parce que je ne peux pas m'imaginer travaillant ailleurs. Mon environnement me dicte mes conceptions. A New York, j'observe partout l'alternance de la congestion et du vide, le bruit permanent et le silence, l'anonymat et l'intimité. Quand je voyage, je ne peux pas, je ne dessine pas non plus, je lis ou j'écris une sorte de journal qui n'en finit pas. »

Rien d'étonnant alors à ce que Lydia Dona se sente d'une génération, sinon d'un mouvement, un mouvement qui n'a pas de nom, seulement quelques préoccupations et convictions communes. « Ma peinture a des affinités avec celles de David Reed, de Jonathan Lasker ou de Stephen Ellis, qui sont aussi mes voisins. Avec des peintres tels qu'eux, il m'est possible d'entretenir un véritable dialogue, tout en sachant très nettement que nos œuvres sont extrêmement différentes. Nos affinités sont ailleurs, peut-être du côté de notre compréhension de l'époque ou du côté de l'ambiguïté, construction et déconstruction indissociablement entrelacées. »

Derrière elle, une toile juste achevée : un ovale presque vide en occupe l'essentiel. Aux angles sont rejetés, comme écartés par leur nombre et leur densité, des ombres, des coulures et des signes. Des lignes parallèles partent des bords pour tendre au-dessus du vide une grille ou un filet mais ne peuvent se rejoindre. Au contact de l'ovale, elles perdent leur netteté et s'effacent, dévorées par la coulure. « L'ovale est comme un œuf ou comme un œil. C'est aussi un trou noir qui aspire et absorbe ce qui se trouve sur ses bords... Je peins les vestiges de cette destruction, ces fragments. Je poursuis des fantômes. Notre âge est celui des fantômes et je fais donc une peinture de fantômes. »

PHILIPPE DAGEN

Lydia Dona est née en 1955 en Roumanie. Quand elle a six ans, elle émigre avec ses parents en Israël, où elle suit l'enseignement de la Bezalel Academy of Art, de Jérusalem, de 1973 à 1977. En 1978, elle s'installe à New York et s'inscrit à la School of Visual Arts, puis au Hunter College.

A partir de 1985, elle

accomplit de nombreuses expositions personnelles à New York, à Amsterdam, à Zurich et à Paris (à la Galerie des Archives en 1992). Elle participe également à de nombreuses expositions de groupe à New York et dans plusieurs villes américaines et européennes.

Lydia Dona vit et travaille à New York.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaume, gérant directeur de la publication
Bruno Frappet, directeur de la rédaction
Jacques Guille, directeur de la gestion
Manuel Lucbert, secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani, Robert Solé
(adjoints au directeur de la rédaction)

Thomas Farenz,
Bertrand Le Gendre, Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Bouve-Méry (1944-1968), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1986), André Fontaine (1986-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-95-25-26
Télécopieur : 40-95-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUGERT-BOUYE-MÉRY 94052 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-95-25-25
Télécopieur : 49-80-30-10

Le Monde

SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

هكمان لعل

Après la rencontre franco-allemande de Bonn

La « victoire » agricole

Helmut Kohl savait qu'il allait déclencher une tempête en se portant, sur l'agriculture, au secours d'Edouard Balladur en visite à Bonn, jeudi 26 août. Mais il voulait ressouder l'amitié des deux pays, mise à mal par la crise monétaire. Déclarant qu'il estimait que le pré-acord de Blair House signé par la Commission et les États-Unis présentait « aussi des difficultés pour l'Allemagne » et qu'il « fallait trouver un compromis », il marquait un virage dans la position allemande, malgré le flou de sa formulation. M. Balladur y a vu une victoire. La tempête est venue d'Amérique. L'administration américaine a fait savoir que si l'Allemagne avait vraiment changé de position, cela pourrait conduire à la fin des négociations de l'Uruguay Round. Le grand allié sort préventivement le gros bâton... En Allemagne, personne n'attendait une telle déclaration du chancelier. Le surprise a été telle que les autorités s'avéraient inépuables, vendredi, de donner une indication cohérente sur ces fameuses « difficultés » que rencontre l'Allemagne avec le texte de Blair House.

Le porte-parole du ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, responsable du parti libéral FDP (qui est considéré comme représentant les industriels et défend des positions très anti-protectionnistes), a expliqué : « Nous ne voulons pas défaire la politique de Blair House. » Le ministre de l'agriculture, Jochen Borchert, agriculteur lui-même, indiquait qu'il ne demandait pas une renégociation. Il avançait prudemment que l'Allemagne avait effectivement quelques motifs d'insatisfaction, notamment avec les substituts de céréales (les chiffres de Blair House n'ont pas pris en compte les productions de colza des nouveaux Länder). Le porte-parole du gouvernement, Norbert Schäfer, précisait alors que l'Allemagne ne demandait pas une renégociation formelle de l'accord, mais des « discussions ». A la chancellerie enfin, on concluait que les jours prochains permettraient de clarifier les choses...

Le gouvernement français a-t-il eu raison, dans ces conditions, de crier victoire ? Sans doute, puisque le chancelier, quoiqu'en disent ses ministres, a promis d'ouvrir la porte et de « trouver un compromis » avec la France. M. Balladur pouvait politiquement en tirer gloire. Il l'a fait. Mais il a bien fait de le faire vite. Vingt-quatre heures après, la renégociation-qui n'en est pas une a commencé et on sent qu'elle risque de ne pas aller loin. Ce que gagneront les agriculteurs pourrait être finalement très mince.

ÉRIC LE BOUCHER

Guy Berger délégué interministériel aux professions libérales

Guy Berger, conseiller maître à la Cour des comptes, a été nommé par le conseil des ministres, mercredi 25 août, délégué interministériel aux professions libérales, en remplacement de Pierre Castagnou.

[Né le 15 juillet 1937 à Paris, Guy Berger est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, promotion « Séminal ». Il a été conseiller technique au cabinet de Robert Galley, ministre des postes et télécommunications (1969-1973), ministre des armées (1973-1974). Directeur adjoint à la BNP à partir de 1974, il entre chez CTT-Alcatel en 1980. De 1984 à 1986, il est conseiller financier du directeur général des télécommunications, puis rapporteur adjoint auprès du Conseil constitutionnel. De 1986 à 1988, il a été directeur du cabinet de Michèle Barzach, ministre déléguée auprès du ministre des affaires sociales et de l'emploi, chargée de la santé et de la famille. Depuis 1988, il est conseiller maître à la Cour des comptes.]

Réactions contradictoires aux propos de M. Kohl sur le GATT

Les propos tenus par le chancelier allemand Helmut Kohl jeudi 26 août, indiquant une inflexion de la position allemande sur le GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce), ont suscité de très nombreuses - et contradictoires - réactions.

• Aux États-Unis, selon un communiqué publié vendredi 27 août par le représentant du président pour le commerce, Mickey Kantor, une remise en question de l'accord agricole de Blair House conclu en novembre 1992 entre les États-Unis et la Communauté européenne « pourrait faire dérailler les négociations de l'Uruguay Round ». Si la CEE dans son ensemble choisissait de remettre en question l'accord de Blair House, qualité de « compromis douloureux », cela « provoquerait de très graves inéquités » à Washington, souligne le texte. Les États-Unis ont déjà fait savoir à plusieurs reprises qu'il n'était pas question pour eux de renégocier le texte de novembre.

• En Allemagne, les déclarations du chancelier ont semé le trouble, un porte-parole du ministère de l'économie déclarant même : « Pour nous, c'est totalement nouveau d'entendre que nous avons des problèmes avec Blair House. » Le porte-parole du gouvernement allemand a tenu à « préciser que le chancelier n'a pas parlé jeudi d'une renégociation », mais qu'il a simplement proposé des « discussions ». Il a indiqué que M. Kohl doit recevoir le 1^{er} septembre Peter Sutherland, directeur général du GATT. M. Sutherland se trouvera ensuite à Paris les 7 et

8 septembre. Le ministre de l'agriculture, Jochen Borchert, proche du chancelier Kohl, a déclaré qu'il faudrait examiner si le texte de Blair House était compatible avec la réforme de la politique agricole commune (PAC) de la CEE.

• En France, les responsables gouvernementaux et même certains représentants de l'opposition ont insisté sur le fait que les déclarations de M. Kohl représentent un véritable tournant dans la position allemande. « Les pressions qui ont été faites par la France ont conduit le chancelier Kohl à reconnaître la nécessité de renégocier l'accord, même si son entourage tente de minimiser ses déclarations », a affirmé le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Martin Malvy, à l'agence Reuter. Pour sa part, Luc Guyau, le président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles), a affirmé que « pour positive qu'elle soit », la déclaration « n'est qu'une étape ». « Le combat reste à mener tout à Bruxelles qu'avec les Américains », a-t-il déclaré à l'AFP.

• Jacques Delors, président de la Commission européenne, s'est borné à déclarer, dans un entretien publié le 28 août par *Ouest-France*, que l'accord de Blair House était « un élément de la pré-négociation » entre Européens et Américains sur la question agricole et qu'« en tout état de cause » tout ce que nous [la CEE] continuerons d'obtenir doit tenir dans la réforme de la PAC ».

En vertu de la loi Lang sur le prix du livre

La FNAC de Lille condamnée pour ses rabais sur la bande dessinée

Le tribunal de grande instance de Lille a condamné, jeudi 26 août, la FNAC lilloise à cesser la vente de ses bandes dessinées, éditées depuis moins de deux ans ou qui n'étaient pas en stock depuis six mois. La condamnation est exécutoire dans les huit jours, « sous peine d'une astreinte de 500 F pour chaque infraction constatée ». Un procès avait été intenté contre elle par le responsable d'une petite librairie spécialisée dans la bande dessinée, l'Atlantide. Il avait fait constater, par huisserie, que la FNAC de Lille vendait quelque 1 300 albums de BD avec une remise de 20 %.

Or, la loi Lang du 10 août 1981 interdit les remises de plus de 5 % sur les ouvrages édités depuis moins de deux ans et en stock depuis moins de six mois, ce qui était le cas de ces albums. Le libraire avait plaidé « la concurrence déloyale ». Il a obtenu 10 000 F de dommages et intérêts, l'Association des libraires

de France et l'Union des libraires de France 2 000 F chacune.

La FNAC a fait valoir qu'elle pratiquait ses rabais sur des BD éditées importées, éditées par Dupuis, Lombard, Casterman, etc., en se fondant sur la possibilité donnée par la loi Lang aux éditeurs étrangers de répercuter les avantages obtenus dans leurs pays sur leurs prix. Mais les éditeurs belges en question ont tous des filiales en France, ce qui fait de la FNAC un détaillant et non un importateur.

En outre, la FNAC pratiquait un rabais de 20 % sur des BD édités depuis plus de deux ans, autre dérogation autorisée par la loi Lang, mais se fondant sur le dépôt légal de la première édition et non sur celui des rééditions, ce que lui demandait le tribunal. La FNAC compte faire appel du jugement et continuera à pratiquer ses rabais sur les BD, quitte, en cas de confirmation, à devenir importateur.

En Italie

Une partie des biens des ex-dirigeants de Montedison a été mise sous séquestre

Un tribunal de Milan a approuvé, vendredi 27 août, la mise sous séquestre à hauteur de 500 milliards de lire (environ 1,83 milliard de francs) des biens de chacun des six anciens dirigeants du groupe chimique Montedison, contrôlé par Ferruzzi.

Les anciens responsables de Montedison touchés sont Carlo Sama, Arturo Ferruzzi, Giuseppe Garofano, Roberto Magnani, Romano Venturi, et les héritiers de Raul Cardini. Celui-ci s'étant suicidé le mois dernier (le *Monde* daté 25-26 juillet), le jour même où il allait être incarcéré dans le cadre de l'affaire Enimont.

Cette alliance ratée entre le groupe public énergétique ENI et le groupe privé Ferruzzi-Montedison avait donné lieu à des détournements de fonds et au versement de près de 150 milliards de lire de pots-de-vin aux partis politiques au pouvoir en Italie.

C'est la nouvelle direction de Ferruzzi-Montedison, mise en place par ses banques créancières après la découverte de pertes insoupçonnées susceptibles de conduire le groupe à la faillite, qui avait formulé cette demande. L'initiative est destinée à éponger une partie des pertes de Montedison, qui ont atteint 967 milliards de lire en 1992.

EN BREF

Le gouvernement italien adopte un projet de réforme bancaire. - Le gouvernement italien a approuvé, vendredi 27 août, un projet de loi bancaire qui assouplit les conditions d'exercice de la profession et met le pays en conformité avec la réglementation communautaire. Le principe de la réforme est de mettre fin à la distinction, qui remonte aux années 30, entre les banques d'affaires, de dépôt et de crédit. « Cela met fin à la période de spécialisation et de segmentation du secteur bancaire », a déclaré, vendredi le ministre du Trésor Piero Barucci, lors d'une conférence de presse. « Maintenant toutes les banques peuvent faire ce qu'elles veulent », a-t-il ajouté, à propos des participations des banques dans l'industrie. Le projet de loi rassemble, en outre, l'ensemble de la législation bancaire dans un seul texte. - (Reuters)

Rectificatif. - Une erreur de cotation rendait incompréhensible la fin de la légende du tableau intitulé « La

La réforme des retraites

Des mesures transitoires seront appliquées aux assurés nés entre 1934 et 1947

Les décrets parus samedi 28 août au Journal officiel modifient le Code de la Sécurité sociale en portant, d'ici au 1^{er} janvier 2003, la durée de cotisation de 150 à 160 trimestres et en allongeant la période de référence, fixée aux vingt-cinq meilleures années au 1^{er} janvier 2008. Ces modifications devant être appliquées de manière progressive, des mesures transitoires sont prévues selon la date de naissance de l'assuré. Le principe du droit à la retraite à soixante ans est maintenu, mais, différence notable, il comporte de nouvelles conditions d'ouverture.

Ainsi, les personnes nées avant le 1^{er} janvier 1934 pourront

perir en retraite l'an prochain, même si elles ne justifient que de 150 trimestres. En revanche, celles nées en 1934 devront justifier de 151 trimestres d'activité à l'âge de soixante ans pour obtenir une pension à taux plein. En 1985, celles nées en 1935 devront avoir cotisé pendant 152 trimestres. A partir du 1^{er} janvier 2003, la nouvelle norme de 160 trimestres sera applicable « quelle que soit la date de naissance de l'assuré ». De même, le calcul de la pension ne prévoit pas de changement (les dix meilleures années) pour les personnes nées avant 1940, mais la période de référence sera les onze meilleures années pour ceux nés en 1934 et

les vingt-quatre meilleures années pour ceux nés en 1947.

Concrètement, une personne née en 1940 pourra prendre sa retraite à soixante ans (en l'an 2000) à condition d'avoir cotisé pendant 157 trimestres. Sa pension sera fonction du salaire de ses dix-sept meilleures années.

Ce dispositif n'est, pour l'instant, applicable qu'aux régimes de Sécurité sociale et non aux régimes spéciaux, des établissements publics par exemple, ou aux fonctionnaires. Il est toutefois peu probable que cette inégalité de traitement dure très longtemps.

J. M. N.

Le prix de la solidarité

Suite de la première page

Stimulées par l'arrivée en retraite d'actifs ayant travaillé plus longtemps et justifiant plus souvent de carrières complètes (les femmes notamment) et d'un niveau de qualification plus élevé que leurs prédécesseurs, les dépenses de retraite sont passées de 5,1 % du produit intérieur brut en 1960 à 12 % aujourd'hui.

Faut-il s'en offusquer ? Assurément non. En l'espace de quelques dizaines d'années, la France est parvenue à un résultat remarquable : désormais, le pouvoir d'achat par unité de consommation des ménages de retraités est, en moyenne, au moins égal à celui des actifs. Or, cet acquis marque une limite, car le maintien de la législation actuelle engagerait la société française sur une pente dangereuse.

A l'horizon 2010, l'arrivée à l'âge de la retraite des générations nombreuses de l'après-guerre rendrait insupportables les prélèvements - déjà passablement alourdis depuis quinze ans (1) - opérés sur les actifs. Toutes les études indiquent que, à réglementation constante, les cotisations salariales et patronales au titre de l'assurance-vieillesse devraient passer de 17 % aujourd'hui à un niveau compris entre 25 % et 40 % vers 2040.

Une application progressive

En dépit de la revalorisation régulière des prestations sociales, la multiplication de rapports d'experts, la consultation de groupes de travail à grand renfort de « personnalités qualifiées », l'organisation

d'états généraux de la Sécurité sociale ou la publication d'un Livre blanc, ces évidences n'avaient jamais paru devoir s'imposer dans les faits. Pourtant, le déficit de la branche vieillesse du régime général voguait chaque année aux alentours de 20 milliards de francs.

Indispensables, l'allongement de la durée d'activité et celui de la période de référence prise en compte pour le calcul de la pension seront progressifs. Ils toucheront essentiellement les générations nées pendant et après le « baby boom » (1945-1965). Dès 1994, la durée d'activité sera augmentée d'un trimestre chaque année pour ceux dont la date de naissance est comprise entre 1934 et 1942 pour atteindre finalement 40 annuités au 1^{er} janvier 2003. Quant à la période de référence, elle sera, sur le même principe, allongée chaque année d'un an pour les assurés nés entre 1934 et 1947. Le 1^{er} janvier 2008, elle sera donc fixée à 25 ans.

Compte tenu de leur lente montée en régime, ces mesures ne per-

mettront pas d'atténuer à court terme les déficits de l'assurance-vieillesse. L'an prochain, les assurés nés en 1934 devront justifier de 151 trimestres de cotisation pour obtenir une retraite de Sécurité sociale à taux plein qui sera calculée en fonction de leurs onze meilleures années. Selon les experts, cela ne permettra guère d'économiser qu'un petit milliard de francs. Par contre, les estimations du Livre blanc de 1991 évaluent à 80 milliards de francs le rendement cumulé de ces réformes à l'horizon 2010. Pourtant, cela sera probablement insuffisant pour éviter d'ici là de nouvelles baisses des prélèvements obligatoires et pourrait réactiver l'idée d'un « fonds de garantie » financé - pourquoi pas ? - par des actifs publics, comme le proposait au mois de janvier Pierre Bérégovoy.

Progressives dans leur application, les décisions d'Edouard Balladur et de Simone Veil, son ministre des affaires sociales, ne pénalisent pas toutes l'intégralité des nouveaux retraités de ces prochaines années (les actuels pensionnés ne sont pas concernés). A l'heure actuelle, 60 % des nouveaux retraités justifient d'une durée de cotisation supérieure à quarante ans et, selon M^{me} Veil, l'allongement de la durée des annuités ne modifiera la « liquidation » que de 3 000 dossiers en 1994 sur un total de 550 000. A terme, cette réforme n'en sera pas moins très directement ressentie par certaines catégories d'actifs.

Ainsi, ceux qui ne justifient pas de la durée d'affiliation nécessaire dès soixante ans devront travailler au-delà de cet âge. Compte tenu de l'allongement général de la durée des études, cette obligation ne sera pas l'apanage des cadres, bien que ces derniers soient fortement exposés. Par ailleurs, les actifs ayant eu une carrière irrégulière seront pénalisés, puisque, peu à peu, seront choisies comme référence les vingt-cinq meilleures années, et non plus les dix. Enfin, la péréquation pendant cinq ans de l'indexation des pensions sur les seuls

prix continuera de peser sur le pouvoir d'achat individuel des retraités et grignotera également le niveau réel des pensions qui, déjà, ne peuvent dépasser 47 % du plafond de la « Sécurité » (2) alors qu'en théorie elles pourraient en représenter la moitié. Néanmoins, le Journal officiel du 28 août publie le décret d'application de la récente loi (le *Monde* du 9 juillet) prévoyant une indexation effective en cas de hausse imprévue des prix (mais ouvrant également la possibilité de rattraper le trop-perçu en cas d'inflation moins élevée...).

Cette réforme des retraites - qui s'accompagne d'une fiscalisation des prestations liées à la solidarité nationale (3) - n'a jusqu'à présent guère suscité de réactions hostiles. Les syndicats les plus réalistes n'ont soulevé que de timides objections de fond, alors que la CGT n'est pas parvenue à mobiliser ses troupes. Du reste, ces « acquis sociaux », s'ils étaient intégralement conservés, devraient être obligatoirement financés dans les prochaines années par le collectif, c'est-à-dire les actifs.

La nécessité de préparer l'avenir, les gestionnaires syndicaux des régimes de retraite complémentaires ARRCO et AGIRC l'ont d'ailleurs déjà mise en œuvre. Sans le crier sur les toits, ils ont ces dernières années réparti les efforts entre cotisants et pensionnés en augmentant le pourcentage des cotisations n'ouvrant pas de droits supplémentaires et en modérant la hausse de la valeur du point de retraite. Résultat : les comptes ont été équilibrés. Dans un contexte beaucoup plus difficile et sur une plus longue période, la Sécurité sociale s'apprête, elle aussi, à faire jouer la solidarité entre générations.

JEAN-MICHEL NORMAND

(1) La cotisation salariale d'assurance-vieillesse des salariés est passée de 3 % en 1970 à 7,60 % en 1989. Dans le même temps, la cotisation patronale est passée de 5,75 % à 8,20 %.

(2) Ce plafond, utilisé pour le calcul des cotisations, est de 12 610 francs par mois.

(3) Un « fonds de solidarité » financera les avantages accordés au titre du nombre d'enfants, des périodes non travaillées pour cause de maladie ou de chômage, ainsi que le minimum vieillesse.

A l'appel de quatre syndicats

Grève dans les banques le 17 septembre

Les syndicats CFDT, COT, FO et FNSEC-CGC ont appelé vendredi 27 août à une grève de vingt-quatre heures dans les banques, le 17 septembre, pour protester contre « la suspension sine die » des négociations sur leur régime de retraite complémentaire. Cette initiative est destinée à faire pression sur l'Association française des banques (AFB) qui souhaite progressivement supprimer les avantages spécifiques des quinze caisses complémentaires de la profession qui doivent intégrer les régimes de droit commun ARRCO et AGIRC.

Or, si les discussions sont officiellement suspendues depuis le 1^{er} juillet, elles se poursuivent activement en coulisses (le *Monde* du 25 août). Les dernières propositions du patronat visent à faire disparaître progressivement, sans citer d'échec, le différentiel entre le niveau actuel des retraites bancaires et celui des retraites

AGIRC et ARRCO. De plus, elles suggèrent une indexation ralentie de la revalorisation des pensions déjà liquidées. Les quatre syndicats, qui estiment que cette extinction programmée permettrait aux banques d'économiser - mais à très long terme - 4 % de la masse salariale, sont en désaccord avec cette approche.

Néanmoins, si l'AFB parvenait à arracher la signature d'un ou deux syndicats avant les dates buroirs des 22 septembre (pour l'ARRCO) et du 26 septembre (pour l'AGIRC), il faudrait que trois autres organisations signifient explicitement leur opposition pour bloquer le processus. Or, certaines banques - comme la BNP, qui doit être privatisée - risquent tôt ou tard de prendre des mesures beaucoup plus sévères effo de raleotir les dépenses de leur régime de retraite...

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Vingt-deux millions de bouteilles défectueuses

L'affaire des particules de verre dans la bière hollandaise rejailit sur BSN

AMSTERDAM

de notre correspondant

L'affaire des brisures de verre dans la bière Heineken a connu de nouveaux développements, vendredi 27 août, avec l'annonce de nouveaux retraits de bouteilles - vendues à l'exportation - par deux autres brasseries néerlandaises, Bavaria et Oranje Boom. Bavaria a rappelé 2,2 millions de bouteilles exportées depuis le 1^{er} juillet vers quatre pays européens. Oranje Boom, de son côté, a décidé, « par mesure de précaution », de retirer de la vente 300 000 bouteilles destinées à 90 % au marché britannique.

Les bouteilles de Bavaria Pilse pourraient présenter le même défaut de fabrication que celles retirées du marché, la veille, par Heineken. Le Monde du 28 août : une faiblesse de la paroi intérieure du col qui s'effrite, à l'emballage ou au décapage, entraînant la chute de particules de verre dans la boisson. Le risque, apparemment, est limité - « une seule bouteille défectueuse sur des centaines vérifiées », nous a déclaré le porte-parole de Bavaria, et les éventuelles brisures de verre sont microscopiques - mais les brasseries n'ont voulu faire courir aucun danger à leurs consommateurs.

Aucun des lots potentiellement défectueux d'Heineken n'a été distribué en France, selon le

brasseur d'Amsterdam, qui est le deuxième producteur mondial (54 millions d'hectolitres par an). En revanche, le porte-parole de Bavaria n'a pas exclu qu'une partie des bouteilles incriminées, expédiées depuis le 1^{er} juillet, aient pu déjà être mises en rayon, voire vendues sur le marché français. Mais Bavaria, qui produit 3,5 millions d'hectolitres par an, a aussi l'avantage d'être peu connue en dehors des Pays-Bas.

L'affaire, en tout état de cause, touche le groupe agroalimentaire français BSN qui contrôle à 84 % le verrier néerlandais VG (Verenigde Glas Fabrieken), fournisseur attitré des trois brasseries. Lésés dans leurs ventes, craignant pour la confiance en leur marque, et devant faire face aux coûts du repérage, du rapatriement et de la destruction de millions de bouteilles, Heineken et Bavaria ont décidé de se retourner contre VG. Aucune somme n'a été indiquée, mais les dédommagements pourraient se chiffrer en millions de florins puisque au total, ce sont 22 millions de bouteilles qui sont défectueuses. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion d'urgence tenue dans la nuit de vendredi à samedi, VG assure « mettre tout en œuvre avec les intéressés pour éviter que de tels incidents se reproduisent ».

CHRISTIAN CHARTIER

Au Salon de Berlin

Philips et Sony parient sur une relance de l'électronique grand public

La guerre que se livrent Philips et Sony a rebondi à l'Internationale Funkausstellung (IFA), le plus grand Salon européen d'électronique grand public qui se tient à Berlin jusqu'au 5 septembre. Très offensif, le groupe japonais a affirmé, jeudi 26 août, avoir livré depuis janvier « plus de 300 000 lecteurs de Minidisc », son système de disques enregistrables dotés de son numérique et visant à remplacer les traditionnelles cassettes audio. Cent mille appareils auraient été vendus en France et 30 000, environ, celui de la France. Jugeant le lancement du Minidisc « très réussi », Sony espère désormais que 10 millions d'appareils (toutes marques confondues) seront vendus d'ici à la fin de 1993.

Des chiffres, Philips a refusé d'en donner pour son produit concurrent, la cassette compacte numérique (DCC), pourtant mise sur le marché en même temps (le Monde de l'économie du 5 septembre 1992). Henk Boddé, le patron de la division électronique grand public du géant néerlandais, a préféré rappeler que « les produits qui ont le mieux réussi, comme la télévision couleur, le magnétoscope ou le lecteur CD, ont vu leur besoin d'environ cinq ans pour atteindre 5 % de taux de pénétration ».

En attendant, les responsables de la multinationale néerlandaise assurent que le lancement de la DCC a « dopé » l'ensemble de leurs ventes de produits « hi-fi ». En

France, où Philips affirme avoir porté sa part de marché de 6 % en 1991 à 12 % au premier semestre de cette année, comme en Allemagne, où le groupe assure avoir augmenté ses ventes, en un an, de 16 % dans un marché en baisse de 3 %.

Mais, pour redresser sa branche électronique grand public, au résultat d'exploitation encore déficitaire de 130 millions de florins (465 millions de francs) au premier semestre (le Monde du 11 août), Philips ne mise pas que sur la DCC. Le groupe compte beaucoup sur l'essor du disque compact interactif (CDI), dont il complètera la gamme à l'automne, avec le lancement de la « full motion video », qui doit apporter, selon un responsable du groupe, « le cinéma au CDI ». Pour 2 000 francs environ, le consommateur pourra, en effet, ajouter à son lecteur CDI actuel une cartouche digitale permettant à l'appareil de « lire » soixante-quatre minutes d'images animées sur un disque de 12 centimètres semblable aux CD actuels (le Monde du 1^{er} juillet).

Le lecteur CDI, qui permettrait déjà d'écouter de la musique en son numérique, de regarder des photos stockées sur un disque CD, permettra de visionner un film. Une importante possibilité dont Philips espère qu'elle fera passer ses ventes d'appareils de 300 000 cette année à 1 million en 1994.

P.-A. G.

General Motors vend Lotus à Bugatti

Le constructeur automobile américain General Motors (GM) a annoncé, vendredi 27 août, la vente à Bugatti International SAH de la totalité du capital de sa filiale britannique Group Lotus PLC ainsi que de Lotus Cars USA. « Bugatti achètera l'ensemble des opérations de Lotus, y compris les activités de conseil en automobile et de fabrication », a précisé GM dans un communiqué, en insistant sur l'autonomie dont continuera à jouir le célèbre constructeur britannique d'automobiles de sport : « Lotus et Bugatti resteront des entreprises séparées et indépendantes, mais regrouperont leurs res-

sources dans des domaines spécifiques, tels que le développement et la commercialisation. » GM s'est refusé à préciser le montant de la transaction, mais a précisé que le groupe et sa filiale allemande Opel continueront de faire appel aux services de Lotus Engineering.

De droit luxembourgeois, le holding Bugatti International SAH a été créé à la fin des années 80 pour faire revivre la célèbre marque. Sa principale filiale, Bugatti Automobile, a lancé l'an dernier la production de l'EB 110, le premier modèle de Bugatti depuis le début des années 30.

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 23 AU 27 AOÛT 1993

PARIS

+2,61%

Après une semaine de pause - jugée normale après ses premiers records - la Bourse de Paris est repartie de plus belle au cours de la période écoulée. Et de façon sensible puisque qu'en cinq séances, les valeurs françaises ont progressé de 2,61 %, permettant ainsi au principal indicateur de la place de conquérir de nouveaux sommets. En outre, cette nouvelle progression a permis aux valeurs de s'apprécier de 17,55 % depuis le début de l'année, alors que leur avance n'était encore que de 7 % il y a à peine un mois.

La semaine n'avait pourtant que médiocrement débuté : lundi, avant-dernière séance du terme boursier d'août, les valeurs françaises enregistraient une quatrième séance consécutive de baisses (-0,79 %), alors que les opérateurs ignoraient superbement le signal donné par le Banque de France qui, pour la cinquième fois, abaissait son taux de prises en pension à vingt-quatre heures avant de suspendre au cours de l'après-midi cette procédure de crise. Signe patent que le calme était revenu sur les marchés monétaires. Le lendemain, après un assouplissement de la politique monétaire allemande lors de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank, le marché repartait de l'avent. C'est alors, il n'y avait pas, il est vrai, que ces anticipations de

Encore des records

beisse des taux : cette journée correspondait également à la dernière séance du terme boursier d'août. Malgré les ajustements liés à l'échéance du terme effectués, les valeurs n'ont cessé de s'apprécier, l'indice CAC 40 s'ajustant au final 0,57 % et faisant - pour l'instant - de la liquidation d'août la plus belle de l'année avec un gain de 6,43 %. Le meilleur terme boursier de l'année était jusqu'à présent celui de février avec un gain de 6,41 %, les deux derniers termes s'étant soldés par des gains respectifs de 5,75 % pour le mois de juin et de 2,71 % pour le mois de juillet.

Mercredi fut sans surprise : à l'image généralement de tous les opérateurs bénéficiant d'un mois pour dénouer leurs positions - les échanges furent étoffés. Environ 5 milliards de francs ont été échangés sur le marché à règlement mensuel. Mais le premier jour du terme ne justifiait pas, à lui seul, ces prises de position : nous étions à la veille de la réunion de rentrée du conseil central de la Bundesbank et les anticipations de baisse du taux d'escompte, compte tenu des bons chiffres d'inflation dans plusieurs Länder, allaient bon train dans les salles de marché. Ne serait-ce que la conjonction de ces deux éléments, les valeurs françaises continueraient leur poussée haussière pour s'établir en clôture à quelques fractions de leur dernier record avec une progression de 1,69 %.

Arrive enfin la journée tant attendue, celle du conseil de rentrée de la Buba. Quelques espoirs subsistent encore. On savait qu'il n'y aurait pas de conférence de presse à l'issue de la réunion, mais on savait aussi que cela n'empêcherait pas l'institut d'émission de prendre une décision. Le suspense ne dura pas très longtemps : après un début de séance plénière sous le signe de l'attente, l'annonce du maintien en l'état de la politique monétaire allemande passa momentanément et sensiblement sur le marché français des actions (-0,6 %). Mais cet accès de mauvaise humeur après le statu quo de l'institut d'émission allemand ne fut que de courte durée : les opérateurs préférant jouer désormais une baisse des taux français dans un avenir proche, la séance se termina sur une avance de 0,66 %.

Alcatel-Alsthom le plus traité

La dernière séance de la semaine faillit être historique. Après une ouverture en hausse de 0,43 %, les valeurs françaises trottèrent un instant la barre des 2 200 points (à 2 198,93 points) avant de revenir en clôture à 2 183,88 points, soit une progression de 0,47 %. Quoi qu'il en soit, les valeurs françaises, en terminant à ce niveau, venaient d'inscrire un nouveau record d'abitude.

Du côté des valeurs, plusieurs titres se sont distingués au cours de ces cinq dernières séances.

Alcatel-Alsthom fait partie de ceux-ci. Le titre a, en effet, été le plus traité de la semaine. Le groupe Alcatel-Alsthom a annoncé mercredi avoir reculé 4 % du capital de sa filiale Alcatel Cable pour 1,08 milliard de francs, soit 1 800 000 titres au prix de 600 F par action. Cette cession est destinée à élargir le marché de l'action Alcatel Cable en vue du transfert de sa cotation du second marché au marché à règlement mensuel, a précisé le groupe. Avant la transaction, qui a été réalisée par l'intermédiaire de la Société Générale, Alcatel Cable était filiale d'Alcatel-Alsthom à hauteur de 62,6 %.

Les valeurs du bâtiment ont bénéficié des déclarations du premier ministre, Edouard Balladur, lors de sa conférence de presse mercredi 25 août, selon laquelle le budget de 1994 prévoyait qu'en matière de logement, les cessions de parts de SICAV monétaires ou obligataires consacrées à l'acquisition de logements seront exonérées d'impositions sur les plus-values.

D'autres titres, comme Havas, ne sont pas non plus passés inaperçus : stimulés par une éventuelle reconstitution de son capital, le titre a progressé de façon sensible dans un marché très animé. Après un gain de 3 % mardi, l'action a été très recherchée tout au long de la séance de mercredi. À la clôture, le titre affichait un gain de 2,73 % à 467,20 F dans un marché écoulé de 404 800 titres.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

TOKYO

Dans l'attente de la relance

+0,89%

La Bourse de Tokyo a renoué avec la hausse, cette semaine, dans l'attente de mesures de relance de l'activité par le nouveau gouvernement que le yen a cessé de progresser face au dollar. L'indice Nikkei a gagné, en tout, 184,42 points (0,89 %) d'un vendredi à l'autre pour s'inscrire finalement à 20 791,68 points. Les échanges quotidiens se sont élevés à 210,4 millions d'actions en moyenne contre 264,7 millions la semaine précédente. Lundi, le volume a été le plus faible de l'année avec seulement 138,7 millions d'actions échangées.

Pour bon nombre d'experts, le Nikkei devrait rester au-dessus de 19 000 points pour le moment, faute notamment d'investissements alternatifs pour les épargnants et également parce que les fonds de retraites publics sont prêts, si nécessaire, à bloquer tout recul de la cote. Le marché « va pour le moment rester écartelé entre la

mauvaise performance de l'économie et les mesures de relance », explique Naohiko Moebizuki, directeur exécutif de Meiji Life Insurance. Le paquet de mesures de relance que le gouvernement de coalition doit annoncer à la mi-septembre aura en tout cas un « impact psychologique » certain sur le marché, estime M. Moebizuki.

Après cinq baisses consécutives, le Kabuto-cho a réussi à rebondir mardi, bénéficiant d'un essouffissement de la baisse dans des échanges encore faibles plutôt que de nouvelles raisons d'achat.

Indices du 27 août : Nikkei 20 791,68 (c. 20 607,26) ; Topix 1 670,34 (c. 1 639,19).

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM		LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)	
Nom	Valeur en RM	Nom	Valeur en RM
Alcatel-Alsthom	1 874 286	Ube	+16,8
Société générale	1 418 828	SAT	+15,1
Suez	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8
Sanofi	2 418 085	Sanofi	+14,8

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en millions de francs)				
RM	20-8-93	23-8-93	24-8-93	25-8-93
Comptant	2 807 792	2 531 857	3 039 007	3 909 351
R. et obl.	28 149 380	14 385 424	194 285 033	26 850 025
Actions	171 590	172 845	188 145	1 316 525
Total	29 128 772	17 090 126	197 472 185	31 875 901

INDICES CAC (du lundi au vendredi)				
Indice gén.	23-8-93	24-8-93	25-8-93	26-8-93
Indice gén.	580,8	579,7	588,6	590,0
Indice CAC 40	2 111,37	2 123,40	2 159,31	2 173,61

MATIF			
Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 27 août 1993			
Nombre de contrats : 225 433 environ			
COURS	SEPTEMBRE 93	DÉCEMBRE 93	MARS 94
Premier	-	-	-
Dernier	123,20	123,10	126,28

NEW-YORK

Des hauts et des bas

+0,7%

Après avoir établi deux nouveaux records au début de semaine, Wall Street a ensuite perdu une grande partie de ses gains sous la pression de prises de bénéfices, mais cette correction était attendue par les experts, qui prévoient une reprise du mouvement de hausse. L'indice Dow Jones des valeurs a clôturé vendredi à 3 640,63 points, en hausse de 7,53 points, soit 0,70 % par rapport à la semaine dernière.

Wall Street continue à bénéficier du niveau historiquement bas des taux d'intérêt à long terme, en l'absence d'autres facteurs.

La décision de la Bundesbank de ne pas baisser pour le moment ses taux directeurs a contribué au recul des taux d'intérêt américains, car cela pourrait retarder la reprise des économies européennes et freiner celle des États-Unis, soulignent des experts. Les perspectives de poursuite lente, mais constante, de la reprise économique américaine éloignent par ailleurs les craintes de relance de l'inflation, ce qui pèse également sur les taux d'intérêt.

La tendance, positive depuis la fin juillet, a été soutenue par les espoirs d'une baisse du taux d'escompte de la Bundesbank lors de sa réunion de jeudi.

Indices « FT » du 27 août : 100 valeurs, 3 100,60 (c. 3 057,60) ; 300 valeurs, 2 413 (c. 2 384,10) ; Fonds d'Etat, 102,60 (c. 101,77) ; mines d'or, 188,30 (c. 197,70).

Cours 20 août		Cours 27 août	
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38
Alcatel-Alsthom	613	622	38

Dennis Jarrett, analyste chez Kidder Peabody, prévoit des prises de bénéfices au cours des prochaines semaines à Wall Street et cette correction pourrait faire redescendre le Dow Jones au niveau de 3 550 points. Des prises de bénéfices sur le marché obligataire devraient également provoquer une remontée passagère des taux d'intérêt à long terme, selon M. Peabody.

Indices Dow Jones du 27 août : 3 640,63 (c. 3 613,48).

Nom	Cours 20 août	Cours 27 août
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4
Alcatel-Alsthom	747 3/8	75 3/4

La Bourse de Francfort a connu une semaine irrégulière, avec une baisse de 0,95 % de l'indice DAX des trente principales valeurs, les opérateurs s'attendant à ce que cette tendance se poursuive encore ces prochaines semaines. L'indice DAX a terminé vendredi à 1 904,60 points, contre 1 922,66 points la semaine précédente.

Après des pertes sensibles lundi, le marché a progressé, les opérateurs ignorant les résultats semestriels médiocres diffusés par les grands groupes allemands (Bayer, BASF, VW) pour garder les yeux rivés sur la Bundesbank dont ils espèrent qu'elle réduise son taux d'escompte, jeudi.

Cours 20 août		Cours 27 août	
AEG	174,80	170	282,80
BASF	258,70	252,20	252,20
Bayer	297,80	292,20	292,20
Continental	320,50	315,50	315,50
Deutsche Bank	754	774,50	774,50
Hoechst	279,20	281,20	281,20
Karstadt	587	576	576
Mannesmann	326,20	323,50	323,50
Siemens	682,80	684,70	684,70
Volkswagen	385,80	382,80	382,80

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

En attendant la Belgique

Depuis le mois de juillet où la dernière crise du système bancaire européen a éclaté, les grands emprunteurs internationaux ont évité de lever des fonds dans les principales monnaies concernées, le deutschemark et le franc français, jugés trop instables. Il y a eu des exceptions notables, celles d'Euro-Immo, la société européenne de financement de matériel ferroviaire, en francs, ou du Conseil de l'Europe, en marks, mais leurs opérations, de dimension moyenne, sont demeurées isolées. Beaucoup plus représentative a été la politique délibérée du Danemark de libérer ses derniers emprunts en livres sterling, en francs suisses et en dollars.

Le fait est que les incertitudes du marché des changes et celles de l'évolution du niveau de l'intérêt rendent impossible d'évaluer avec précision quel doit être le juste coût d'un emprunt en francs français, par exemple. Chacun sent bien que l'équilibre n'est - de loin - pas atteint. A moins d'avoir l'emploi immédiat de ressources en francs, les investisseurs étrangers se montrent très réservés. La monnaie du coût des obligations de vendre, qui a précipité la baisse des taux de rendement, a ajouté à la prudence. Les taux pourraient encore beaucoup baisser, mais à quel rythme? Le risque de surpayer une transaction apparaît pour l'instant vraiment trop important.

Pour qui tient à lever des fonds sur le marché international, mieux vaut s'adresser à des compartiments où la baisse des taux est beaucoup plus avancée. C'est ainsi que s'expliquent notamment les opérations de grande couverture, actuellement conduites par des débiteurs autrichiens qui se tournent vers les yens ou les francs suisses. L'autriche cherche à se procurer 50 milliards de yens, pour une durée qui pourrait aller jusqu'à douze ans, et la plus grande entreprise d'électricité du pays s'apprête à lancer un emprunt de 250 millions de francs belges, pour une durée de dix ans.

Sur le marché du mark, où l'évolution est un peu moins précipitée

que celle du franc français, la situation pourrait se clarifier un peu plus tôt. On l'espère dans les milieux bancaires de Francfort, où on attend avec quelque impatience l'arrivée du prochain grand emprunteur étranger, qui devrait se présenter dans une dizaine de jours. Il s'agit de la Belgique. Le Trésor public de ce pays a annoncé, il y a quelques mois, qu'il entendait lever pour 600 millions de marks de fonds à moyen et à long terme, durant la première quinzaine du mois de septembre. Le produit de son emprunt servira à remplacer deux transactions qui seront remboursées prochainement. La date de règlement est déjà arrêtée: ce sera le 7 octobre.

L'affaire préoccupe déjà tous les spécialistes et plusieurs d'entre eux souhaitent que Bruxelles emprunte davantage et vise le milliard de marks. Ils ont bon espoir de parvenir à leurs fins car, au début de l'année, ils avaient réussi à convaincre le débiteur d'augmenter de 700 millions à 1 milliard le montant de son précédent emprunt, afin d'attirer les investisseurs les plus exigeants qui savent que la liquidité et la négociabilité des titres dépendent notamment de la taille d'une opération.

Premier euro-emprunt: la RATP

Il convient de préciser que, si Bruxelles émettait un emprunt plus important que prévu, cela ne changerait rien, ni au total de sa dette étrangère, ni à la part prise par le mark. Cette monnaie sert à libérer 29 % de la dette en devises du pays. Augmenter son emprunt conduirait en fait à consolider une partie de sa dette à court terme.

Parmi les nombreuses euro-émissions de la fin du mois d'août, celles qui ont vu le jour en francs français ont retenu l'attention par leur audace. Les conditions en sont sévères, reflétant l'étendue de la demande des investisseurs pour des titres en francs. Le Crédit national a lancé un emprunt de 1 milliard et d'une durée de dix ans, qui, dans un peu plus de deux mois, s'ajoutera à une opération en circu-

lation pour emporter l'encours à 4 milliards. On ignore le coût précis de sa nouvelle transaction, car cet établissement s'est assuré de pouvoir disposer des fonds à sa guise au cours des six prochains mois, à un prix qui dépendra du rendement des obligations du Trésor, auquel il sera toujours supérieur: quelque 38 centimes. Le Crédit national a conclu à cet effet un contrat avec le Crédit commercial de France. Les titres étaient offerts mercredi dernier aux investisseurs de façon à leur rapporter 32 centimes: plus que les fonds d'Etat. C'est une marge très mince.

Pour sa part, la Banque nationale de Paris a levé pour 1,5 milliard de francs pour une durée de dix ans également, en proposant aux souscripteurs un rendement supérieur de 38 centimes à celui des fonds d'Etat. C'est ambitieux. A titre de comparaison, le Crédit lyonnais, une semaine auparavant, proposait de servir, sur son nouvel emprunt de onze ans de durée, une rémunération de 37 centimes plus élevée que le rendement des obligations du Trésor.

On attend pour cette semaine la RATP qui s'est annoncée pour 2,5 milliards de francs, pour une durée de dix ans. Ce sera sa première euro-émission. L'emprunteur juit d'un très grand crédit et il pourra sans doute se contenter de n'offrir qu'une vingtaine de centimes ou même un peu moins que le rendement des fonds d'Etat.

Sur le marché allemand, la grande affaire de la semaine a été une très belle émission de quinze ans de durée pour le compte d'un émetteur de premier plan, la Landeskreditbank de Bade-Württemberg. Comme il n'y a pas en Allemagne de fonds d'Etat d'aussi longue durée qui puissent servir de référence pour arrêter les conditions d'un emprunt de quinze ans, on a extrapolé à partir des obligations des Trésors des pays voisins, Belgique, Pays-Bas et France. L'opération était dirigée par une banque d'origine américaine, J. P. Morgan.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le dollar affaibli par le mark

Hésitant depuis plusieurs semaines, tantôt en hausse, tantôt en baisse, le cours du dollar a subi un décrochage un peu plus net depuis jeudi 26 août, en réaction au maintien des taux directeurs allemands. Il a terminé la semaine juste en dessous de la barre de 1,6650 mark, considéré comme un seuil technique important, et pourrait passer plus nettement ce niveau au cours des prochaines semaines. Le 20 août, le dollar valait un peu plus de 1,68 deutschemark.

Pour l'instant, la dévaluation de 2 % environ du franc face au mark ne s'est pas traduite par une poussée du dollar à Paris. Le cours du billet vert à Paris est sensiblement identique à ce qu'il était avant la réforme du SME, à 5,85 francs environ (5,8360 francs au cours indicatif de la Banque de France du 27 août). A peine avait-il poussé une pointe à 6,10 francs au lendemain du compromis de Bruxelles du 2 août, avant de refluer rapidement. Vendredi 27, le dollar ciblait à Tokyo à 104,45 yens exactement le plus haut cours qu'une semaine plus tôt. M. David Mullins, vice-président de la réserve fédérale, a rappelé à la presse japonaise que les Etats-Unis se tenaient toujours prêts à intervenir pour contenir une poussée du yen. Les marchés se tiennent donc sur leurs gardes.

Mais le dollar sera d'autant plus vulnérable à Tokyo qu'il s'affaiblira en Europe. Sur les marchés, on estime que la performance actuellement très inégale de l'économie américaine - les com-

mandes de biens durables ont diminué en juillet - et le creusement du déficit commercial militent en faveur d'un billet vert plus bas. Compte tenu de la progression du début de l'année, la marge jusqu'à un retour au plus bas niveau historique (1,39 mark, en septembre 1992) est encore considérable, même si en Europe on ne trouve guère ce niveau satisfaisant.

Le franc, pour sa part, paraît sorti pour l'instant de la zone de turbulences dans laquelle il se trouvait pris à la mi-août. L'annonce du maintien des taux directeurs de la Bundesbank a prouvé qu'une poussée du mark à Paris, de 3,48 francs à 3,5050 francs. Mais on est loin du sommet historique de 3,5475 francs de la mi-août. Visiblement, les cambistes déboulent doucement leurs positions de la fin juillet et attendent d'en savoir plus sur l'orientation des taux d'intérêt avant d'en prendre de nouvelles. Et la fourchette actuelle de fluctuations - entre 3,45 francs et 3,60 francs, dit-on - les salue de manière - est suffisamment large pour décourager d'éventuels mouvements spéculatifs.

Au cours de sa conférence de presse, Edouard Balladur s'est borné à affirmer qu'il n'était pas question pour l'instant d'un retour à la marge de fluctuations étroites du SME (+2,25 % de part et d'autre du cours-pivot, contre +15 % depuis la crise), ni de laisser filer la monnaie jusqu'à son nouveau plancher (3,8948 francs pour un mark). Les dernières séances ont d'ailleurs

été plutôt calmes dans le SME, même si la hausse du mark en fin de semaine a contraint la Banque du Portugal à intervenir. Seule, en Europe, la couronne suédoise a été fortement chahutée ces derniers jours après la publication d'extraits d'un rapport confidentiel du FMI mettant en cause le niveau trop élevé des dépenses publiques de Stockholm.

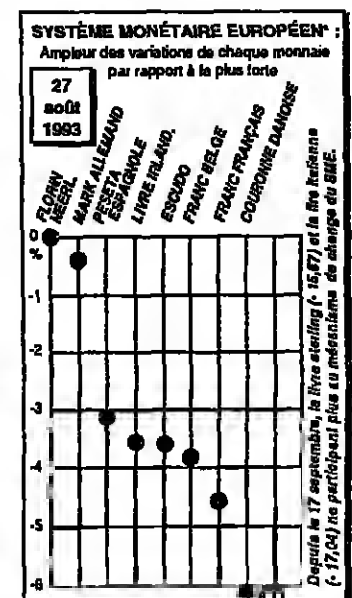
Un débat très intéressant a, par ailleurs, eu lieu ces derniers jours en Belgique. A l'instar des économistes du MIT qui avaient critiqué la politique du franc français fait, un groupe d'experts de la respectable université catholique de Louvain a mis en cause celle du franc belge fait. Selon eux, le calage de la politique monétaire belge sur celle de l'Allemagne, mené depuis 1990, produit un effet déprimant sur l'économie du pays. La Banque de Belgique s'est fermement opposée à de telles affirmations. Lorsque l'on sait que les Belges, comme leurs confrères néerlandais et luxembourgeois, avaient refusé une sortie unilatérale du mark du SME, lors de la réunion du comité monétaire à Bruxelles, le 30 juillet - solution pourtant voulue par la France et acceptée par l'Allemagne - on comprend la détermination de Bruxelles à ne pas modifier le cap de sa politique monétaire.

FRANÇOISE LAZARE

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 23 AU 27 AOÛT 1993 (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente)

PLACE	Libre	\$ E.U.	Franc français	Franc suisse	£. mark	Franc belge	Yen	Libre sterling
London	-	-	-	-	-	-	-	-
New-York	1,4080	-	17,1233	67,9117	59,9241	2,8169	53,2191	-
	1,5103	-	17,5099	67,9883	59,9884	2,8371	53,2625	-
Paris	0,7403	5,8400	-	396,0044	350,0150	16,4507	311,3836	3,6403
	0,8285	5,8280	-	395,4634	348,0330	16,5902	309,6686	3,6837
Zurich	2,2859	1,4725	25,2140	-	88,2539	4,1479	76,5124	0,9229
	2,2379	1,4813	25,3933	-	88,1202	4,1951	76,3952	0,9315
Frankfurt	2,4994	1,4885	28,5702	113,3107	-	4,7800	80,9639	1,0408
	2,5292	1,5010	29,5354	113,8814	-	4,7807	80,9639	1,0571
Bruxelles	51,7791	34,59	6,088	24,087	71,2166	-	18,583	2,5204
	51,3303	34,31	6,0647	23,8772	71,0654	-	18,6608	2,5258
Amsterdam	2,8095	1,8755	30,1472	1,2752	112,4063	5,2833	-	1,1754
	2,8574	1,8817	32,4879	1,2778	112,5342	5,3574	-	1,1895
Milan	229,06	159,59	273,2021	1083,5314	956,2401	44,9436	850,7065	-
	240,27	159,25	275,9118	1073,9013	946,8143	45,8368	848,6460	-
Tokyo	156,24	104,30	17,8895	70,8319	62,5112	2,9380	55,6118	0,0653
	158,68	105,62	17,5724	70,9174	62,4925	2,9750	55,5320	0,0660

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 27 août, 5,599 F contre 5,576 F le vendredi 20 août.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le cuivre manipulé

Pourquoi le cuivre coûte-t-il 1 962 dollars la tonne pour une livraison en septembre et 1 930 dollars la tonne à échéance octobre? De l'avis des professionnels, on a assisté à des manipulations ne correspondant en rien à la réalité du marché. «Il y a beaucoup de métal disponible, affirme Jean-Pierre Toffier, de la Société de négoce Franco-MET. Ce phénomène de Bourse n'a aucune signification et nous ennuie.»

Les utilisateurs français comprennent mal pourquoi ils devraient payer 32 dollars de plus alors que le LME (London Metal Exchange) dispose de 500 000 tonnes de stocks. A Londres, l'incompréhension est la même. Les négociants acceptent mal cette brusque remontée des cours alors que les transactions ont été incessantes au mois d'août. Ils peuvent d'autant moins invoquer une demande accrue que toutes les usines étaient fermées pendant l'été.

«Les spéculateurs créent une situation artificielle», avouent les analystes. Aucun élément connu ne plaide en faveur d'une tension sur les prix. Les stocks, de source officielle, c'est-à-dire ceux du LME,

sont toujours aussi importants. Et tout indique qu'il faille les majorer car, dans les chiffres publiés, n'est pas pris en compte le cuivre entreposé par les marchands de toutes nationalités, pas plus que les volumes détenus de manière illicite par les pays, comme ceux de la CEI, qui les passent en contrebande en Europe de l'Ouest.

«Ces informations confidentielles auraient trop d'influence sur le marché. Nous ne pouvons les divulguer», disent volontiers les négociants. Il reste que l'offre demeure «confortable», de l'ordre de 9 millions de tonnes. La production chilienne, aux alentours de 1,3 million de tonnes, arrivera sans encombre sur le marché au début de l'année prochaine. D'autres gisements dans ce pays sont sur le point d'être exploités et les opérateurs prévoient des mises en vente à partir du mois de mars.

Une demande au compte-gouttes

«Le Chili, déjà premier producteur mondial de cuivre, s'achemine doucement vers une offre de 2 millions de tonnes par an», souligne un expert. Par contre, la situation zéroise se confirme comme «un phénomène social et économique dramatique», de l'avis des opérateurs. Ce pays, qui extrayait en moyenne 400 000 tonnes de cuivre par an dans les années 70, ne disposera plus que de 50 000 tonnes annuelles cette année, car son outil de production s'effondre en raison de l'état de déchéance où est tombé ce pays. De surcroît, ces nouvelles alarmantes n'ont pas d'incidence sur les cours, car, depuis longtemps, le marché a gommé le Zaïre.

A regarder de près les principales zones de consommation, la prudence s'impose. L'Europe, qui compte pour 30 % de la demande mondiale, est touchée par la récession. Elle utilise moins de cuivre, alors que, précisément, ce métal avait gagné du terrain dans des secteurs comme l'automobile: on incorpore dans une voiture - pour tout ce qui est électrique - environ 25 kilos de métal rouge contre 4 kilos il y a une vingtaine d'années. Le bâtiment et l'électroménager coattaquent également des débouchés non négligeables. Mais

1993 s'est annoncée comme difficile dans ces trois domaines et les experts n'envisagent pas d'amélioration l'année prochaine. Les Européens économisent cependant moins volontiers de véhicules ou de machines à laver.

En revanche, l'appétit pour le cuivre ne semble pas diminuer outre-Atlantique. Les Etats-Unis continuent d'utiliser 25 % de la production du marché. De plus, du fait des innovations dans le Missouri, des lots de métal en cours de livraison ont été perdus et les Américains se sont portés à nouveau acquéreurs de bilsters (barres de métal rouge).

Mais l'Asie (en particulier la Chine) demeure le pôle le plus important. Même si les analystes reconnaissent volontiers avoir surevalué dans le passé les importations de Pékin, ils pronostiquent une demande chinoise accrue «du fait d'une économie en pleine expansion». Certains observateurs affirment même que Pékin dispose d'un capital moiré de 575 000 tonnes par an, alors que les besoins chinois s'élèvent à environ 750 000 tonnes. En fait, l'activité chinoise réelle en début d'année s'est quelque peu essouffée aujourd'hui: non seulement les Chinois ont arrêté leurs achats, mais ils ont payé une prime pour annuler leurs contrats.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 20-8-93	Cours 27-8-93
Or fin (libre en barre)	70 000	69 700
Or fin (libre en lingot)	70 100	69 800
« Pilon (soufre) (20 F)	401	403
« Pilon (soufre) (10 F)	361	368
« Pilon (soufre) (5 F)	328	334
« Pilon (soufre) (2 F)	288	294
« Pilon (soufre) (1 F)	248	254
« Pilon (soufre) (0,5 F)	208	214
« Pilon (soufre) (0,2 F)	168	174
« Pilon (soufre) (0,1 F)	128	134
« Pilon (soufre) (0,05 F)	88	94
« Pilon (soufre) (0,02 F)	48	54
« Pilon (soufre) (0,01 F)	8	14
« Pilon (soufre) (0,005 F)	3	9
« Pilon (soufre) (0,002 F)	1	7
« Pilon (soufre) (0,001 F)	0,5	1,5

« Ces phases d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La déception allemande

En oui, la Bundesbank a déçu, lors de sa réunion de rentrée. En dépit de la dérive des taux sur le marché monétaire allemand, de signes encourageants sur le front des prix, elle a choisi de ne pas baisser sa garde. Le taux de l'escompte reste donc fixé à 6,75 %, le lombard à 7,75 %. La prochaine réunion du conseil central aura lieu le 9 septembre, mais apparemment les marchés ne placent plus un éventuel geste de la Buba en tête de leurs préoccupations. La prise en pension effective vendredi 27 au taux de 6,90 % contre 6,80 % lors de l'opération précédente n'est d'ailleurs guère encourageante.

Il existe une hypothèse qui ne doit pas être négligée. Alors que la plupart des analystes prévoient un assouplissement massif des taux d'intérêt allemands avant la fin de l'année, certains estiment aujourd'hui que rien de tel ne doit être attendu. D'une part, parce qu'en dépit de la performance relative, meilleure de l'été l'inflation persiste en Allemagne pendant de nombreux mois encore. C'est le point de vue de l'Institut de recherches de Hambourg HWHA, selon lequel le rythme annuel de la baisse des prix en Allemagne (4,2 %) en glissement au mois d'août) ne s'apaisera pas avant la fin de 1994. Des relèvements de prix programmés pour l'hiver (révision obligatoire des véhicules, taxe sur l'essence) pèseront en tout cas sur les indices. Ce n'est pas le point de vue de Othmar Issig, membre du directoire de la Bundesbank, qui a affirmé que «les prix évoluent fortement vers le bas». D'autre part, la contrainte européenne s'est considérablement desserrée avec les nouvelles marges de fluctuations du SME. Enfin, l'activité pourrait montrer des signes de raffermissement dès le second semestre. Hausse des prix persistante, conjoncture mino-

maussade. Autant de raisons qui pourraient inciter les responsables allemands à maintenir serrée la vis du crédit.

Si - et cela reste à démentir - la politique de la Bundesbank n'était pas modifiée prochainement, la question est bien sûr de savoir ce que feront les autorités françaises. De nombreux spécialistes, tels ceux de Salomon Brothers, estiment que les taux d'intérêt français tomberont en dépit des taux allemands au cours de l'automne. Si tel était le cas sans que le taux de change en souffre outre mesure, ce serait une belle victoire pour Edouard Balladur et un moment important pour l'Europe monétaire. Au cours de sa conférence de presse de rentrée, le 25 août, le premier ministre n'a pas donné d'indication contraire.

Une fois encore, l'heure est à la patience. Mais au fur et à mesure que les semaines passeront, que les réserves de changes se reconstruiront et que le souvenir de la tornade de juillet s'éloignera, les pressions en faveur d'un allègement du foyer de l'argent se feront plus fortes à Paris.

Est-ce un signe? Le MATIF, loin de plonger à l'annonce du maintien des taux directeurs de la Bundes-

bank a, au contraire, progressé, clôturant vendredi 27 au nouveau record historique de 123,40, contre 122,16 une semaine plus tôt. Sur le marché physique, le rendement de l'OAT dix ans 6,75 % tombait à 6,22 % jeudi, puis 6,15 % vendredi. La barre de 6 % ne paraît plus hors de portée. Le marché attend toujours le retour du taux des primes en pension à cinq-dix jours à son niveau d'avant crise de 7,75 %: il s'établit actuellement à 10 %. Seules, en effet, les pensions à 24 heures ont été ramenées de 8,25 % à 7,75 % en début de semaine, avant que le gouvernement annonce la suspension de cette procédure d'urgence. Le marché primaire français, lui, n'a toujours pas retrouvé ses portes après la trêve estivale.

Aux Etats-Unis, la belle tenue du marché obligataire se poursuit. Les taux d'intérêt des obligations d'Etat à trente ans sont désormais à peine supérieurs à 6 %, tandis qu'à dix ans, les rendements se situent à 5,5 %. En toute fin de semaine, malheureusement, de gros ordres de ventes venus du Japon, aux dires des opérateurs, ont tendu le rendement du trente ans à 6,14 %.

F. L.

Le zloty polonais a été dévalué de 8 %

La Pologne a procédé, vendredi 27 août, à une dévaluation de 8 % du cours de sa monnaie, le zloty. Il s'agit de la première dévaluation importante du zloty depuis février 1992. Depuis 1991, le cours du zloty est lié à un panier de cinq monnaies comprenant le dollar et les principales devises. Il est autorisé à fluctuer de moins de 2 % par mois vis-à-vis de ce panier. Et choisissant d'accélérer la dévalua-

tio de leur monnaie, les dirigeants polonais cherchent à stimuler les exportations pour contrer la détérioration des échanges extérieurs du pays. La banque centrale a indiqué, vendredi, qu'au premier semestre la balance commerciale avait été déficitaire de 1,1 milliard de dollars (6,5 milliards de francs environ). Le nouveau cours du zloty s'établit à 19 728 zlotys contre 18 344 précédemment.

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

En Allemagne La lutte contre l'extrême droite divise toujours la classe politique

Les propos du ministre allemand de l'Intérieur, Manfred Kanther, qui souhaite un renforcement de l'arsenal répressif pour lutter contre la violence d'extrême droite - en progression de plus de 74 % en 1992 par rapport à 1991 (le Monde du 28 août) - ont été mal accueillis dans une partie de la majorité comme dans l'opposition social-démocrate (SPD). Un porte-parole de ce parti a répondu, vendredi 27 août, qu'il s'agit d'une « fausse solution ». Il faut, selon lui, appliquer dans toute leur rigueur les lois existantes. Un porte-parole du Parti libéral (FDP), membre de la coalition gouvernementale, a exprimé une position similaire en jugeant que « les règles de l'état de droit ne peuvent pas être sacrifiées à la lutte contre l'extrémisme de droite ».

Dans la nuit de jeudi à vendredi, une série de coups par trois inconnus, à Lotte, près d'Osnabrück. Toujours dans l'Ouest, près de Münster, l'association protestante Diapowerwerk, qui voulait transformer une auberge de jeunesse en foyer de demandeurs d'asile, a essuyé trente-sept refus de la part des compagnies contactées pour souscrire une assurance incendie. - (AFP)

En Espagne Le gouvernement accepte de céder 15 % de l'impôt sur le revenu aux communautés autonomes

Le ministre espagnol des Administrations publiques, Jeronimo Saavedra, a annoncé, vendredi 27 août, que le gouvernement de Madrid avait accepté de céder 15 % de l'impôt sur le revenu aux dix-sept communautés autonomes qui constituent le royaume espagnol. Le ministre a annoncé cette mesure, qui pourrait permettre à l'exécutif de recevoir le soutien des dix-sept députés nationalistes catalans lors des discussions budgétaires de l'automne, à l'issue d'une rencontre avec le président de la Généralité de Catalogne et de la coalition catalane de centre-droit Convergència et Unió (CIU), Jordi Pujol. Ce dernier avait récemment menacé de ne pas soutenir le gouvernement de Felipe Gonzalez si Madrid n'accordait pas, notamment, cette cession des 15 % de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPF) aux régions.

M. Saavedra a souligné, dans une conférence de presse, que cette décision concernait l'ensemble des communautés autonomes et qu'elle serait accompagnée d'une série de mesures destinées à garantir la solidarité inter-régionale. Le président socialiste de l'Estremadure, une des régions les plus déshéritées d'Espagne, Juan Carlos Rodríguez Ibarra, a vivement critiqué cette mesure, dont il est un adversaire de longue date. - (AFP)

Les Soviétiques ont refusé d'intervenir en Pologne en décembre 1981

Des documents remis par Boris Eltsine à Lech Walesa montrent que Moscou n'envisageait pas d'invasion du pays pour écraser Solidarité

VARSOVIE

de notre envoyé spécial

La récente visite de Boris Eltsine à Varsovie a été un incontestable succès pour l'actuel chef de l'Etat polonais, Lech Walesa qui, à la surprise générale, a réussi à convaincre le président russe de ne pas s'opposer formellement à une éventuelle adhésion de la Pologne à l'OTAN (le Monde du 26 et du 27 août). A l'inverse, le petit « cadeau » apporté par Boris Eltsine à ses hôtes varsoviens sous la forme de documents secrets datant des années 1980 et 1981 est fort désagréable pour son prédécesseur, le général Jaruzelski. L'homme qui, le 13 décembre 1981, avait fait enfermer Lech Walesa et tous les dirigeants de Solidarité et imposé « l'état de guerre » à la Pologne avait pourtant réussi, au cours de ces dernières années, à convaincre une bonne partie de ses compatriotes qu'en se chargeant de faire le sale travail, il avait épargné à son pays la tragédie sanglante qu'eût été une intervention militaire soviétique.

Certains spécialistes occidentaux étaient également convaincus qu'en décembre 1981, les troupes soviétiques s'approprièrent à l'entrée en Pologne. Zigmunt Brzezinski, ancien conseiller du président Carter pour les affaires de sécurité, nous affirmait récemment encore que les observations faites par les services américains ne laissent plus aucun doute sur la question. Les documents apportés par M. Eltsine, et tout particulièrement le compte rendu d'une réunion du bureau politique du PC soviétique tenue le 10 décembre 1981, contredisent pourtant formellement cette version. « Il n'est pas exclu que les Soviétiques se soient, parallèlement, arrangés pour « faire peur ».

Les propos tenus lors de cette réunion au plus haut niveau confirment que le Kremlin avait été informé des préparatifs de « l'opération X » - l'imposition de l'état de guerre - mais que, à moins de trois jours de son déclenchement, il n'en connaissait toujours pas la date exacte : Constantin Roussakov, secrétaire du comité central alors en charge des relations avec les pays frères, explique à ses collègues « qu'il a d'abord été question de la nuit du 11 au 12, puis du 12 au 13 » (date finalement retenue) mais « que maintenant on murmure que ça pourrait se faire autour du 20 ». Pour Andropov, le chef du KGB, ajoute même qu'il ressort des propos tenus par le général Jaruzelski que « les Polonais n'ont toujours pas pris de décision ferme quant à l'introduction de l'état de guerre ». D'ailleurs, explique Nikolai Belakov, qui rendit d'une mission en Pologne, « Jaruzelski est devenu instable, il ne croit plus en ses propres forces ».

Un autre point trouble les dirigeants soviétiques : le général Jaruzelski, pour assurer le succès

de l'opération qu'il projette, leur réclame une importante aide économique. Le bureau politique est réticent (« Il faudra prélever sur la consommation intérieure »), considère que les exigences des Polonais sont très excessives, mais admet qu'il faudra « donner quelque chose ». Reste cependant le point essentiel : Jaruzelski, explique M. Roussakov, « dit que les camarades polonais espèrent avoir le soutien des autres pays [socialistes] y compris l'introduction sur le territoire polonais de forces armées ».

C'est donc clairement le général Jaruzelski qui apparaît en demandeur d'une intervention, et non dans l'hypothèse où les chasses taumeraient mal et où lui-même ne réussiraient pas à vaincre la résistance de Solidarité. Et la réponse des Soviétiques est claire : c'est non. Tous les hommes qui comptent à l'époque, de Gromyko à Andropov en passant par Sousslov, et qui sont pourtant connus pour être des « durs » parmi les durs, sont catégoriques. « Nous n'avons pas l'intention d'introduire des troupes en Pologne », explique Andreï Gromyko, « c'est notre position, et nous devons nous y tenir jusqu'à la fin ». L'illustre ministre des affaires étrangères est même prêt à passer la Pologne par pertes et profits : il envisage le cas où la Pologne se trouverait « sous le pouvoir de Solidarité », et fait savoir que même en ce cas, il ne faudrait rien faire, car toute intervention serait suivie de « sanctions économiques et politiques » de la part de l'Occident : « Nous devons nous soucier de notre propre pays, du renforcement de l'URSS. C'est notre direction fondamentale ».

L'« alibi » du général Jaruzelski

Le vieux stalinien, fidèle au fond à la thèse du socialisme dans un seul pays, considère qu'il faut faire la part du feu et oublier les devoirs de l'internationalisme quand l'essentiel est en jeu. A l'époque, l'URSS, déjà engagée en Afghanistan, a peur de la réaction d'un camp occidental dominé par Ronald Reagan. Il faut, conclut Andreï Gromyko, « éviter de caler l'honneur de Jaruzelski et de autres dirigeants polonais favorables à l'introduction des troupes. Il ne peut être question d'introduire des troupes en Pologne. Je pense que nous pouvons dire à notre ambassadeur d'aller voir Jaruzelski et de l'en informer ».

Mikhaïl Sousslov, considéré alors en Occident comme l'intraitable idéologue de cette assemblée de gérontes, l'homme qui vociférait publiquement contre les atteintes portées au socialisme en Pologne, est exactement du même avis, tout comme le ministre de la défense, le marchand Oustinov. D'ailleurs, ajoutent aussi bien Mikhaïl Sousslov que Dimitri Oustinov, « les Polonais eux mêmes

disent qu'ils sont contre l'introduction de troupes ». C'est là que les choses se compliquent : faut-il croire que le général Jaruzelski est le seul à réclamer un soutien militaire, et que ses pairs sont d'un avis opposé, ou que le chef d'un Parti ouvrier polonais alors à l'agonie (il a soumis aux Russes, qui ont refusé, le projet de création d'un nouveau parti), et lui-même changé d'avis, ou encore qu'il manque de confiance en lui-même ? Jaruzelski, me semble-t-il, fait preuve d'une certaine russie. En adressant des demandes à l'URSS, il veut se créer un « alibi ». Le dirigeant soviétique semble avoir essentiellement à l'esprit les demandes d'aide économique, mais ce souci de « l'alibi » n'est-il pas le reflet essentiel de l'attitude du général Jaruzelski qui a tant de fois expliqué, par la suite, que l'introduction de l'état de guerre avait été pour lui « un drame personnel », et qu'il s'était en quelque sorte sacrifié pour le bien de son pays ?

Les documents apportés par Boris Eltsine sont éclairants sur d'autres points : ils montrent par exemple que si la direction soviétique a toujours poussé les « camarades » polonais à regagner le terrain perdu sur Solidarité, leur analyse était parfois plus fine que celle de la gauche du parti polonais, ceux qu'on appelait alors « le béton », décidé à lutter de front contre Solidarité. Ainsi les Soviétiques ont-ils longtemps soutenu la ligne « centrée », défendue par Stanislas Kania, nommé premier secrétaire du parti après les grandes grèves de Gdansk, et le général Jaruzelski lui-même. Mais les textes confirment ce qu'on sentait déjà clairement à l'époque : à partir du printemps 1981, les Soviétiques ont « lâché » Kania et sa ligne « copitularde », et leur rôle a été déterminant dans l'élection du général Jaruzelski au poste de premier secrétaire, à l'automne 1981. D'ailleurs, quand le 19 octobre, Leonid Brejnev téléphone au nouvel élu pour le féliciter, le général Jaruzelski lui répond : « Je n'ai accepté ce poste, après une grande lutte contre moi-même, que parce que je savais que vous me soutenez et vous prononcez pour une telle décision ».

Le nouveau premier secrétaire, qui vouvoie Brejnev et lui donne du « très respecté », cher Leonid Ilitch, alors que ce dernier le tutoie et l'appelle simplement Wojciech, est à la limite de la séduction. Il fait savoir qu'il ve « demander des conseils », rencontrer le jour même l'ambassadeur soviétique, et informer Moscou « de toutes les décisions » qu'il prendra. Des promesses qu'il n'a pas parfaitement tenues, comme en témoignent les questions que se posaient, deux mois plus tard, les Soviétiques sur ses intentions exactes.

JAN KRAUZE

Proche des giscardiens

Patrice Duhamel est nommé directeur de l'antenne de France-Inter

L'ancien directeur de l'information de la Ciné, Patrice Duhamel, vient d'être nommé directeur de l'antenne de France-Inter, par Jean Mabieu, PDG de Radio-France. Il devra entrer en fonction lundi 6 septembre. Dans ce poste créé sur mesure - il n'y avait pas de direction d'antenne à France-Inter jusqu'ici - Patrice Duhamel aura la charge de définir la structure et la ligne générale de la grille ainsi que le style de l'antenne, en collaboration avec le directeur de la rédaction, Claude Guillemin, et le directeur des programmes, Pierre Bouteiller, qu'il « chapeautera ». Mais sa mission consistera aussi à isoler Ivan Leval, directeur de l'information de Radio-France et animateur de la revue de presse de France-Inter, dont la personnalité et les amitiés socialistes ont déjà été mises en cause par la nouvelle majorité, dont, récemment, Robert-André Vivien, député RPR du Val-de-Marne (le Monde du 14 juillet). « On voit mal comment Ivan Leval pourra se débrouiller, sinon en s'orientant vers la sortie », notait samedi matin des journalistes de France Inter, l'un d'eux assurant que « Jean Mabieu a introduit le renard dans le

poulailler, en laissant les poules se débrouiller entre elles ». Dans les coulisses de la radio de service public, on évoquait l'arrivée possible de proches de Patrice Duhamel, dont Jacques Hebert, lui aussi ancien de la Ciné.

[La nomination de Patrice Duhamel, quarante-huit ans, à la nouvelle direction d'antenne de France-Inter, constitue sans aucun doute un geste offert par son PDG, Jean Mabieu, à la nouvelle majorité. Mais cette nomination ne devrait pas ravir le RPR. Mabieu, de Paris de ceux qui le commencent, le frère du politologue Alain Duhamel, « a évolué depuis son passage à la Ciné, il a toujours manifesté de fortes et saines sympathies giscardiennes. Entré en 1970 à la télévision, il a notamment été chef de service politique, économique et social de TF1, de 1978 à 1980. En octobre 1979, lors de « l'affaire des diamants », révélateur par le Canard enchaîné, qui mettait en cause Valéry Giscard d'Estaing, Patrice Duhamel s'était écarté à faire en sorte que TF1 s'aligne sur l'arrivée au pouvoir des socialistes en 1981. Payant cotrait à quitter TF1, il était alors devenu chroniqueur à Radio-Chamfort, ville dont l'ancien président de la République lui confiait les conseils puis conseiller général et où il possédait son domicile provincial. Par ailleurs, avant d'entrer à RMC puis à la Ciné, Patrice Duhamel a été directeur de l'information de TVES, sujet de télévision régionale par satellite du groupe Horvat. - V. M. L.]

Afin d'obtenir des améliorations du plan social

Les syndicats de NatWest Bank SA lancent un nouvel appel à la grève

Les syndicats CGT et FNSEC-CGC de la filiale française de la National Westminster Bank ont lancé, vendredi 27 août, un nouvel appel à la grève à partir du 30 août, reconductible de vingt-quatre heures en vingt-quatre heures. Comme celui observé par une large majorité du personnel les 17 et 18 août, ce mouvement a pour objet d'améliorer les dispositions du plan social proposé par la NatWest Bank SA, filiale de la deuxième banque de dépôts britanniques, pour accompagner la fermeture de la totalité de ses activités en France, annoncée en mai.

Un jugement en référé doit être rendu le 1^{er} septembre à Paris à la suite de la demande du comité d'entreprise de NatWest Bank SA de reporter la troisième et dernière réunion du comité, prévue pour le 6 septembre. Celle-ci doit examiner « O BAE et Taiwan Aerospace s'associent pour construire des avions régionaux ». Après une semaine de tensions et de négociations ardues à Taipei, Taiwan Aerospace Corporation (TAC) et British Aerospace (BAE) ont conclu un accord, vendredi 27 août, sur le financement de leur joint-venture de 566 millions de dollars (3,3 milliards de francs), destiné à produire des avions régionaux. Les deux partenaires du joint-venture, baptisé Avro International Aerospace Ltd, se sont entendus sur l'essentiel du montage financier. Les banques ont accepté de prêter les quelque 200 millions de dollars que devait apporter la partie taiwanaise de l'accord. Pour BAE, ce contrat va permettre de conserver quelque 3 000 emplois dans son usine de Woodford, près de Manchester, dans le nord-ouest de l'Angleterre.

Le plan social définitif présenté par la direction. Les syndicats estiment que cette réunion ne peut pas se tenir avant le rapport complémentaire qui doit présenter au comité d'entreprise le cabinet d'expertise comptable Legris, après l'examen de documents qui ne lui avaient pas été fournis en temps utile par la direction. La filiale française du groupe NatWest PLC compte 412 salariés dans dix succursales en France, dont 220 à Paris.

□ Jacques Toubon demande l'ouverture d'une enquête sur l'accident de Hélicoptère-Corail. - Le ministre de la culture, Jacques Toubon, a ordonné l'ouverture d'une enquête à la suite de la mort, jeudi 26 août, de deux jeunes chercheurs bénévoles lors d'un effondrement de terrain sur le chantier de fouilles archéologiques de Hélicoptère-Corail (Pas-de-Calais). Le chef du service de l'inspection générale de l'administration du ministère de la culture et de la francophonie, Christian Paffon, est chargé de déterminer « les conditions dans lesquelles les procédures réglementaires ont été appliquées » et de proposer d'éventuelles améliorations de cette réglementation. Une information judiciaire avait déjà été ouverte par le procureur de la République d'Arras pour déterminer les circonstances exactes de l'accident (le Monde du 28 août). Le conservateur départemental et le conservateur régional de l'archéologie, Jean-Luc Marcy et Gérard Fosse, placés en garde à vue, ont été mis en examen vendredi pour « blessures et homicides involontaires ». M. Toubon a demandé à tous les conservateurs régionaux d'archéologie de s'assurer que les conditions de sécurité sur les chantiers en cours sont respectées.

SOMMAIRE

RENCONTRES DE FRANCE

18. - Reporters 2

ÉTRANGER

Les débats sur le nouveau plan de

paix en Bosnie-Herzégovine 3

« Loin des capitales » : à Ségovie,

l'educatif vieillit mal 3

Proche-Orient : les délégations

arabes optimistes avant la reprise

des pourparlers de paix 4

POLITIQUE

Sur les élections européennes

comme sur la révision de la Consti-

tution, M. Giscard d'Estaing ne fait

pas les mêmes analyses que

M. Balladur 7

SOCIÉTÉ

La première affaire de veau aux hor-

meses se conclut par un non-lieu. -

Les réactions après l'expulsion des

squatters de l'avenue René-Coty à

Paris 8

CULTURE

Chez les peintres : Lydis Dona, les

charmes de l'ambiguïté 11

ÉCONOMIE

Les décrets sur la réforme des

retraites 13

Les réactions aux propos de

M. Kohl sur le GATT 13

Revue des valeurs 14

Crédits, changes,

grands marchés 15

Services

Abonnements 9

Carnet 12

Météorologie 12

Mots croisés 12

Télévision 12

Spectacles 10

La télématique du Monde :

3615 LEMONDE

3315 LM

Ce numéro comporte un cahier

« Radio-télévision »

folioté de 1 à 32

Le numéro du « Monde »

daté 28 août 1993

a été tiré à 468 140 exemplaires.

Michael Jackson face à la rumeur

WASHINGTON

de notre correspondant

Remontant en scène, vendredi soir à Bangkok, devant 50 000 spectateurs enthousiastes, après deux jours de silence dus à une déshydratation « aiguë », Michael Jackson résiste à ce qui est - pour l'instant - plus du domaine d'un certain délire hollywoodien que du ressort de la justice. Les faits sont maigres, il y a, seul élément établi, une enquête, discrète, de la police de Los Angeles, et, contrairement, une campagne médiatique qui se nourrit essentiellement de rumeur sur le comportement sexuel du chanteur.

La vie privée de la pop star a toujours été un mystère. Multimillionnaire de trente-cinq ans, sans doute un des artistes les plus riches de tous les temps, Michael Jackson se protège. Derniers les collines de son ranch californien, il entretient, à coups de chirurgie esthétique, un mas-

que d'éternel adolescent et une légende de grand ami de l'enfance. Il a fait construire sur le ranch un parc d'attractions, où il accueille régulièrement des dizaines d'enfants.

L'enquête sur le chanteur a été ouverte dans des circonstances complexes. La police a été alertée par une association de protection de l'enfance, qui disait intervenir à la suite du témoignage d'un psychologue de Beverly Hills. Le thérapeute aurait rapporté qu'un de ses patients, un adolescent de treize ans, lui avait confié avoir fait l'objet d'un attentat à la pudeur de la part de Michael Jackson qu'il aurait, en compagnie de sa mère, essaimé fréquemment (à une époque non précisée). Selon d'autres sources, l'association de protection de l'enfance aurait appelé la police sur recommandation du père du garçon. Divorcé, dentiste des vedettes, et séducteur à ses heures (on est à Hollywood), le père cherchait à récupérer le germe de

l'enfant. Les porte-parole de Michael Jackson assurent, de leur côté, que le dentiste-académiste n'a fait prévenir la police qu'après que le chanteur a refusé de lui verser 20 millions de dollars pour la création d'une maison de production.

Comme le rappelle, vendredi, le critique de télévision du Los Angeles Times, tout « le reste » n'est que spéculation, et de douteuse provenance (une télévision locale qui cite une agence de presse qui cite une source policière anonyme qui aurait eu accès au dossier...). La rumeur, ce sont des détails assez ridicules que la plupart des grands quotidiens ignorent superbement, mais dont les « tabloïds » et les télévisions se régiment. A ce stade du dossier, si « affaire » il y a, ce n'est pas - en tout cas pas encore - une affaire de meurtres. C'est une affaire sur les mœurs d'une carmine pressée.

ALAIN FRACHON

RADIO

A



Catherine...
un tel film de
d'après Jacques...